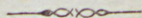


L'INSURRECTION
DE MILAN

EN 1848

PAR

CHARLES CATTANEO.



BRUXELLES.
AUX FRAIS DE L'ÉDITEUR.

—
1849.

L'INSTRUMENT

DE MATHAN 157035/2

EN 1848

CHARLES CATTANEO



NUMEROS

ALL RIGHTS RESERVED

1848

AVANT-PROPOS.

L'insurrection de Milan, au mois de mars de cette année, et la guerre qui en a été la suite, n'ont pas été bien comprises. Témoin et acteur moi-même dans ces événements mémorables, j'apporte à la connaissance du public ce que j'en sais et ce que j'en pense.

Je n'y vois pas du tout un mouvement avorté; j'y vois le premier effort d'une grande révolution nationale, qui, en changeant la situation politique de l'Italie, finira par apporter à la cause de la liberté et du progrès toutes les forces d'une grande nation. J'y vois, de plus, un événement accompli, qui a déjà eu pour effet d'ébranler puissamment le grand édifice de la monarchie au-

trichienne. Cet empire, qui, pendant tant de siècles, a été le repaire du despotisme, va maintenant devenir le camp retranché de la liberté, au milieu de ces vieilles races de l'Europe orientale, encore fatalement asservies à la glèbe de la féodalité et de l'autocratie. La France pourra alors désarmer sans craintes, et consacrer toutes ses ressources au bonheur de ses enfants, qu'une paix armée rend plus malheureux que la guerre.

L'histoire est l'expérience; il faut nous hâter à faire notre histoire, pour profiter sans délai de notre expérience. Je signalerai franchement à mes concitoyens, dans cet écrit, les illusions dont ils ont été les victimes, pour les empêcher, si je puis, de tomber à la prochaine occasion dans les mêmes malheurs.

Il n'est que trop vrai que mes concitoyens, uniquement préoccupés des dangers qui les entouraient, n'ont eu de confiance que dans la force matérielle et dans les expédients politiques. Ils ont sacrifié à un fantôme de puissance militaire leur liberté, déjà victorieuse par sa propre force. Ils n'ont pas été assez convaincus que toute révolution est le développement d'un principe, et que ce n'est qu'en suivant ce principe avec un dévouement inébranlable qu'on peut heureusement le réaliser.

L'INSURRECTION DE MILAN

EN 1848.

Faits généraux jusqu'en 1847.

Pour bien se pénétrer de l'esprit qui a présidé à notre insurrection, il faut connaître les faits dont elle est, en quelque sorte, la logique et rigoureuse déduction.

En 1814, la France n'était que vaincue; l'Italie était conquise. L'occupation étrangère en France n'était qu'un fait accidentel et transitoire; l'occupation de l'Italie fut éternisée par les traités de Vienne, et elle est encore considérée comme le droit de l'Autriche, et comme un fait nécessaire à la paix de l'Europe. Un parti rétrograde qui avait résisté à toutes les innovations de Napoléon, accepta comme

un véritable bienfait cette invasion autrichienne ; car il vit dans les baïonnettes étrangères l'appui le plus sûr de tous les anciens préjugés. Il y vit même pour lui un instrument de domination. Il oubliait les hautes questions de souveraineté ; il oubliait l'indépendance du pays ; il ne tenait aucun compte des principes les plus sacrés de la vie des nations ; il s'imaginait que l'on pourrait se servir des Autrichiens comme le pape se sert des Suisses. En voyant défilér les troupes de l'empereur, il se disait : Voilà nos soldats ; ils nous défendront contre la révolution.

Ce parti était généreux ; il paya avec une prodigalité vraiment sans bornes l'honneur d'avoir à ses ordres les troupes impériales. Le trésor public fut livré sans réserve au cabinet de Vienne ; point de réclamations sur le taux élevé des impôts ; tous les ans plusieurs millions partaient du royaume Lombardo-Vénitien pour Vienne. Deux milliards sont allés s'engloutir ainsi dans le trésor impérial. On pillait le pays pour entretenir l'occupation militaire au service de l'obscurantisme. Pour régner, l'Autriche n'avait qu'à nourrir dans ses illusions le parti rétrograde ; en lui faisant accroire que ses soldats n'étaient pour lui que des serviteurs armés.

Heureusement ce fut l'Autriche elle-même qui se chargea de faire l'éducation politique de ses sujets italiens. Loin de sa rappeler que l'empereur est l'héritier d'une ancienne autorité cosmopolite ; loin

de respecter la tradition impériale qui laissait tous les peuples à leurs propres habitudes; loin de ménager des susceptibilités honorables qu'aucun esprit de parti ne saurait étouffer, l'Autriche voulut être une puissance allemande en Italie. Elle prit un ton dur, arrogant; elle se permit des vexations; elle humilia individuellement son propre parti. Il en résulta ce fait vraiment prodigieux que les hommes aux indomptables préjugés, les hommes qui avaient résisté à la gloire de Napoléon, devinrent pour la première fois Italiens. En 1814, ils avaient repoussé cette institution révolutionnaire du royaume d'Italie; c'était là, à leurs yeux, une rébellion en politique, une impiété en religion; ils avaient espéré voir anéantie à jamais cette nationalité intelligente et armée; et la domination maladroite et aveugle de l'Autriche les avait peu à peu convertis à cette idée, les avait réduits, malgré eux, à s'en rendre désormais les martyrs. Mais si le principe de la nationalité vivait et triomphait, l'armée italienne n'était plus là pour lui donner l'appui d'une force matérielle.

Le premier soin de l'Autriche, en 1814, avait été d'isoler et de désarmer le parti militaire, déjà frappé par les malheurs de Napoléon, par l'infidélité de Murat et par l'irrésolution de Beauharnais. Quel fut, en effet, le sort de cette belle armée du royaume d'Italie, qui s'était si noblement associée à toutes les gloires de l'armée française? Le feu ennemi

n'avait jamais accordé le temps nécessaire pour y devenir vétéran; près de cent mille braves avaient péri en Catalogne et à Valence, en Russie et en Saxe; et pourtant ses débris réunis à Mantoue, en 1814, n'avaient rien perdu de leur constance. Malgré des intelligences intimes avec le parti rétrograde, les alliés n'entrèrent à Milan que le 28 avril, c'est-à-dire *quatre semaines* après la prise de Paris. Cette simple date fait beaucoup d'honneur à ces pauvres soldats italiens, toujours sacrifiés à de mystérieuses influences. Plus tard, en 1815, ils furent enveloppés par des agents provocateurs dans une conspiration militaire. On leur avait fait rêver les secours des Bourbons de France; ils furent traités comme des parjures, bien qu'ils ne fussent encore engagés par des serments envers aucun prince; car le congrès de Vienne siégeait encore. L'armée fut dissoute et la plupart des officiers mis à la retraite; plusieurs, pour s'épargner un serment qui répugnait à leur sentiment national, abandonnèrent leur pension. On supprima le ministère de la guerre, l'état-major, l'artillerie, le génie, l'institut topographique, les écoles militaires, les fonderies de canons, les fabriques d'armes, les manufactures de draps; en un mot, tous les éléments d'une organisation militaire. L'Autriche s'appropriâ un matériel de guerre et de marine qui a été évalué à plus de cent millions de francs.

Mais le coup le plus cruel avait été la suppres-

sion de l'uniforme national et l'obligation de subir l'uniforme autrichien. L'apprentissage militaire fut par là rendu impossible à tout jeune homme, pour peu qu'il se respectât et qu'il fût imbu du sentiment national. Les grades d'officiers ne furent plus remplis que par les malheureux que leurs familles avaient désavoués, ou que leur pauvreté avait forcés à subir la conscription; et encore n'était-ce que très difficilement qu'ils pouvaient arriver à cette position.

Il importe ici de faire connaître un des secrets avec lesquels l'Autriche s'assure de l'impuissance militaire des nations belliqueuses qui relève de son empire. Elle réserve aux soldats tirés de l'archiduché d'Autriche et des autres pays environnants le service exclusif de l'artillerie et de presque toutes les branches les plus élevées de l'art militaire, en bornant autant que possible les autres nations à des armes particulières, qui ne sauraient jamais former les cadres d'une armée complète. La cavalerie hongroise n'a que des hussards; la cavalerie galicienne que des lanciers; les pays qui appartiennent à la confédération germanique sont seuls appelés à fournir la grosse cavalerie. De même dans le Tyrol, on ne recrute que de l'infanterie légère; et les provinces italiennes, malgré leurs cinq millions d'habitants et leurs cinquante mille soldats, n'ont que le seul régiment de chevaulégers Nostitz. Pas un canonnier!

Pourquoi la maison d'Autriche avait-elle rompu

avec ses anciennes traditions, pour n'adopter que les exigences de l'unité militaire? Pourquoi s'était-elle si aveuglément dévouée aux intérêts de la partie allemande de ses sujets?

Tant que les États impériaux en Italie se réduisaient aux petits duchés de Milan et de Mantoue, séparés des États d'Allemagne par les évêchés du Tyrol et les républiques de Venise et des Grisons, l'Autriche avait dû ménager les intérêts locaux et le sentiment national de ces peuples isolés et maîtres toujours de leur sort. C'était là le secret du règne paisible et prospère de Marie-Thérèse. Mais l'Autriche depuis lors s'était enrichie des dépouilles de ses malheureux amis et alliés, qu'elle avait elle-même entraînés à la guerre. De la frontière de la Suisse à celle de l'Albanie, l'un des plus beaux pays du monde et des plus civilisés était devenu partie immédiate de sa monarchie. Engagée par son ambition démesurée dans une rivalité incessante avec des nations naturellement et fortement unitaires, l'Autriche sentit le besoin de l'unité. Mais, assemblage qu'elle est de huit ou dix nations, elle ne pouvait trouver cette unité que dans une organisation factice et bureaucratique, qui soumit toutes les autres nations à la suprématie de la minorité allemande. Les affections dynastiques des sujets de Marie-Thérèse avaient donc été sacrifiées à cette centralisation sans base, à cette unité sans nationalité. L'Italien, comme le Polonais et le Hongrois,

dut être le vassal de ces Allemands d'Autriche, presque désavoués par l'Allemagne. N'était-ce pas là placer toutes ces belles et fortes nationalités dans l'alternative de se laisser effacer par une race pour laquelle elles n'avaient ni sympathie ni estime, ou de rompre ce lien fédéral qui était devenu un gage d'avilissement? Cette passion d'une unité matérielle perdra l'Autriche. Par la force des choses, elle ne saurait être qu'une fédération monarchique.

Il n'y a pas d'armée possible sans argent; l'unité militaire devait forcément amener l'unité financière. Des peuples réellement très avancés durent être solidaires de nations restées stationnaires depuis le moyen âge, ou même depuis la barbarie primitive. Ce fut à la race italienne à suppléer à la pauvreté d'autres races très arriérées. Bien qu'elle ne formât qu'un huitième de la population de l'Empire, elle eut à fournir le tiers du budget. Et, en outre, les communes italiennes durent pourvoir, par d'autres impôts volontaires, aux travaux d'utilité publique, qu'un gouvernement aussi avide qu'avare se refusait à défrayer avec les revenus du trésor; en chemins vicinaux spécialement, les communes lombardes ont dépensé plus de 40 millions.

Tout le régime financier prit ce caractère d'administration coloniale. Le système continental fut reconstitué à l'avantage des industries arriérées de la Bohême et de la Moravie. Le prix de la fonte s'élevant au double de ce qu'elle coûte en Angle-

terre, la construction des chemins de fer devint presque impossible.

Une injustice radicale entraîna nécessairement à sa suite d'autres injustices: il fallut étouffer la presse, écarter les discussions politiques, pervertir l'instruction. Milan, ville d'environ deux cent mille âmes, et le foyer le plus actif de la littérature italienne, en fut réduite à n'avoir qu'une seule *Gazette privilégiée*. L'Autriche mit son ambition à nous faire passer pour de grands enfants, qu'elle avait beaucoup de peine à façonner à la civilisation moderne. Des hommes inconnus dans les sciences vinrent avec beaucoup d'arrogance réformer nos universités et nos académies, quand Volta et Oriani, les inventeurs de la pile électrique et de la trigonométrie sphérique, vivaient encore au milieu de nous.

Ces procédés causèrent une vive irritation, d'abord dans les classes moyennes, et enfin dans l'aristocratie. Une partie de celle-ci commençait à montrer des tendances constitutionnelles. La nouvelle école littéraire n'avait pas été sans influence sur le réveil des esprits, en renouant l'alliance de la littérature avec la religion, du christianisme avec la liberté.

Mais pour conquérir la liberté constitutionnelle, ce parti devait avoir une armée. C'eût été se faire illusion que d'espérer que le parti militaire à Milan, en 1821, se mettrait à la disposition de ces hommes qui l'avaient livré à l'étranger en 1814. Loin

de là, il devait les regarder comme des intrigants égarés. Les esprits se tournèrent alors pour la première fois vers la maison de Savoie. Cette petite puissance était demeurée jusqu'alors beaucoup plus étrangère au reste de l'Italie que la maison impériale. Ancienne fraction de la féodalité française, elle s'était sauvée des mains de Richelieu en faisant accroire qu'elle n'aspirait qu'à se rendre italienne. Elle avait une belle armée, mais elle ne pouvait pas la mettre au service de la cause libérale. La famille de Savoie n'était pas constitutionnelle; elle était aussi despotique que l'Autriche, et beaucoup plus arriérée en fait de préjugés religieux. Absorbée dans son jésuitisme, elle refusa de saisir l'occasion qui lui était offerte. Il devint donc nécessaire de lui enlever l'armée par une conspiration militaire. Nos politiques, en gants jaunes, nouèrent des intrigues avec un prince du sang. C'était Charles-Albert de Carignan, le roi actuel. Ce plan avait quelque chose d'absurde, puisqu'il devait désorganiser l'armée au même moment qu'il aurait fallu l'avoir parfaitement en ordre pour attaquer l'ennemi. L'entreprise ayant dû échouer, Charles-Albert, qui avait débuté par trahir sa famille, finit par livrer à l'Autriche ses amis politiques; après quoi il alla au Trocadéro faire son premier acte de pénitence. L'Autriche envoya au Spielberg toute la partie de cette jeunesse dorée qui n'avait pas eu l'adresse de se retirer à l'étranger. Mais en épuisant envers ces médiocrités politiques

et littéraires toutes les horreurs de son système pénal, elle n'a réussi qu'à se rendre odieuse et à attirer, de toutes parts, sur ses victimes, de vives sympathies.

Un déploiement de cruautés inutiles indisposa profondément cette portion même de l'aristocratie qui n'avait pas conspiré. Elle se croyait en droit de répondre à l'empereur de la soumission d'un pays qu'après tout elle lui avait volontairement donné. Alors pour la première fois son ressentiment lui fit bouder la cour et se tenir un peu à l'écart. Les officiers autrichiens qui avaient l'entrée presque exclusive des grandes maisons, ne furent plus reçus avec la même cordialité.

Tout cela fit illusion à l'Europe, qui supposa que l'esprit révolutionnaire en Italie prenait naissance au sein de l'aristocratie, et que de là il devait de proche en proche s'infiltrer dans la bourgeoisie. Il n'y a rien de plus faux. La classe moyenne constituait le cœur du parti national. Sous le rapport de l'instruction et de l'énergie, cette classe a une supériorité incontestable; et de plus, elle tient dans ses mains la grande masse des propriétés. La noblesse en Lombardie est beaucoup moins nombreuse et moins riche que dans les autres États soumis à l'Autriche, puisqu'elle n'est à la population que dans le faible rapport de trois à mille, et qu'elle ne dispose que d'un sixième du sol. Mais une quantité donnée de propriétés territoriales, réunie en grandes masses, paraît plus considérable.

A la révolution de juillet, le parti aristocratique resta immobile, attendu qu'elle était faite contre ses idées ; la jeunesse des classes moyennes en ressentit le contre-coup ; elle donna quelques affiliés à la *Jeune Italie*. Ainsi, pendant que les hautes classes tournaient leurs espérances vers le Piémont, les autres classes embrassaient dans leurs sympathies toute la nation italienne. Cette différence de sentiment dure toujours. Elle est pour beaucoup dans nos affaires. #/

En 1858, l'empereur Ferdinand s'étant fait couronner roi du royaume Lombard-Vénitien, une noblesse incorrigible, regardant cette cérémonie comme une satisfaction obtenue, conçut de nouveau là folle espérance de pouvoir arranger ses intérêts de caste avec la domination étrangère. Elle se pressa de nouveau autour de la famille impériale, à la suite du comte Borromeo et du comte Casati, maire de la ville. Une garde noble fut créée, et un nouvel impôt levé sur les propriétés de toutes les classes, afin d'entretenir à Vienne de jeunes nobles destinés à entrer dans l'armée et dans la diplomatie. De toutes parts on vit reparaitre les armoiries, les livrées galonnées : le remeublement général des grandes maisons engloutit des millions, et eut pour effet d'humilier les classes moyennes. Le couronnement fut suivi d'une amnistie ; mais quand la couronne de fer fut replacée dans la chapelle monumentale de Monza, le gouvernement autrichien rentra dans son ornière habituelle. 0-1

Les nobles, désabûsés une seconde fois, se retournèrent une seconde fois du côté de Charles-Albert. Toute leur politique se réduit à cette alternative de la maison d'Autriche à la maison de Savoie. Mais leur ancien complice était depuis longtemps devenu roi. Cette fois l'armée était bien à lui ; il n'avait plus besoin de la séduire pour la faire marcher au gré de son ambition.

Le retour des amnistiés avait amené de notables changements dans les relations de la noblesse avec les officiers autrichiens. Il y avait toujours beaucoup de familles arriérées qui, s'imaginant vivre encore aux temps du Saint-Empire, jamais ne s'étaient senties blessées de la présence de ces soldats étrangers. Usant du droit de réformateurs élégants qu'ils avaient acquis dans un long séjour à Londres et à Paris, les émigrés rangèrent ces familles sous les lois de l'étiquette nationale. Désormais les dames n'osèrent plus danser avec les jeunes hussards ; à peine les grands-mères osèrent-elles causer, à la dérobée, avec les vieux généraux. Le système représentatif étendu, peu à peu, à toute l'Europe, se réfléchissait de tous côtés sur cette Italie, quoique condamnée, par un étrange et inique privilège, à l'immobilité. L'opinion avait fait des progrès réels, au sein même du parti rétrograde. Mais tout n'était pas fait : il manquait encore à l'idée de l'indépendance la sanction du principe religieux.

Après la Restauration, les papes s'étaient efforcés

de rendre odieuses les idées de liberté et de nationalité; car elles mettaient en danger leur domination temporelle, telle que le despotisme l'avait faite. Ce n'était pas assez pour eux d'avoir envoyé à l'échafaud les patriotes; ils les avaient poursuivis jusque dans le tombeau par de lâches calomnies. Pie IX brisa les fers des prisonniers, ouvrit l'entrée du sol national aux exilés, et il aida pour un moment au grand œuvre de la nationalité. Le catholicisme parut s'être séparé du jésuitisme. On crut voir réconciliées pour toujours la religion et la liberté. Que Pie IX abandonne maintenant, s'il le vent, la cause de l'Italie; faire oublier le grand mot qu'il a prononcé, séparer ce qu'il a uni, séparer le sentiment religieux d'avec le sentiment national, est hors de sa puissance. L'adhésion du clergé rapprocha de la cause nationale les paysans, et la partie la plus arriérée de la noblesse et de la bourgeoisie; l'Autriche resta complètement isolée. — Après trente-quatre années de domination, il ne resta pas trace en Italie d'un parti autrichien. Au fond, il n'avait jamais existé; dans la vie d'une nation, il avait été un phénomène contre nature.

d/
dw/
de
la/

Pour la première fois, toutes les âmes se trouvaient réunies dans un seul désir. Mais cette unanimité cachait une source de désastres; il s'agissait de faire une révolution, de rompre avec le passé; et à la tête de cette grande entreprise, on voyait une aristocratie arriérée, un roi absolu et un pape.

Ceux qui nous avaient amené les barbares allaient maintenant nous en délivrer. N'y avait-il pas là une contradiction flagrante? N'était-il pas absurde de s'attendre à un succès logique dans de semblables conditions?

Pourquoi les classes moyennes, qui avaient le véritable sentiment de la révolution, n'avaient-elles pas pris la direction du mouvement? C'est ce que nous allons voir.

II.

Les démonstrations.

Le problème de l'affranchissement du pays était très compliqué; car il embrassait en même temps la question de l'indépendance et celle de la liberté.

Pour obtenir l'indépendance, il fallait combattre, et, par conséquent, il fallait avoir une armée. Or, nous avons vu qu'en 1813, le parti rétrograde, dans le délire de la victoire, avait sacrifié notre armée à ses auxiliaires les Autrichiens. L'armée n'existait plus depuis trente-quatre ans. Les soldats recrutés parmi nous formaient de bons régiments; mais ils étaient dispersés en grande partie dans des garnisons aux extrémités de l'empire, en Hongrie,

en Galicie, dans le Vorarlberg, à Prague, à Vienne; leurs officiers étaient en grande partie Allemands ou Slaves.

On ne pouvait songer à une insurrection populaire. La Lombardie n'est qu'une petite province d'un empire plus grand que la France. S'insurger, c'était s'exposer à une horrible réaction: c'était livrer nos villes au sac, nos familles à la licence militaire; c'était compromettre l'avenir même de la liberté. Le patriotisme devait reculer devant l'idée d'une insurrection populaire; il devait s'engager dans une autre voie. Il était évident que les finances impériales touchaient à une crise, et que les diverses nationalités allaient dissoudre l'empire. En peu de temps, l'armée devait se trouver frappée d'impuissance, peut-être se désorganiser. Chaque peuple aurait fini par garder chez lui son argent et ses hommes, et par se donner une organisation militaire séparée. Dans cette crise, la Lombardie pouvait fournir des ressources extraordinaires; c'est le ministère même des finances qui aurait été amené à nous appuyer contre la police, et à plaider pour nos franchises. Les banquiers de Vienne insistaient déjà auprès du conseil aulique sur la nécessité d'en venir avec nous à des transactions. Nous serions devenus libres par des franchises, et le conflit se serait engagé à propos d'une innovation quelconque dans l'impôt. D'après cette idée, notre tactique était de tenir nos ennemis sur le terrain dur et

épineux de la légalité. La violence, la guerre, nous auraient livrés à la concussion militaire, auraient donné à nos ennemis une nouvelle manière de se nourrir à nos dépens. C'est ce qui arrive dans ce moment. L'armée de Radetzky n'est qu'un grand corps franc, qui vit à discrétion dans le plus beau pays de l'Europe.

Le gouvernement commençait à s'apercevoir qu'il avait fait fausse route avec nous et avec tout le monde, il se sentait entraîné à un système de concessions. Les hauts fonctionnaires en faisaient quelquefois l'aveu. Lorsque M. Cobden passa par Milan au printemps de 1847, on lui donna un banquet. La police, ayant cru que je présiderais cette réunion, m'avait fait appeler deux fois ; elle craignait les discours que l'on pouvait faire au banquet ; elle en était effrayée d'avance. Le secrétaire de la police, M. de Lindenau, exigeait qu'on écrivit d'avance et qu'on soumit à la censure tous les discours. Je répondis comme il fallait ; et à mon grand étonnement, le fonctionnaire autrichien changea tout à coup de ton et de langage, et il m'avoua que le gouvernement sentait l'impossibilité matérielle de continuer son système, mais qu'il était bien difficile de déterminer par quel principe on pouvait en sortir. Pour moi, je croyais que c'était à nous de leur indiquer ce principe et d'en exiger l'application avec une persévérance raisonnée, mesurée, inflexible. Cette conduite devait pourtant trouver bien des

obstacles au milieu des passions politiques et de l'innéxérience générale.

Le rôle de la faction rétrograde était beaucoup plus simple. Cette fraction n'avait qu'à revenir à son idée de 1814, en substituant cette fois à l'armée de l'empereur l'armée de Charles-Albert. Elle n'avait pas à résoudre le problème de la révolution, mais celui de la guerre. Elle ne tenait aucun compte de la liberté et du progrès; le peuple n'était que trop avancé pour elle; elle se proposait même de le contenir, en faisant cause commune avec l'aristocratie piémontaise. Son action n'avait donc d'autre but que d'engager les libéraux du Piémont et le roi Charles-Albert dans une guerre contre l'Autriche. Elle n'avait qu'à leur montrer combien il était facile de conquérir la Lombardie, et combien le moment était opportun pour cela; elle n'avait qu'à mettre en évidence le mécontentement du pays; en définitive elle n'avait qu'à faire des démonstrations. Quant à organiser, à préparer des chefs, des armes, des munitions, c'étaient là, dans le système des rétrogrades, des choses inutiles et même dangereuses; car un peuple en révolution et armé eût été pour eux une source d'embarras.

Le système des démonstrations convenait à merveille aussi aux généraux autrichiens; il leur fournissait le prétexte de demander à Vienne des pouvoirs extraordinaires. Pour contenir une population devenue séditieuse, le gouvernement l'aurait livrée

au pouvoir militaire. La police, naguère si ombreuse, commença à ne plus rien prévenir, à laisser faire et laisser passer, à prendre même sa part aux démonstrations pour leur donner un caractère de violence. Il s'agissait de compromettre l'autorité civile, en montrant l'insuffisance de ses moyens. Ce malheureux pays sans soldats et sans armes était ainsi placé entre deux feux. Le principe du mal le serrait dans une double étreinte.

Résolus de courir au-devant des événements, d'arrêter à tout prix le réveil de la nationalité italienne, les Autrichiens avaient organisé, depuis juillet 1847, une réaction sanglante à Rome ; ils l'avaient appuyée par l'occupation de Ferrare. La réaction avait échoué ; l'occupation provoquait l'éclat des Romagnols ; la Lombardie frémissait. Les Autrichiens, fidèles à leur plan, redoublèrent d'activité ; ils envoyèrent de nouvelles troupes en Lombardie. Leur intention était de combattre tout de suite, comme ils ont toujours fait, pour ne pas donner le temps à l'Italie d'organiser ses forces.

En même temps, l'attitude de l'armée changea de la manière la plus étrange. Les troupes autrichiennes avaient toujours été esclaves de la discipline, sans idées, sans passions ; si les hommes de la police étaient insolents, jamais les troupes n'insultaient la population ; c'est à peine si on s'apercevait de leur présence. A partir de l'époque des démonstrations, l'armée fraternisa avec la police ; elle en

partagéa les haines. Le soldat oublia cette discipline, qui l'avait fait tolérer pendant trente-quatre ans. A son tour, l'état-major céda aux inspirations malveillantes de l'aristocratie allemande. L'*Allgemeine Zeitung* s'emparait avec une insigne mauvaise foi de l'équivoque qui désignait, en Italie, les Autrichiens sous la dénomination générale d'Allemands. Ce journal excitait l'Autriche à réprimer l'Italie pour l'honneur de l'Allemagne; les officiers de cette armée mélangée et bâtarde se trouvaient ainsi transformés d'avance en héros de la Germanie.

Tandis que les journaux allemands nourrissaient, au nom de leur pays, la haine de l'armée autrichienne, les écrivains piémontais, les Balbo, les Durando, les Gioberti, poussaient notre jeunesse à l'insurrection au nom de l'Italie. Ils auraient eu à réclamer pour leur propre pays des réformes, des nouvelles institutions, une charte; tout progrès piémontais aurait forcé la main à l'Autriche en faveur de ses provinces italiennes. C'est ce qui leur avait été conseillé plusieurs fois par M. Joseph Ferrari dans la *Revue des Deux-Mondes* et dans la *Revue Indépendante*; mais ils n'avaient répondu aux conseils qu'avec le dédain de la mauvaise foi. Ces écrivains ne parlaient que de la conquête de la Lombardie; ils n'avaient aucune idée de la situation générale, et partant aucune idée des moyens les plus sûrs pour réaliser la conquête ambitionnée. Ils ignoraient que l'Autriche n'avait régné paisiblement sur ses provinces ita-

liennes que par l'infériorité relative de l'administration de tous les autres princes de l'Italie. Ils ignoraient que l'Italie était captive non pas de l'Autriche, non pas de l'armée impériale, mais des idées rétrogrades de ses princes. Ils ne savaient pas, les malheureux, que, encore aux prises avec les jésuites et toujours panégyristes du Saint-Siège, ils étaient au-dessous de l'ignorance autrichienne. On ne pouvait vaincre l'Autriche que par la force de la liberté; et ils redoutaient la liberté plus que l'Autriche. M. Balbo, homme du passé, s'indignait, quand il voyait que le peuple voulait prendre part aux affaires de l'État; il n'aimait pas le système représentatif, il l'appelait le gouvernement de la rue: *il governo in piazza*. Toute l'ambition de ces conseillers du roi était de faire une guerre pour conquérir une province. *Unum porro est necessarium*, disaient-ils en parlant de l'indépendance italienne; et ce qui était nécessaire dans leurs idées, c'était de s'approprier la Lombardie. Ils criaient: Chassez les barbares! *Fuori i barbari!* et ils ne songeaient qu'à prendre la place des barbares en Italie. Dans la médaille allégorique que Charles-Albert donnait mystérieusement à ses affiliés de sa propre main; l'aigle à deux têtes était sacrifiée non point aux symboles nationaux de l'Italie, mais à ceux de la maison de Savoie; c'est le lion aux armes de Savoie qui déchirait de ses ongles l'aigle autrichienne. La constitution octroyée par Charles-Albert après la révolu-

tion de Palerme et la constitution de Naples, n'a été qu'une nécessité subie, un manifeste avant d'entrer en campagne, pour pousser notre jeunesse, comme une sentinelle perdue, contre les Autrichiens.

A Milan, après la mort de l'archevêque Gaisruk, l'Autriche se vit obligée à lui donner un successeur italien. Le peuple voulut le fêter, comme le représentant de la nationalité. La police en profita pour se ménager une scène de violence. Le 1.^{er} septembre, en passant par hasard devant une caserne, j'avais aperçu des gardes de police qui faisaient aiguïser leurs sabres. Trois heures plus tard, je m'assurai de mes propres yeux qu'on était encore occupé à cette sinistre opération. Bientôt, ayant rencontré M. Galliani, l'un des employés de la ville, je l'avais prié de vouloir bien instruire la municipalité de ce fait, dont je m'étais empressé de donner connaissance à tous mes amis. Contre mon attente, loin de prendre les mesures propres à prévenir une collision imminente, la municipalité employa toute son activité à accroître l'effervescence d'un peuple courageux et sans armes. Elle avait pavoisé les rues de la ville des drapeaux de la Ligue lombarde. Elle avait fait élever des arcs de triomphe, chargés de peintures qui rappelaient les anciennes victoires remportées par Milan sur l'empereur Frédéric Barberousse. Elle mit quatre fois en mouvement l'immense population qui accourait de toutes les parties du diocèse: le samedi soir, on alla à la rencontre

de l'archevêque; le dimanche matin on l'escorta jusqu'à la cathédrale; le soir, on accourut sous ses fenêtres, afin de voir une belle illumination au gaz; le mercredi soir (8 septembre), on voulut de nouveau se procurer ce spectacle, qui aboutit enfin à un conflit déplorable. De son côté, la police poursuivait son plan; loin de faire abréger ces fêtes inusitées, loin d'en imposer au peuple en déployant tout l'appareil d'une nombreuse garnison, elle la fit disparaître; les soldats furent consignés dans les casernes; l'autorité s'effaça. Puis tout à coup des gardes de police, en apparence sans armes, se jetèrent au milieu de la foule; ils avaient des sabres nus cachés sous les capotes; Bolza les dirigeait, et à un signal donné les citoyens furent sabrés. On le voit, la police ne voulait pas dissiper des attroupements: elle voulait en tirer parti; elle voulait se donner le mérite de réprimer une émeute; et par ses manœuvres, elle put enfin se vanter d'avoir lutté contre un peuple. Désormais, elle se croyait autorisée à demander l'état de siège, le jugement stakaire et tous les pouvoirs extraordinaires: la loi était suspendue, le police toute-puissante.

Le gouvernement avait pensé pouvoir effrayer avec des coups de sabre; il en résulta, au contraire, que l'indigne guet-à-pens réveilla l'énergie du peuple. Les démonstrations continuèrent; pendant six mois, depuis septembre jusqu'au milieu de mars, on ne cessa de témoigner à l'Autriche le mépris le

e/

n/

Lewis/

martial/

par/

e/

plus profond sous les formes les plus variées. La population de Milan était comme emportée par une vaste conspiration, sans qu'il y eût des conspirateurs. La ville agissait comme un seul homme; les projets les plus bizarres étaient adoptés sur-le-champ par toute la population; il s'établit la lutte la plus étrange entre le pays et la police. On vit avec joie surgir ce pouvoir de l'opinion publique, jusque là inconnu. Et malheureusement on ne voyait pas que la police ne faisait que suivre son plan de compromettre de plus en plus le pays pour le livrer au régime militaire. Il est inutile d'entrer dans les détails de ces démonstrations. Il y en eut de toute espèce, à l'occasion de la messe et à l'occasion de l'opéra, pour ruiner la régie du tabac, et pour supprimer le revenu de la loterie. Les représentants des provinces, des municipalités, tout le monde en fit, jusqu'à M. Guicciardi, tout récemment nommé procureur de la Couronne, et fils de celui qui avait soumis la Valteline à l'Autriche.

A côté de ces démonstrations, souvent frivoles ou dangereuses, se développait une nouvelle série de démonstrations bien autrement importantes pour notre avenir. C'étaient des réclamations officielles, des projets de réformes, des plaintes réitérées sur les abus de l'administration. Ces chambres de commerce, ces congrégations provinciales qui n'avaient jamais compté dans le système autrichien, animées d'un nouvel esprit et appuyées par l'opinion pu-

blique, fonctionnèrent pour la première fois, à l'étonnement universel. L'opposition légale allait forcer l'Autriche dans ses derniers retranchements; elle lui rendait impossible sa bienheureuse immobilité; surtout elle donnait un éclatant démenti aux hypocrites déclarations du gouvernement sur les bienfaits de son administration paternelle. A part l'espérance d'obtenir de l'Autriche les améliorations nécessaires, il était déjà très utile et très politique de les indiquer et de les discuter. Il était trop odieux d'entendre ces Autrichiens se vanter de nos institutions communales et de nos systèmes d'impôt foncier, de routes, d'irrigations, d'endigues, d'expropriation, de service médical, de bienfaisance, absolument comme si ces choses nous avaient été apportées de leur pays, où elles sont et seront longtemps encore à l'état d'utopie. Ces sages institutions nous appartiennent en entier. Les unes nous ont été transmises par notre ancienne civilisation; les autres nous ont été données au XVIII^e siècle par ces législateurs philosophes à qui Marie-Thérèse avait abandonné le gouvernement du duché de Milan. L'opposition éclairait le pays; elle démontrait que tout le bien en Lombardie nous venait de nous-mêmes, et que l'Autriche ne pouvait nous apporter que le mal.

L'avantage de la lutte légale, se trouvait malheureusement compensé par un inconvénient très grave: tandis que la lutte disciplinait le pays, et l'habitua à obéir à une impulsion unique, elle l'habitua aussi

à suivre avec confiance les hommes qui représentaient officiellement la Lombardie. Ces hommes se groupaient autour de MM. Casati et Borrômeo. M. Casati, chef de la municipalité de Milan, appartenait à la noblesse milanaise, sans en avoir le fierté. Ambitieux, remuant, passionné pour les décorations, il n'avait que l'activité d'un faiseur d'affaires qui ne dédaigne pas le rôle de solliciteur. Longtemps attaché à l'Autriche, il sut obtenir du gouvernement impérial la décoration de la couronne de fer, et plusieurs fois il fut confirmé dans sa place de podestat de Milan. Plus tard, il comprit que la maison de Savoie avait un avenir en Italie; et, pour se mettre en règle avec la fortune, il sollicita la décoration de Saint-Maurice et Lazare. Ainsi placé entre deux gouvernements, il témoignait à tous deux son dévouement à double face. Quand le duc de Savoie épousa une archiduchesse d'Autriche, il fit payer les frais de ses affections politiques à la ville de Milan, qu'il força à une folle dépense de soixante mille francs pour offrir un cadeau au couple austro-sarde. M. Casati se serait partagé en deux pour servir à la fois les deux cours; à défaut de lui-même, il a voulu partager en deux sa famille, en plaçant un fils dans l'artillerie piémontaise, tandis qu'il envoyait un autre fils à l'université autrichienne d'Innsbruck.

M. le comte Vitaliano Borrômeo suivait avec un peu plus d'indépendance la politique du podestat; il sollicitait à la cour impériale l'ordre de la Toison-

d'Or, égide inviolable contre les arrestations autrichiennes. Il forçait un fils à entrer dans la prélatrice romaine aux plus mauvais jours du règne de Grégoire XVI; il faisait prendre l'uniforme de dragon autrichien à un autre fils; il était à la fois pontifical et impérial, guelfe et gibelin. Voilà les hommes qui se trouvaient à la tête des démonstrations officielles. Ils ne sortaient pas du cercle des idées d'un chambellan: ils ne songeaient qu'à changer de maîtres

III.

Premières hostilités.

Le général en chef de l'armée autrichienne, Radezky, à la tête d'un état-major de teutomanes, n'attendait que le moment de se gorger de sang et de butin: il se promettait de renouveler en Italie les massacres de Galicie. Comment ne pas supposer cet horrible projet, quand, à Brescia, l'on voit paraître Benedek, l'un des bourreaux de Tarnow, à côté de Breindl, le frère d'un des satellites les plus sanguinaires de l'Autriche?

Au commencement de janvier, la jeunesse de Milan avait décidé de ne plus fumer, dans l'idée d'enlever à la régie autrichienne une des branches les

plus riches de son revenu. L'état-major fit distribuer trente mille cigares à la garnison de Milan, et lâcha les soldats dans la ville, payés d'avance pour l'exploit qu'on attendait d'eux. Les médecins des prisons reconnurent dans les rues des bandes de condamnés les uns avec un cigare à la bouche, les autres affectant de huer les soldats qui fumaient. Le 3 janvier, au soir, des grenadiers hongrois et des dragons allemands tombèrent le sabre à la main sur les habitants paisibles. Ils paraissaient éviter les jeunes gens; et, en effet, il n'y eut, en général, de blessés ou de morts que des vieillards, des enfants, et d'autres personnes inoffensives. On arrêta plusieurs citoyens, et l'on eut la preuve que le peuple n'était pas armé, car on ne trouva sur eux que des canifs. Mais depuis ce guet-apens, chacun disait : A la prochaine fois, nous aussi nous aurons des armes; et on verra.

En attendant, les corps constitués continuaient leur opposition. Peu de jour après le 3 janvier, M. Gabrio Piola, mathématicien, homme grave, proposa à l'Institut des Sciences de faire un rapport sur l'état de l'instruction publique et de la presse. On choisit sur-le-champ une commission composée de MM. Litta, Piola, Restelli, Rossi et moi; j'en fus nommé rapporteur.

En écartant toute allusion irritante, je fis un travail qui était le résumé d'une quarantaine de rapports spéciaux de mes collègues. Comme rapporteur,

je demandais les améliorations réclamées par l'esprit du temps, particulièrement dans l'instruction agricole, industrielle et militaire. Mais la police ne m'avait pas laissé même le temps de me compromettre. A la simple nouvelle que l'Institut m'avait ordonné de faire un rapport sur l'enseignement public, elle avait demandé sur-le-champ à Vienne l'ordre de me déporter à Laybach; elle comptait me faire partir avec M. Battaglia, et les marquis Rosales et Soncino. Cette mesure, en effet, fut appliquée à ces trois citoyens, et de la manière la plus inopinée et la plus inhumaine. Je ne fus pas enlevé; une dépêche trouvée depuis à la police, m'apprit que le vice-roi Reynier, en donnant son adhésion à la mesure prise contre MM. Battaglia, Rosales et Soncino, avait déclaré qu'en ce qui me concernait, le temps n'était *pas encore* venu: *noch nicht*. Je crois être redevable de cette exception à mon ami M. Henri Mylius, président de notre Société d'arts et métiers, qui avait fait quelques observations là-dessus au vieux M. Grimm, conseiller du vice-roi; car les démarches de la police à mon égard s'étaient ébruitées. Inutile de dire que nous continuâmes, comme si de rien n'était, nos rapports et nos discussions. J'entre dans ces détails pour montrer aux prôneurs du système autrichien quelles garanties légales et quel degré de sécurité avaient chez nous ceux qui voulaient remplir leur devoir; car, d'après les termes mêmes du règlement impérial, l'Institut était l'organe du gouvernement dans les matières que nous avions à traiter.

Mais il ne suffisait pas à l'Autriche de déporter et de sabrer. La police demanda le jugement *stataire*, c'est-à-dire l'autorisation de juger et de pendre, le tout dans l'espace de *deux heures*. Le régime du jugement *stataire* fut inauguré le mardi-gras, au commencement de ce carnaval ambroisien, qui, prolongé de quatre jours, forme pour Milan une espèce de foire annuelle, rendez-vous brillant de plusieurs milliers de familles de la Lombardie et du Piémont. Le peuple regardait d'un œil morne ce gouvernement en délire. Tout le monde sentait que le jour du combat approchait.

Radetzky faisait fortifier le Château; et, d'après son avis, le comte Spaur, gouverneur, honnête homme, et le vice-roi avec sa famille, quittaient Milan. La terreur allait prendre possession de cette ville infortunée.

Habitué à veiller bien avant dans la nuit, je pus compter de ma fenêtre, dans une rue peu fréquentée, neuf patrouilles en deux heures. Dans ces nuits de carnaval, jadis si folles, on n'entendait plus que le pas lent et monotone du soldat. A chaque instant des ordres inexplicables nous arrachaient un de nos citoyens pour le déporter immédiatement au-delà des Alpes. Nos femmes tremblaient; la situation devenait terrible, et cependant personne ne songeait à fuir; l'on s'était donné le mot d'ordre de rester. — En même temps, toutes les nouvelles qui nous arrivaient exaltaient notre imagination. C'é-

taît un jour Palerme qui s'insurgeait; puis Naples, Florence, Turin, qui proclamaient la constitution; puis vint le coup de foudre de Paris. — De fausses nouvelles ajoutèrent à notre impatience fiévreuse. Tantôt c'étaient soixante mille fusils que Charles-Albert avait envoyés pour nous à la frontière; tantôt quarante mille fusils qu'il avait expédiés à Milan même. Une autre fois, il avait appelé, disait-on, sous les armes un contingent, puis un second, un troisième, un quatrième contingent; dans un mois, dans quinze jours, dans huit jours, tout devait être prêt. A leur tour, les officiers autrichiens ne se lassaient de répéter que pour s'assurer du Piémont, l'Autriche exigeait comme un gage la forteresse d'Alexandrie, et qu'on allait l'occuper le 6 mars.

Je venais de rédiger mon premier numéro pendant deux de mes nuits, à la pointe du jour, se présentait éberlé pour m'avertir que, dans l'après-midi, M. Casati devait se transporter de la capitale au palais du gouvernement pour demander au nom du peuple des concessions. Leur visée était ainsi de but de savoir si c'était mon avis que dans le cas d'une collision, qu'ils considéraient comme inévitable, ils fussent y prendre part. Cet empressement à recourir à moi, me fit penser que rien n'était été prévu ni disposé pour le succès de ce projet bien hasardé. — M. Casati, dis-je, laissez-nous faire militairement, se détache de nos rangs, nous les mains au sabre; il agit d'après ses principes de son bon plaisir, vous autres, avec

IV.

Le soulèvement.

Le 17 mars au soir, informé par un de mes amis, qui sortait à l'instant même de chez le comte O'Donnell, vice-gouverneur de la Lombardie, qu'un nouveau mouvement avait éclaté à Vienne et y avait entraîné l'abolition de la censure, je résolus de commencer dès le lendemain même un journal. Le moment était favorable pour nous mettre à même d'arracher au pouvoir le plus grand nombre de franchises possible. Il fallait saisir l'occasion pour réclamer nos soldats et nous mettre en état d'agir en frères armés de cette fédération italienne, à laquelle la communauté des intérêts nous conduisait

naturellement. Je désirais que nos voisins piémontais fussent nos amis et nullement nos maîtres.

Je venais de rédiger mon premier numéro, quand deux de mes amis, à la pointe du jour, se présentèrent chez moi pour m'avertir que, dans l'après-midi, M. Casati devait se transporter de la municipalité au palais du gouvernement pour demander au nom du peuple des concessions. Leur visite avait aussi le but de savoir si c'était mon avis que dans le cas d'une collision, qu'ils considéraient comme inévitable, ils dussent y prendre part. Cet empressement à recourir à la force matérielle, alors que rien n'avait été prévu ni disposé pour le succès, me parut bien hasardé. — « M. Casati, dis-je, finira par nous faire mitrailler; sa démarche ne me surprend pas le moins du monde; il agit d'après l'impulsion qu'on lui donne. Mais, vous autres, avec quelles forces entendez-vous attaquer une garnison de vingt mille hommes, qui s'est préparée à un conflit, et l'a provoqué? Combien d'hommes avez-vous? » — Ces jeunes gens, la plupart chasseurs exercés, ne disposaient que de quelques douzaines d'hommes armés. — « Ne pensez-vous pas, continuai-je, qu'il faille avoir plusieurs milliers d'hommes bien armés et bien commandés? » Sur l'observation qu'ils me firent que tout le monde sans doute marcherait, qu'on avait en ville quarante mille fusils à distribuer: — « Avez-vous vu ces quarante mille fusils? » — « Nous ne les avons pas

« vous, mais nous savons que le comité directeur de-
« vait les recevoir du Piémont. » — « Allez donc voir
« s'ils sont arrivés; rendez-vous auprès du comité
« directeur. Mais ce comité directeur, êtes-vous bien
« sûrs qu'il existe? » — « Sans doute, tout le monde
« le sait, tout le monde en parle. » — « Eh bien,
« mes amis, vous verrez qu'il n'y aura à la fin ni
« fusils, ni comité directeur. On a une confiance
« aveugle en Charles-Albert; et il y répondra comme
« il a fait autrefois. Charles-Albert n'aime, ni ne
« peut aimer la liberté. Il faut que nous ayons le
« temps de nous armer, que l'Italie entière puisse
« se mettre en mesure de combattre; notre ennemi
« est une puissance du premier ordre: attendons,
« ne poussons pas sous la mitraille un peuple dé-
« sarmé, tant qu'on ne nous met pas dans la né-
« cessité absolue de nous défendre. » Mes amis
me quittèrent peu satisfaits de cet entretien. Il en
vint d'autres encore, et je leurs tins à peu près le
même langage. Sur ces entrefaites, M. Casati était
allé faire sa remontrance au gouvernement. Il croyait
n'avoir fait qu'une nouvelle démonstration; et l'in-
surrection éclatait. Malgré lui, le drapeau tricolore
était arboré dans les rues. — A cette vue, les postes
autrichiens restèrent frappés de stupeur et d'immo-
bilité! — Les hommes ne pouvaient se mettre aux
fenêtres sans qu'on leur criât que la place des hom-
mes était dans la rue; les jeunes gens s'étaient ar-
més de bâtons, de sabres, de pistolets. Quant aux

quarante mille fusils de munition, dont on avait tant parlé, il ne s'en offrit pas un seul à mes regards. Il me fut impossible d'arriver jusqu'au palais du gouvernement; des barricades avaient été élevées, les gardes désarmés, le sang avait coulé. C'est au palais du gouvernement, sous les yeux de M. Casati, que le combat s'engagea. Un jeune homme déterminé, M. Cernuschi, sort de la foule, et force le vice-gouverneur O'Donnell à décréter l'armement de la garde nationale et à confier la direction de la police à la municipalité. Il entraîne M. O'Donnell prisonnier. La foule revenait du palais avec le Podestat et le prisonnier, quand, à la hauteur de la rue du *Monte*, elle essuya la fusillade d'une forte patrouille. M. Casati se réfugia dans la maison Vidiserti; et c'est là que le hasard fixa ainsi le quartier général de l'insurrection, très loin de l'Hôtel-de-Ville. Radetzky, ignorant cette circonstance, fit le soir même entourer l'Hôtel-de-Ville, dont il fit abattre les portes à coups de canon; il comptait y surprendre le comité directeur, être imaginaire, nous le répétons, et l'objet de la haine aveugle de la police et de la confiance également aveugle des citoyens. L'assurance et l'aplomb que, dès le début de l'action, déployèrent les insurgés, firent croire à l'ennemi qu'une main forte et savante dirigeait tous leurs mouvements; son opinion à cet égard est consignée dans un rapport du général en chef, qui a paru depuis dans l'*Allgemeine Zeitung*. Effrayés par le tocsin qui retentissait de toutes parts,

préoccupés de la nécessité d'assurer leurs communications et surtout de sauver les officiers logés en ville et les familles des employés allemands, les Autrichiens ne purent pourvoir à tout, et la tête perdue en quelque sorte, ils oublièrent les objets les plus importants et jusqu'à deux millions de francs, en argent, déposés dans les caisses des différents bureaux. Le vieux Radezky lui-même, après avoir depuis six mois creusé l'abîme où il comptait précipiter le peuple, se sauva honteusement de sa maison en toute hâte, y laissant son gilet et jusqu'à cette vaillante épée qui figurait comme un ornement obligé de ses proclamations grotesques.

Le château avait servi de refuge à Radetzky. Ce bâtiment massif et d'une forme carrée formait le centre de l'ancienne forteresse, dont Napoléon avait fait raser le polygone extérieur, de sorte qu'il reste séparé de la ville par une vaste esplanade. De là, et par les bastions qui dominent la ville et la campagne, Radetzky enveloppait la cité avec les deux ailes de son armée. A chaque barrière, il avait placé une masse de troupes et de l'artillerie, et il lançait ses forces par les rues les plus larges et les plus directes jusqu'au cœur de la ville, où ses soldats tinrent occupés pendant trois jours la Cathédrale, le Palais-Royal, le Palais de Justice, le Palais Marino, la Police, l'Hôtel-de-Ville, le Génie militaire, le Commandement, et plusieurs casernes et arrondissements de police. Des chasseurs tyroliens, postés

sur les aiguilles de marbre de la Cathédrale se plaisaient à tirer au hasard sur les hommes et les femmes dans les rues, et même dans l'intérieur des maisons qu'ils dominaient. Les parties de la ville où l'insurrection avait fait les plus de progrès, n'étaient pas toutes en communication entre elles; celle où un pur hasard avait amené le quartier-général du podestat, ayant la forme à peu près d'un fer à cheval, longeait les deux rues du *Monte* et du *Durino*. Au-delà se développaient de tous côtés des rues très larges, peu peuplées, très difficiles à barricader et à défendre, et où pouvaient plonger les feux de l'ennemi. Pendant la première nuit, le quartier-général ne fut protégé du côté de *Porta Nuova* que par deux barricades assez faibles, et par une soixantaine de jeunes gens qui s'étaient formés en cinq sections, et faisaient l'exercice pendant la nuit pour se préparer au combat du lendemain; c'est à peine si la moitié d'entre eux avaient des fusils de chasse. On a calculé que toute la ville dans cette première nuit n'avait en ligne que de trois à quatre cents fusils de toute espèce. Plusieurs familles avaient envoyé leurs armes à la campagne, craignant d'être obligées à les livrer à la police. A huit heures du soir, Radetzky somma la municipalité de désarmer la garde nationale, « sans quoi, disait-il, le lendemain « même je ferai usage du bombardement, du sac, « et de tous les autres *moyens*, pour réduire une « ville rebelle. Cela me sera bien facile, ayant a ma

« disposition une armée aguerrie de cent mille hommes et deux cent pièces de canon. » —

Vivement inquiet de l'absence presque complète de moyens de défense, pendant la nuit, je pressai mes amis de transporter le quartier-général dans un lieu moins exposé, leur faisant observer qu'infailliblement, à la pointe du jour, la maison Vidiserti serait cernée des deux côtés, et qu'ils y seraient tous faits prisonniers, comme les citoyens qui étaient à l'Hôtel-de-Ville. Mes amis m'objectèrent que s'il en était ainsi, ils étaient résolus à vendre chèrement leur vie. « — Mais, repris-je, il s'agit non point de se faire battre et de mourir, mais de vaincre et de vivre; et, dès lors, il ne faut rien négliger de ce qui peut nous assurer le triomphe. » Cet avis enfin prévalut. Cernuschi se chargea de les faire recevoir dans la maison du comte Charles Taverna, maison assez vaste, et très près de la maison Vidiserti. Pour y arriver, on n'avait qu'à traverser la rue des Bigli, rue étroite, tortueuse, et très facile à barricader. Le jardin de la maison touchait à plusieurs autres jardins, et, avant qu'elle fût cernée, on aurait eu tout le temps nécessaire pour se replier sur un autre point. Cernuschi se procura la clef de la grille qui débouche vis-à-vis de la maison de M. Manzoni, fit pratiquer un passage dans le mur du jardin Belgiojoso, et plaça des sentinelles sur les murs des autres jardins. La maison Vidiserti fut dès lors pour nous une espèce de redoute

avancée, derrière la quelle étaient tracées plusieurs lignes successives de défense avec des points sûrs de retraite. Cet ensemble de maisons, de cours et de jardins, avait au centre une belle maison du xvi^e siècle, l'ancienne maison *Taverna*, occupée par le consulat de France, où flottaient, à côté de notre drapeau, les couleurs de la République française. Notre foi dans l'amitié de cette grande nation n'a pas été sans influence dans ce moment solennel, où un peuple tout entier se jettait avec de si faibles moyens dans la voie sanglante de sa régénération!

Ces dispositions furent prêtes quelques instants avant les premiers rayons du jour; un moment après, on entendit le son du tocsin, et les cris: *Aux armes!* D'abord notre appréhension avait été que les réflexions de la nuit n'eussent refroidi les esprits, appréhension bien excusable dans un moment si décisif, mais dont nos frères ne méritaient pas d'être l'objet, car bientôt on les vit courir avec ardeur aux barricades. De son côté, l'ennemi, qui nous entourait complètement et à très peu de distance, commença à tirer le canon.

En ce moment, le général Rivaira, commandant la gendarmerie, se fondant sur l'ordre signé, la veille, par le comte O'Donnell, fit dire à M. Casati que la municipalité, étant chargée de la police, pouvait disposer des trois cents gendarmes qui étaient dans la ville. Le régiment des gendarmes lombards, unique dans la monarchie, est employé exclusive-

ment en Lombardie et dans le Tyrol italien; il est très respecté des populations, et il nous eût fourni des sous-officiers et des officiers excellents. Malheureusement, M. Casati voulait être à la fois rebelle et soumis à la loi: aussi écrivit-il au directeur de la police autrichienne, pour lui demander l'autorisation de se servir de ce corps! — M. Casati allait s'adresser à cette police qu'il aurait dû faire casser; certes, il aurait voulu faire la révolution *avec la permission de l'Empereur*. — Ce projet souleva une telle explosion de murmures, qu'en définitive M. Casati fut obligé de déchirer sa pétition. Il accepta donc à la fin l'offre des trois cents gendarmes; mais il était trop tard, le combat était engagé, et les communications interrompues. C'est probablement le manque d'appui du côté de la gendarmerie, qui comprima les populations déjà frémissantes dans plusieurs villes, telles que Lodi, Crema et Mantoue.

Le second jour tout entier, on se battit dans les différents quartiers de la ville sans ensemble, chacun cherchant de son côté à conserver ou à gagner du terrain et surtout à découvrir des armes et des munitions, ou à en prendre à l'ennemi. Sur le soir, des jeunes gens surexcités par le combat et exaspérés de se voir sans armes et sans munitions, pendant que M. Casati faisait des compliments à la police et que la municipalité ne donnait aucun signe de vie, déclarèrent hautement qu'il fallait se donner d'autres chefs. Les plus indignés voulaient qu'on

proclamât immédiatement la république, et qu'on envoyât en Suisse et en France y chercher des armes et y demander des officiers; mais d'autres disaient que si on se mettait en république, beaucoup de patriciens n'hésiteraient pas à aller chercher immédiatement un asile dans le camp de Radetzky. Assurément ces prétendus ouvriers de la liberté auraient cent fois plus difficilement pactisé avec la république qu'avec l'Autriche, dont ils avaient autrefois accepté la protection; et leur désertion aurait eu le grave inconvénient de porter le découragement dans ce peuple sur lequel depuis quelque temps ils s'étaient créé un certain ascendant, en secondant la haine généreuse qu'il nourrissait contre ses oppresseurs.

Du reste, comment, sous cette nouvelle forme de gouvernement, obtenir le concours des autres pays d'Italie, tous rangés sous le régime de la monarchie, et à peine façonnés depuis peu de jours à une première ébauche de constitution? Ainsi au lieu de la liberté, nous n'aurions embrassé que la guerre civile. — Nous ne savions pas que dans le même jour on proclamait la république à Venise.

Alors on proposa un *gouvernement provisoire*. Sur ce point je fis observer que si ce gouvernement était composé de ces mêmes hommes, ils nous donneraient beaucoup d'embarras, pendant la lutte; et que s'ils n'y entraient pas, ils le renverseraient quand ils voudraient, au moyen de l'influence qu'ils

12 /
venaient de prendre sur l'opinion et du roi dont ils avaient l'appui. En ce moment, il s'agissait seulement de combattre et non pas de gouverner; il était suffisant donc de former un simple *Conseil de Guerre*, où entreraient des hommes bien décidés, uniquement pour donner de l'ensemble et de l'unité à la défense, et chasser l'ennemi. Ce poste n'offrant pour le moment que des périls, on serait bien certain que ces grands messieurs ne viendraient disputer à personne l'honneur de l'occuper. Cet avis ayant rallié l'unanimité des suffrages, nous nous hâtâmes d'écrire les noms des personnes présentes afin de procéder à une espèce d'élection; mais un grand nombre d'individus entraient à chaque instant pour demander des armes, des munitions, des renseignements et des ordres, et au milieu de ce flot qui se denouyelait sans cesse, nous étions obligés de répéter cent fois pour une nos raisonnements et nos explications. Sur ces entrefaites, la nuit s'avancait, et M. Casati avait disparu.

M. Cernuschi se mit à sa recherche, et le ramena quelque temps après. A la pointe du troisième jour j'entrai dans la salle où se trouvait M. Casati, qu'on paraissait surveiller presque comme un prisonnier: on le pressait encore d'user de ses pouvoirs municipaux et des proclamations du Comte O'Donnell pour constituer un gouvernement provisoire; mais ces instances, à ce qu'il semblait, le contrariaient extrêmement. Aussi répondait-il continuellement et d'un

ton très sec qu'il n'abandonnerait jamais le terrain de la *légalité*, et qu'il ne voulait pas être autre chose que le chef régulier de la *municipalité*. On le sollicitait aussi pour qu'il appelât à lui d'anciens officiers pour diriger le combat, et on lui en nommait plusieurs. M. Casati répondit de prendre garde de lui donner des hommes compromis. Quelques uns des officiers qu'on proposait avaient en effet pris part dans le mouvement militaire de 1813. Nous étions en 1848!

A la fin, M. Casati consentit à nommer, au lieu d'un gouvernement, de simples *collaborateurs à la municipalité*. Il choisit des hommes pour la plupart de la faction albertiste, Guerrieri et Guicciardi, employés du gouvernement, Durini et Alexandre Porro, anciens employés, Borgia et Lechi, anciens officiers généraux en retraite. Il confia aussi la police à des employés autrichiens, M. Bellati, préfet de Milan, et attendu son absence, à M. Grasselli; car M. Bellati, fait prisonnier à l'Hôtel-de-Ville, où il résidait, était déjà renfermé dans le château,

Voici l'ordonnance publiée par M. Casati.

« 20 mars, huit heures du matin.

« Considérant que l'absence imprévue de l'autorité politique donne lieu de fait à la pleine et entière exécution du décret du 18, du gouvernement, qui attribue à la municipalité l'exercice de la police,

aussi bien que de celui qui *permet l'armement* de la garde civique pour le maintien de l'ordre et la *défense des habitants*; nous chargeons de la police Bellati, délégal provincial, et, en son absence, Grasselli, adjoint; et prenons pour *collaborateurs de la municipalité* le comte Borgia, le général Lechi, A. Porro, H. Guicciardi, l'avocat A. Guerrieri et le comte J. Durini. »

Ainsi, M. Casati, au troisième jour d'une insurrection victorieuse, qu'il appelait une *absence imprévue de l'autorité politique*, s'appuyait sur un ordre d'un vice-gouverneur prisonnier pour *permettre* aux habitants de *s'armer* et de se *défendre*. Indignés de cette irrésolution, nous passâmes dans une autre salle pour constituer un conseil de guerre selon le projet ébauché la veille. Mon nom ayant été inscrit le troisième sur la liste des votants, plusieurs de mes amis présents me dirent de prendre tout simplement les autres trois premiers noms, quels qu'ils fussent; et retournèrent aussitôt à leurs barricades, en me répétant de nouveau qu'ils me laissaient pleine liberté de faire ce que je jugerais le plus convenable. Persuadé qu'en un si pressant danger, il était de mon devoir d'accepter ce témoignage de confiance, je tirai sur la liste, à la plume, une ligne qui séparait des autres les quatre premiers noms inscrits ci-après: *Jules Terzaghi, Georges Clerici, Charles Cattaneo, Henri Cernuschi*, et ajoutai ces mots en tête de la liste: *pour le moment, les quatre premiers inscrits.*

Écartant immédiatement la question des franchises et des libertés municipales, aussi bien que celle de la forme politique, dès ce moment nous primes la résolution de parler toujours au nom de l'Italie et de la Liberté. Nous écrivîmes en tête de tous nos actes: *Italia Libera.*

V.

Le Conseil de guerre.

Le premier service qu'on devait attendre du conseil de guerre était de coordonner tous les efforts du peuple insurgé, qui, jusque là, avaient été indépendants les uns des autres. Les postes ennemis qui occupaient encore le centre de la ville purent être coupés au moyen d'opérations très simples et très faciles; quelques uns d'entre eux tombèrent dans nos mains. Le poste qui avait pris l'Hôtel-de-Ville, fort de plusieurs centaines d'hommes, après avoir tenu bon jusqu'au soir, s'enfuit à grande course, entraînant avec lui la femme de M. Bellati, fille du

10
 censeur le plus dévoué au gouvernement. Ces êtres faibles et inoffensifs furent accablés des plus mauvais traitements, et un des enfants de M. Bellati y succomba peu après. Au reste, les Autrichiens commirent bien d'autres horreurs. Ils brûlèrent des familles entières ; sur le cadavre d'un de ces monstres, on a trouvé dans une poche une main de femme ornée d'anneaux. La conduite de nos ennemis fait honte à la civilisation germanique autant que la nôtre, nous osons le dire, honore la pauvre Italie. Parmi les nombreux exemples d'humanité et de modération que nous pourrions citer, nous nous bornerons au suivant.

La famille du baron Torresani-Lanzenfeld, chef de la police, resta dans nos mains; elle fut traitée avec les égards les plus délicats. Le comte Bolza, l'agent le plus fanatique de la police et le directeur des massacres, n'avait pu se sauver. Des hommes de peuple vinrent me demander si, le trouvant, ils devaient lui refuser quartier. « Si vous le tuez, répondis-je, vous faites sans doute une chose juste; si vous ne le tuez pas, vous faites une chose sainte. » Il fut épargné. A présent, il peut profiter de notre générosité pour recommencer sa carrière de sang sous les ordres de Radetzky. Il est bien constant que les nôtres ne versèrent le sang que de ceux qui, pendant le combat, se trouvaient à la portée de leurs fusils.

Pour entretenir dans tous les cœurs des senti-

ments si honorables , le conseil de guerre répandit dans la ville l'adresse suivante :

« CITOYENS !

« Que notre victoire reste pure. Ne nous abais-
 « sons pas jusqu'à nous venger dans le sang des
 « misérables émissaires , que le pouvoir en fuyant
 « a abandonnés à notre merci. Il faut se borner à
 « les garder. Sans doute , ils ont été le fléau de
 « notre patrie pendant trente années ; mais vous
 « devez élever votre générosité à la hauteur de
 « votre courage. Le seul châtiment digne de vous
 « qu'il y ait à leur infliger , est le mépris. Voilà ce
 « que Pie IX attend de vous. »

Un Anglais, M. Cracroft , et le comte de Thun-Hohenstein furent les premiers officiers prisonniers qu'on amena devant le conseil de guerre. Ils revendiquaient la qualité de parlementaires. — « Quoi ! des parlementaires ? leur dis-je ; tant pis pour votre armée ! Elle doit être dans une bien fâcheuse situation , si elle se résigne si vite à envoyer des parlementaires à des révoltés. » Quelques semaines auparavant, ce comte de Thun avait eu dans la rue, et sous les fenêtres du palais de son oncle, le diplomate comte de Fiquelmont, une violente dispute avec un M. Borgazzi , qui l'avait désarmé et frappé à la joue ; et l'*Allgemeine Zeitung*,

qui s'était chargée d'empoisonner l'opinion publique dans toute l'Allemagne, avait présenté ce fait à ses lecteurs sous les couleurs d'un assassinat. La suite de l'entretien m'ayant amené à demander à ce comte de Thun comment il avait pu permettre qu'on débitât de telles histoires sur son compte, il m'avoua que l'*Allgemeine* avait rendu compte des faits d'une manière fausse. Lui ayant fait observer qu'en homme d'honneur il n'aurait pas dû le permettre, il s'excusa très humblement sur l'obligation où il avait été d'obéir à ses chefs. — Il faut pénétrer jusque dans des couvents de moines pour retrouver des exemples de cette passive obéissance, qui caractérise le militaire autrichien.

En ce moment, trois autres officiers ayant été amenés devant nous, les deux premiers ne firent plus aucune difficulté de reconnaître qu'ils avaient été réellement faits prisonniers. L'Anglais se réclama ensuite, auprès de moi, de M. Clinton Dawkins, consul-général à Venise, que j'avais bien l'honneur de connaître; et sur cela, il me pria de lui donner du linge, léger service que je me hâtai de lui rendre.

À mesure que de bonnes nouvelles nous arrivaient, nous en donnions connaissance aux citoyens dans des proclamations très courtes, où nous trouvions pourtant le moyen de glisser nos opinions sur la question nationale. Voici une de ces proclamations :

« CITOYENS !

« Le général ennemi s'efforce de faire bonne con-
« tenance, mais son armée est démoralisée. Les
« bombes qu'il lance sur nos maisons sont les der-
« nières adieux d'une tyrannie qui s'enfuit.

« Des officiers se laissent faire prisonniers; quel-
« ques uns, retenus par le point d'honneur militai-
« re, demandent un instant pour réfléchir, et nous
« prient de suspendre le feu.

« Citoyens ! en avant. Vous êtes sur le chemin
« de la gloire et de la liberté. D'ici à peu de jours,
« nos couleurs flotteront sur la crête des *Alpes*. *Ce*
« *n'est que là* que nous pouvons faire une paix ho-
« norable avec les peuples, contre lesquels une cruel-
« le nécessité nous met les armes à la main. »

« Citoyens ! *La patrie décidera de ses propres des-*
« *tinées; elle n'appartient qu'à elle-même.*

« Lundi, 20 mars. »

En même temps nous prîmes des précautions afin de prévenir la dévastation des bâtiments publics que nous allions arracher à l'ennemi. Le peuple ménagea et sauva le plus de choses qu'il put, des récueils de tableaux, de livres et d'objets scientifiques, des sommes d'argent et des objets précieux appartenant à des familles de militaires. — Il respecta tout.

Voici la proclamation que nous fîmes paraître à ce sujet :

« Nous prions les citoyens armés de prendre sous
 « leur protection tous les établissements d'utilité pu-
 « blique et tous les objets qu'ils y trouveront et,
 « avant tout, les papiers qui peuvent être précieux
 « pour les familles. Comme tout ce qui était au gou-
 « vernement *est maintenant à nous*, il nous importe
 « de tout conserver. »

Nous fîmes aussi un appel au patriotisme des anciens militaires que nous voyons hésiter à se placer à la tête des combattants.

« Les citoyens demandent le concours de tous
 « les officiers pensionnés et des soldats en congé.
 « On ne peut craindre de se tromper quand on
 « sert sa patrie. »

Le troisième jour, avant midi, on introduisit dans la pièce que nous occupions un parlementaire autrichien. Il était major dans les Croates Ottochan, et si je ne me trompe, il était ce même Sigismond d'Ettingshausen, qui a depuis signé la reddition de Peschiera. D'un aspect naturellement imposant, pour faire plus d'effet sans doute, il se présenta enveloppé dans son manteau avec l'attitude d'un homme qui pose devant un peintre. Comme il nous déclara

que le maréchal Radetzky l'envoyait voir ce que voulait la municipalité, nous le fîmes immédiatement conduire auprès de M. Casati et de ses collaborateurs.

Un quart d'heure après, M. Casati nous fit prier d'entrer chez lui. Il nous exposa que le maréchal Radetzky, s'abandonnant à un mouvement d'humanité, avait chargé M. le major d'aller voir quelles étaient les dispositions de la municipalité. M. Casati proposait donc une suspension d'armes de *quinze jours*, délai qu'il croyait nécessaire pour que le maréchal pût faire connaître au cabinet de Vienne l'état des choses et en être autorisé à faire des concessions. En même temps M. Casati proposait au maréchal de faire consigner dans les casernes toutes ses troupes, et il s'engageait de son côté à inviter les citoyens à cesser le combat. Il désirait savoir si le conseil de guerre voulait interposer ses bons offices auprès des combattants, afin d'arriver à ce but.

Après m'être assuré par un simple regard de l'opinion de mes collègues, m'adressant à M. Casati, je lui fis d'abord observer qu'il me paraissait maintenant impossible d'arracher les citoyens à leur barricades. — M. Casati pensait qu'on pourrait arriver à le faire dans un espace de temps donné. — « Je demandai alors à M. Casati si, dans la supposition où son moyen nous réussirait, nous étions bien certains de n'être pas tous pris et sacrifiés la première nuit que nous coucherions dans nos lits. »

Le major, fort offensé, m'interrompt brusquement : — « Monsieur, me dit-il, ne comptez-vous donc pour rien le point d'honneur militaire ? » — « L'honneur militaire, répliquai-je, pourrait-il nous garantir contre la police et contre le jugement stataire ? Qui peut dire que les hostilités une fois suspendues ne seraient pas reprises d'un instant à l'autre par le simple fait individuel d'un soldat ou d'un habitant ? Après avoir goûté les prémices de la victoire, les citoyens se résigneront bien difficilement à endurer la présence de l'étranger. C'est le troisième jour depuis que le son de nos cloches porte l'alarme dans les campagnes ; le bruit de votre canon doit avoir retenti jusqu'au-delà des frontières de la Suisse et du Piémont. A l'heure qu'il est, nous sommes, sans doute, sur le point d'être secourus par nos amis ; assiégés comme nous sommes au centre de cette cité, et en l'absence de tout renseignement sûr, nous ne pouvons rien affirmer ; toutefois, du haut de nos clochers, nous voyons des mouvements inusités ; il n'y a pas à douter d'ailleurs que le tocsin volera de clocher en clocher jusqu'aux frontières du royaume. Si le combat allait se continuer entre l'armée et nos amis du dehors, nous ne pourrions leur venir en aide sans commettre une perfidie envers vous, ni assister impassibles au spectacle de leur destruction sans commettre une lâcheté envers eux. De deux choses l'une, monsieur le major : ou il faut continuer le combat sur toute la surface du pays ; ou cet in-

cendié que vous avez allumé, il faut s'efforcer de l'éteindre partout au même instant, en écartant partout les deux éléments hostiles. Si votre général penche réellement vers des considérations d'humanité, il n'a qu'un parti à prendre: c'est de ne laisser dans le royaume que les troupes italiennes qui forment une portion considérable de son armée, et de conduire ses autres troupes au-delà de la frontière. Les soldats italiens, les gendarmes et les gardes nationaux, sont en nombre plus que suffisant pour maintenir l'ordre, en attendant de nouvelles instructions de Vienne. »

Le parlementaire faisant alors un geste d'indignation: — « Comment, monsieur, me dit-il, voulez-vous qu'un maréchal avec sa cavalerie et son artillerie se retire devant des bourgeois? » — « Il me semblait, monsieur, répliquai-je, que vous aviez parlé non point de guerre, mais de mesures suggérées à votre général par un désir de conciliation et de paix, aussi bien que par le sentiment des véritables intérêts du gouvernement. Si votre général a trouvé convenable, dans un but politique, de faire partir la semaine passée les grenadiers italiens, ne peut-il également dans un but politique les rappeler aujourd'hui, et renvoyer à leur tour les grenadiers hongrois? Il ne s'agit enfin que d'un changement de garnison entre les troupes, justifié, du reste, par les événements aussi grands qu'imprévus qui viennent d'éclater. Les nouvelles arrivées de Vienne, avec le

dernier courrier, sont d'une nature telle que l'autorité militaire a non seulement le droit, mais le devoir de revenir sur les mesures qu'elle a prises. Ces ministres, qui lui avaient donné l'ordre de bombarder et de mitrailler, et de n'épargner ni l'âge, ni le sexe, viennent de tomber du pouvoir. Comment les ordres qu'ils ont lancés avant leur chute lieraient-ils un militaire investi d'un grand commandement? Évidemment, s'il ne s'abstient pas, jusqu'à ce qu'il ait reçu de nouvelles instructions de leurs successeurs, c'est qu'il ne soupçonne pas l'étendue de la responsabilité qu'il assume sur lui. » — Le major répéta avec beaucoup de gravité que c'était toujours une *retraite*. — « Ce sera, si vous le voulez une retraite; toujours est-il que ce changement de système vous procure l'occasion de faire une bonne et honorable retraite. Le cri de l'insurrection et le tocsin soulèveront au loin dans les Alpes toutes les populations, si déjà ils ne les ont soulevées. D'un instant à l'autre, elles peuvent occuper l'entrée de ces défilés, que sans leur aide vous ne pourriez pas traverser dans cette saison. Toute retraite, tout renfort, vous manqueraient. Au contraire, en séparant les deux éléments nationaux désormais irréconciliables, votre général sera censé s'être conformé à un système tout nouveau et à des vues de haute politique, lorsqu'au fond il aura sauvé son armée. »

Pendant tout ce débat, la figure sombre de M. Casati témoignait de l'inquiétude et du mécontente-

ment. Toujours faussement persuadé qu'il fallait ménager à Charles-Albert le temps d'arriver à notre secours, il se plaignit de nous voir si peu disposés à suspendre le combat. Les collaborateurs de la municipalité partageaient son opinion; mais en revanche, j'avais l'approbation de mes collègues et d'un grand nombre de citoyens qui peu à peu étaient entrés dans la salle, tous très inquiets et très indignés de ce qu'on voulait arrêter un mouvement si près de la victoire, et laisser à la police le temps de nous préparer une trahison.

A ce moment fut introduit auprès de nous un prêtre de l'église de Saint-Barthélemy, qui nous annonça que les Autrichiens venaient d'y massacrer le prêtre chargé de la prédication du carême, et d'y commettre d'autres atrocités. Ce récit parut contrarier beaucoup le major, qui un instant auparavant invoquait, à l'appui de ses propositions, l'esprit de modération et d'humanité de ses compatriotes. Pendant qu'il demandait des éclaircissements à ce prêtre, des groupes se formèrent discutant avec vivacité sur l'armistice. Alors M. Casati pria le major de vouloir bien se retirer pour quelques instants dans une pièce voisine, afin que les citoyens pussent délibérer et s'entendre sur la réponse qu'ils devraient donner.

Le major, assis sur un divan dans la salle du conseil de guerre, regardait avec un étonnement visible cette jeunesse qui entrait et sortait en foule

pour mille objets différents, mais qui, en apprenant quel était l'objet de la délibération, ne manquait pas de déverser le blâme le plus énergique sur la proposition d'armistice, émise par le podestat et ses collaborateurs.

Un quart d'heure après, M. Casati fit rentrer le parlementaire, et il lui dit : « — Nous n'avons pas pu nous mettre d'accord. Veuillez donc représenter à S. Ex. d'un côté les sentiments de l'autorité municipale, et de l'autre ceux des combattants, afin qu'elle puisse prendre ses mesures en conséquence. » — Ce fut une vive et pénible surprise que celle qu'on éprouva unanimement en entendant cette déclaration, où la municipalité paraissait vouloir séparer sa cause de la nôtre.

Le major sortit. Arrivé sous le portique, il s'attendait à ce qu'on lui bandât les yeux. On ne le fit pas. Il n'y avait rien, en effet, qu'il fût dangereux de lui laisser voir. Ému visiblement de tout ce dont il avait été témoin, il serra la main à un des citoyens qui l'avaient accompagné, en lui disant avec son accent teutonique : « *Addio brava e valorosa gente.* » C'était peut-être la première fois, que depuis trente-quatre ans nous entendions un de nos oppresseurs rendre à notre peuple cet hommage bien mérité.

Nous fîmes publier purement et simplement que l'armistice avait été refusé ; quant au dissentiment qui s'était produit dans l'assemblée, nous n'en tou-

châmes pas un mot. Sans cette officieuse réserve, que nous voulûmes bien nous imposer envers M. Casati et ses collaborateurs, le peuple aurait été justement irrité de leur faiblesse.

20 mars.

« CITOYENS !

« Vos frères persistent dans leur résolution. L'armistice offert par l'ennemi a été refusé. Courage et persévérance; la victoire est certaine. »

Quelques instants après, la municipalité rendit une ordonnance datée d'une heure après midi, et d'après laquelle elle se saisissait de tous les pouvoirs et s'adjoignait provisoirement, comme collaborateurs, Borromeo et Strigelli. Avec ces hommes le gouvernement provisoire de S. M. Sarde était tout fait. Mais ils ne poussaient pas le dévouement jusqu'à jeter le masque de la légalité autrichienne; avant de perdre un maître, il leur fallait bien s'assurer d'en avoir un autre. J'étais douloureusement frappé de l'identité entre la plupart des noms de ceux qui venaient de se placer au pouvoir et les noms de ceux qui, dans la malheureuse régence de 1814, nous avaient livrés à l'Autriche.

Préoccupée de l'unique pensée de s'affermir au pouvoir, tandis que notre pensée, à nous, n'était autre que de chasser l'ennemi, la municipalité organisa, ce même jour, des comités subalternes pour

la police, les subsistances, les finances, et elle y appela en grand nombre ses affiliés et ceux qui pouvaient le devenir. Elle créa aussi un comité municipal de défense, qui aurait pu nous gêner beaucoup dans nos mouvements, s'il avait été disposé à obéir à de mystérieuses insinuations ; mais formé par des hommes étrangers à la cour, Carnevali, Torelli, Ceroni, Lissoni et Anfossi, il nous prêta le plus utile concours avec une franche cordialité. Le jour suivant, nous eûmes à regretter la perte de M. Anfossi, frappé d'une balle dans le front.

Dans les premiers jours du combat, des groupes de jeunes gens dépourvus d'armes et de munitions se postaient sous les portes des maisons, en dehors des barricades, et, lorsque les pelotons ennemis arrivaient à leur portée, ils débouchaient à droite et à gauche de leur embuscade, saisissaient corps à corps et désarmaient les Autrichiens, qui individuellement sont beaucoup moins adroits et moins hardis que les Italiens. A Saint-François-de-Paul, en présence d'un bataillon entier, une sentinelle avancée fut désarmée et tuée, avec son propre fusil, par un jeune homme qui s'était élancé de derrière la barricade d'une petite rue latérale. Me trouvant, peu d'instants après, sur le lieu même où s'était accompli cet acte, qui dénote autant de sang-froid que d'audace, je vis de mes yeux le cadavre encore palpitant.

Le manque d'armes et de munitions avait im-

primé au combat un caractère tout particulier. Les hommes exercés au maniement des armes étaient les seuls à qui l'on permit de s'en servir. Ils ne tiraient qu'à une distance assez rapprochée pour être à peu près certains de frapper. La poudre, à notre quartier général, se distribuait à petites prises comme du tabac; heureux lorsqu'ils en recevaient assez pour en charger une fois ou deux leur fusil, ces braves gens, après en avoir fait le meilleur usage possible, s'échappaient un instant de leurs barricades pour en venir chercher un peu encore. Des étudiants de ma connaissance, à qui l'on demandait pourquoi ils ne tiraient que les uns après les autres et jamais en même temps, donnaient, de ce mode de procéder, cette raison: c'est qu'ils voulaient éviter que *deux coups* ne portassent *sur un seul Croate*. Notre feu était donc lent et rare, mais très meurtrier. L'ennemi, au contraire, prodiguait le sien au hasard; aussi ses boulets vinrent-ils fracasser des balcons élevés et des fenêtres au troisième étage. Nos gamins se moquaient des Croates et leur jouaient les tours les plus plaisants. Postés sur les barricades, ils leur faisaient tuer des chats ou hissaient des chapeaux calabrois sur des manches à balai. En attribuant, dans son rapport, à une profonde tactique ce qui était tout simplement l'effet du manque de munitions, Radetzky semblait toujours croire à cette fable d'un comité directeur, formé par des militaires savants du Pié-

mont. Vers la fin du quatrième jour, alors que nous étions devenus maîtres de tant d'établissements où l'ennemi avait accumulé les moyens de défense le manque de munition était déjà ce que nous avions le moins à craindre.

Pour reconnaître les mouvements sur les bastions et hors la ville, des astronomes et des opticiens se placèrent sur les observatoires et les clochers; d'heure en heure ils nous envoyaient des bulletins. Au lieu de perdre du temps à descendre des escaliers d'une grande hauteur, ils attachaient ces bulletins à un petit anneau qu'on faisait glisser le long d'un fil de fer. Cernuschi organisa sur-le-champ une petite poste desservie par les élèves du collège des orphelins qui passent le jour en ville à apprendre des métiers. Reconnus à leur uniforme, ils traversaient rapidement la foule réunie autour des barricades, faisant ce service avec autant d'intelligence que de précision. Bientôt après, on imagina de lancer de petits ballons renfermant des proclamations, qu'ils allaient répandre dans les campagnes. Les Croates, campés sur les bastions, étonnés de voir cette poste aérienne franchir leurs lignes, tiraient vainement aux ballons des coups de fusil. Voici une des nombreuses adresses confiées à ces bizarres messagers :

« Frères! la victoire est à nous! l'ennemi ne
« tient plus que dans le château et sur les bastions.
« Accourez, prenons entre deux feux une des por-
« tes de la ville et rejoignons-nous. »

Nous eûmes toujours soin, dans les écrits que nous répandîmes, d'associer à l'insurrection une idée d'ordre et d'organisation, comme on peut le voir par la proclamation suivante, adressée à toutes les villes et communes de la Lombardie et de la Vénétie :

« Après deux jours d'une lutte acharnée, sou-
 « nue presque sans armes (*quasi inerme*), Milan
 « est encore entourée d'une masse de troupes dé-
 « couragées, mais toujours formidables. Par cette
 « feuille lancée du haut de nos murs, nous invitons
 « la population des villes et des communes rurales
 « à prendre les armes, à se former immédiatement
 « en gardes nationales, à se donner rendez-vous
 « dans les paroisses et à s'organiser en compagnies
 « de cinquante hommes, dont chacune élira son
 « commandant et son fourrier (*proveditore*), pour
 « accourir partout où la nécessité de notre salut
 « l'exigera. Secours et victoire! »

Quelques uns de ces ballons tombèrent dans des cantons reculés, dont les habitants n'avaient pas entendu le canon, ou bien n'avaient pas soupçonné la cause qui avait pu le faire tirer; d'autres ballons arrivèrent au-delà des frontières de la Suisse, du Piémont et de Plaisance. En plusieurs endroits, ils donnèrent le signal du soulèvement; partout ils ébranlèrent la population. Des milliers de paysans guidés par des étudiants, des médecins, des prêtres,

des douaniers, à l'instant se dirigèrent sur Milan. Du haut des clochers, on voyait dans plusieurs directions des masses d'hommes déboucher sur les routes et poursuivre de leur feu la cavalerie. Cinq cents hommes nous arrivèrent de la Suisse italienne. Réunis aux montagnards du lac de Côme et à la jeunesse de cette ville, ils firent prisonniers deux cents Croates. Soulevant tout le pays sur leur passage et se battant de nouveau à Monza, ils arrivèrent sous les murs de la ville du côté du nord, où ils rencontrèrent deux autres colonnes : l'une avait fait trois cents prisonniers à Varese, et l'autre arrivait des bords du Lac Majeur après avoir échappé à grand'peine aux employés de Charles-Albert, qui avaient reçu l'ordre de la désarmer. Du côté du midi, une autre colonne partait des rivages du Pô, à la réception de la nouvelle que lui avait apportée un ballon. Un de ses chefs, M. Guy, fut tué sous les bastions ; et un nommé Trabuchi qui la suivait, père de famille et pauvre, fut pris et lâchement fusillé à Lodi. — Un comité formé à Lecco organisait la Valteline, la Valsasne et la Briançe ; Bergame envoya plusieurs centaines de ses bourgeois et de ses montagnards. Jérôme Borgazzi, inspecteur du chemin de fer de Monza, arrivé à la tête de deux mille hommes, le lendemain matin, pénétra jusque dans la ville pour prendre nos ordres. Nous combinâmes pour le quatrième jour, à dix heures du soir, une double attaque contre les bastions de Porta Tosa,

près du chemin de fer de Venise. Mais ce brave, sorti de la ville pour se mettre à la tête de sa colonne et marchant, dans l'obscurité, à l'attaque, fut frappé du premier coup de feu parti des rangs ennemis. On dut donc renvoyer l'opération au jour suivant.

Dans la ville, un peuple intelligent et énergique s'ingéniait à trouver les moyens de soutenir la lutte contre des ennemis qui s'y étaient préparés de longue main. On essaya de faire des canons de bois, garnis de cercles de fer, et capables de supporter un certain nombre de décharges. On fabriquait de la poudre et du coton-poudre; on fondait des boulets; on recueillait soigneusement les projectiles que l'ennemi nous envoyait, et parmi lesquels se retrouvaient des boulets et de grosses médailles en fonte offrant l'image de Pie IX, emblème d'une ironie odieuse.

A ces indignes provocations, nous répondions dans nos adresses au peuple :

« CITOYENS !

« On est à fondre des bombes et des canons.
« Nous renverrons à l'opresseur ses boulets, avec
« ces mots écrits dessus : *Liberté italienne.* »

Nos communications avec les extrémités de la ville étaient de tous les instants. A peine le moindre succès était-il obtenu sur un point, que la nouvelle en était par nos soins répandue sur tous les autres.

« Citoyens! nos avant-postes à *Porta Tosa* (c'est
 « le côté est) sont déjà dans les enclos de la *Pas-*
 « *sione* (le Conservatoire de musique). Nos tirail-
 « leurs commencent à balayer les bastions de *Porta*
 « *Vercellina* (c'est le côté ouest). Une portion de
 « nos braves est arrivée jusqu'aux *Grazie*. Des a-
 « queducs qui passent sous les bastions ont été
 « desséchés, et nous mettent en communication avec
 « la campagne. Nos braves ont pris l'hôtel du Génie
 « à la baïonnette, devenus en moins de trois jours
 « habiles à manier cette arme des vétérans. Au
 « dehors, cinquante hommes de Marignan ont sur-
 « pris un bataillon de chasseurs qui, croyant avoir
 « affaire à un corps considérable, ont pris la fuite,
 « abandonnant leurs morts et leurs blessés.

« L'ennemi manque de vivres; on a vu des offi-
 « ciers du pain noir à la main.

« Nos amis de la campagne sont accourus en
 « armes de toutes les directions, et se pressent à
 « nos portes.

« L'ennemi nous demande un armistice, certai-
 « nement afin de pouvoir se rallier et fuir tranquil-
 « lement. Mais il est trop tard; sa retraite est déjà
 « très difficile sur les routes postales encombrées
 « d'abattis. Courage! rapprochez-vous toujours des
 « bastions; donnez la main aux amis qui viennent
 « à vous; il faut que cette nuit la ville soit déblo-
 « quée. Braves citoyens, l'Europe ne prononcera
 « qu'avec respect votre nom; la honte de trente
 « années est lavée! Vive l'Italie! »

Je dois citer encore une de ces nombreuses adresses :

« Braves, en avant ! la ville est à nous, l'ennemi
« se replie sur les bastions, pour commencer son
« mouvement de retraite. Harcelez-le donc et ne
« lui laissez ni trêve ni repos. Cette nuit, toutes les
« portes doivent être débloquées ; huit mille hommes
« de la campagne sont prêts à vous donner la
« main. L'ennemi vous demande une trêve ; ne
« laissez pas de temps à des pourparlers (*Non la-*
« *sciate tempo a discorsi*). Le moment est venu d'en
« finir pour toujours. Vive l'Italie ! »

Ces pourparlers, dont se plaignait le conseil de guerre, se tenaient réellement.

Les consuls des puissances avaient offert de faire suspendre les hostilités, aussi bien dans l'intérêt de leurs nationaux que dans des vues d'humanité. Ils entretinrent à ce sujet avec Radetzky et Wallmoden une longue correspondance, qui a été livrée depuis à la publicité.

Le quatrième jour dans l'après-midi, nous étions justement occupés à combiner avec le brave Borgazzi notre attaque aux bastions pour la nuit suivante, espérant pouvoir forcer la Porta-Tosa et couper en deux la ligne de l'ennemi, quand nous reçûmes de la municipalité l'invitation de nous rendre auprès d'elle, pour nous entendre sur la réponse

à faire aux consuls, réponse qu'ils devaient venir prendre eux-mêmes à trois heures précises.

Les conditions différaient considérablement de celles proposées la veille par Casati; il ne s'agissait plus de *quinze* jours, mais seulement de *trois*, pendant lesquels les Autrichiens ouvriraient une des portes de la ville, aussi bien pour y laisser entrer des vivres, que pour laisser toute latitude aux étrangers et aux habitants d'en sortir: mais l'armistice ne s'étendait pas à la campagne.

M. Casati, après avoir déclaré que, pour son compte, il ne trouvait rien à redire à ces propositions, invita son collaborateur, le comte Durini, à répéter ce qu'il avait déjà dit là-dessus à la municipalité. M. Durini nous prouva par des arguments très subtils que l'armistice profitait bien plus à nous-mêmes qu'à l'ennemi qui le proposait. Tous les collaborateurs et affiliés s'étaient rangés de son opinion, excepté l'écrivain Achille Mauri qui fonctionnait comme secrétaire.

Chargé par mes collègues d'exprimer leur pensée, je fis observer que la difficulté d'arrêter le combat s'était accrue par une journée de plus de succès continuels, et qu'il était moins que jamais tolérable de laisser à l'ennemi le temps de tourner ses forces contre nos amis de la campagne. Il faut noter que plus tard on découvrit dans une correspondance interceptée, que Radetzky n'avait demandé ces trois jours que pour faire arriver à Milan douze cents

bombes qui venaient d'être débarquées à Plaisance.

Je fis observer ensuite que ces trois jours de repos, en même temps qu'ils suffiraient à l'ennemi pour écraser les insurgés qui de toutes les directions venaient au secours de Milan, suffiraient pour refroidir les esprits et les rendre accessibles à l'impression de terreur que devait naturellement faire éprouver le massacre de nos amis. Je dis que l'exemple était contagieux, que si la ville était abandonnée le premier jour par les étrangers et les femmes, le second jour elle le serait par les hommes prudents, et le troisième par les gens les plus intrépides. Quant aux étrangers, il fallait autant que possible les retenir au milieu de nous, car leur présence nous offrirait toujours une certaine garantie contre l'incendie et le pillage. Je ne croyais pas que le drapeau français, qui flottait si près de notre quartier général, ne dût pas concourir à empêcher bien des excès.

Ici M. Borromeo m'invita à bien réfléchir à cette circonstance, que la ville était sans munitions de guerre, et n'avait de vivres que pour vingt-quatre heures. — Après les choses que nous avons déjà dites, il n'y avait de ma part ni exagération ni suffisance à répondre, comme je fis, à M. Borromeo, que l'ennemi nous avait jusque là fourni les munitions et qu'il continuerait à nous les fournir. Quant aux vivres, qui devaient nous suffire à peine pour vingtquatre heures, je répondis que j'avais perdu assez de temps dans des travaux statistiques pour

pouvoir assurer qu'il était impossible d'improviser des évaluations si précises. « Du reste, dis-je, vingt-quatre heures de vivres et vingt-quatre heures de jeûne feront beaucoup plus d'heures de résistance que nous n'avons besoin. L'ennemi ne peut plus tenir. Sa ligne sur les bastions est trop prolongée (elle avait douze kilomètres de longueur); la distribution des vivres lui est devenue très difficile; aussi, aux extrémités de la ville, les Croates et les Reisinger en sont-ils réduits à marauder. Ce soir, nous allons couper sa ligne, en attaquant les bastions du dedans et du dehors, à la fois; et pour peu qu'il hésite à battre en retraite, il ne trouvera plus devant lui que des routes défoncées. Enfin, quand même les vivres devraient manquer, il vaudrait mieux mourir de faim que par le jugement stataire (*Meglio morir di fame che di forca*). »

En soutenant l'armistice dans l'état d'effervescence des esprits, MM. Casati, Durini et Borromeo s'étaient mis tout à fait à notre discrétion. On entendait, en effet, les jeunes gens, qui se pressaient à la porte, se récrier d'une voix énergique contre toute pensée d'arrangement. Après être allé moi-même les rassurer, je conjurai M. Casati de vouloir bien mettre fin à un débat inutile; car on ne pourrait contraindre à abandonner ses armes une jeunesse si justement exaltée par ses succès.

Peu d'instant après, arrivèrent revêtus de leurs uniformes MM. les consuls, pour apprendre le re-

fus de l'armistice de la bouche de l'héroïque podestat Casati. Encore une fois nous laissâmes cet avantage à nos adversaires politiques, tant il est vrai que nous agissions non pas en hommes de parti, mais sous l'influence d'une abnégation patriotique. Au sortir de la séance, je serrai la main à MM. les consuls de France et d'Angleterre, et dans les quelques paroles que j'échangeai avec eux, je ne fis pas la moindre allusion aux débats qui avaient été soulevés. Il est pourtant vrai de dire que, dans la lettre qu'il adressa aux consuls et que ces derniers ont rendue publique, M. Casati avait attribué le refus de l'armistice à la volonté du peuple.

Les consuls étaient à peine sortis, que nous fûmes surpris par l'arrivée, dans nos murs, de M. Henri Martini, envoyé dans ce moment vers nous par le roi Charles-Albert, auquel nous devons peu de jours après, à notre tour, l'envoyer. Cette facilité à se charger de deux emplois d'une nature opposée nous rappelle feu M. Sgricci, qui, lorsqu'il improvisait ses tragédies, se plaçait tour à tour à droite pour jouer le rôle de Jason, et à gauche pour jouer la rôle de Médée.

M. Martini avait mission de nous informer que si nous voulions faire à Charles-Albert une cession formelle de notre pays, nous verrions aussitôt son armée voler à notre secours; il s'agissait donc de constituer immédiatement un gouvernement provisoire, chargé d'adresser à ce monarque une déclai-

ration régulière. — Voilà, encore une fois, le conseil de guerre appelé par M. Casati et compagnie à émettre son opinion. Assurément la politique de la municipalité nous donnait beaucoup plus d'occupation que la guerre avec les Autrichiens.

Prénant la parole au uom de mes collègues, je fis observer que le pays appartenant à ses habitants, c'était à eux tous à déclarer comment ils entendaient en disposer; mais que nul, individuellement, n'avait le droit de le donner à qui que ce soit. Or, assurément, ce n'était pas le moment d'appeler les citoyens à voter sur cette grande question; occupée à défendre leur vie et leurs familles sur les barricades, ils ne devaient point les désertier pour se livrer à des discussions politiques. Il était bien probable qu'il se manifesterait parmi eux, à cet égard, des dissentiments, suivis peut-être de troubles sérieux. — « Messieurs, continuai-je, le temps
» de la politique n'est pas venu; s'il était avant-
» hier inopportun de proclamer la république, il
» ne l'est pas moins aujourd'hui de proclamer la
» monarchie. Puisque nous possédons la liberté,
» conservons-la au moins quelques jours. Vous vous
» sentez donc si malheureux d'être, une fois dans
» votre vie, maîtres de vous-mêmes? Inaugurez cette
» nouvelle ère, par le respect de tous les droits et de
» toutes les opinions, et aussi des nobles illusions
» de la jeunesse, au moins tout le temps qu'elle
» est à se battre pour vous. Quand nous en aurons

» fini avec l'ennemi, *a causa vinta*, eh bien! nous
» verrons. Alors, il nous sera loisible de nous di-
» viser, comme partout ailleurs, en partis poli-
» tiques. »

Mes adversaires ayant appelé en ce moment
mon attention sur l'insuffisance de nos moyens
militaires: « Cela prouve, repris-je, combien l'on
» a été imprévoyant quand on a poussé si préma-
» turément le peuple à l'insurrection. Le conseil
» de guerre a toujours été tellement convaincu de
» cette insuffisance de moyens, que, dès le com-
» mencement, il n'a parlé au peuple qu'au nom
» de toute l'Italie. Il nous faut entraîner toute la
» nation; et peut-être même, dans l'état de désor-
» ganisation où se trouvent aujourd'hui ses for-
» ces, sera-t-elle impuissante à accomplir l'œuvre
» de son affranchissement. Or, si nous commen-
» çons par nous donner à Charles-Albert, il sera
» impossible d'intéresser à la guerre les autres
» princes de l'Italie. Nous aurons encore la vieille
» histoire des rois Lombards et des ducs Visconti,
» excitant la défiance et les inquiétudes du reste de
» la péninsule. » — Comme on insistait beaucoup
sur cette considération, savoir, que le reste de l'I-
talie ne pouvait mettre à notre disposition des se-
cours bien prompts ni bien considérables, tandis
que Charles-Albert était à nos portes, que, dès
lors, force nous était bien de nous jeter dans ses
bras, sous peine de porter tout seuls le poids de

la lutte, je dus leur répondre: — « Voulez-vous,
 » Messieurs, à l'avance, faire des conditions au
 » roi Charles-Albert? Vous vous placez dans une
 » position identique [à celle d'un homme pressé
 » d'argent qui se livre à un usurier. Entendez-vous
 » vous donner à lui sans conditions? Rien ne serait
 » plus imprudent! Comment vous fier à un prince
 » qui, déjà une fois, a manqué à sa parole, et qui,
 » dans ce moment même, vous laisse sous la mi-
 » traille? D'ailleurs avez-vous eu beaucoup à vous
 » applaudir d'avoir donné le pays à la maison d'Au-
 » triche, en 1814? »

Tous les collaborateurs de la municipalité m'in-
 terrompant avec une grande véhémence: « La mai-
 » son d'Autriche, s'écrièrent-ils, était étrangère! » 10
 — « Messieurs, repris-je, vous n'y avez pas réfléchi
 » alors, de même que vous ne réfléchissez pas à
 » d'autres choses à présent; les maisons régnautes
 » ne sont d'aucune nation. Elles se font des intérêts
 » à part; toujours prêtes à s'entendre avec l'étran- 12
 » ger contre leurs peuples. Ma ferme conviction est
 » qu'il faut appeler *toute l'Italie*, et chercher à
 » rendre la guerre nationale. Si Charles-Albert est
 » le seul qui vienne se jeter entre nous et l'Au-
 » triche, eh bien! l'admiration et la reconnaissance
 » des masses seront le prix de sa générosité, et
 » personne ne pourra empêcher le pays d'être à lui.
 » Dans aucune hypothèse, il n'est nécessaire de le
 » lui donner. Car, si la victoire se range de son

» côté, elle remettra le pays dans ses mains; et si
 » elle lui échappe, le pays lui échappera aussi à ja-
 » mais, le lui eussions-nous donné cent fois. »

La discussion s'anima: je laissai à chacun des interlocuteurs le soin d'apporter à l'enquête la part qu'il a prise au débat.

Voyant combien il était urgent de prendre l'avance sur la faction albertiste, je me retirai, à l'instant même, avec Cernuschi dans une autre chambre, pour y arrêter la rédaction d'un appel à toute l'Italie, et donner à Charles-Albert, mal gré qu'il en eût, *des alliés à ménager*, c'est-à-dire des protecteurs à notre liberté. Faire plus était chose impossible: je n'étais qu'un simple citoyen, entraîné par des vicissitudes extraordinaires bien loin de cette route dans laquelle je m'étais habitué à servir mon pays, et où j'avais cru pouvoir le servir toujours

» Conseil de guerre, 21 mars.

» La ville de Milan, pour achever sa victoire et
 » chasser pour toujours au-delà des Alpes *l'ennemi*
 » *commun de l'Italie*, réclame les secours de tous
 » les peuples et de tous les princes italiens, et spé-
 » cialement ceux du Piémont, son belliqueux voisin
 » (*del vicino e bellicoso Piemonte*). »

Pendant que l'on imprimait cette petite adresse pour la répandre au moyen de ballons, nous en fîmes circuler plusieurs copies manuscrites, et au

bout de quelques minutes, nous les présentâmes à la municipalité, revêtues des signatures de deux cents citoyens.

Cette adresse jeta M. Casati dans une grande perplexité. Il résista aux obsessions dont le poursuivait M. Martini pour qu'il constituât sans délai un gouvernement provisoire, au nom duquel serait adressée à Charles-Albert une invitation formelle.

Cependant le jeune comte Giulini, qui venait justement de se faire nommer au nombre des collaborateurs de la municipalité, avait, de son côté, rédigé un appel des plus humbles et des plus lamentables, dans lequel il suppliait Charles-Albert de vouloir bien se donner la peine d'empêcher que Milan ne fût détruite par cette race qui l'avait détruite autrefois. Survenu par hasard, dans le moment qu'il était à lire cet appel dans une des antichambres: — » Qu'est-ce que vous dites, Monsieur le comte, à propos de destruction? lui demandai-je. » Comment voulez-vous que les Autrichiens puissent détruire une ville, où à peine tiendront-ils encore quelques heures? » — « Mais l'on peut toujours craindre. » — « Le moment est fort mal choisi, repris-je; nous serions les seuls dans la ville qui craindrions! » — Accueillant très docilement mon observation, M. Giulini remit dans sa poche son épître à Charles-Albert.

Peu d'instants s'étaient écoulés depuis cette conversation lorsque M. Martini vint me trouver dans

mon retranchement. Il commença par se plaindre de l'esprit d'indécision et de faiblesse de Casati et de Borromeo; puis se mit à me presser de former moi-même un gouvernement provisoire, qui ferait l'invitation formelle désirée et attendue par Charles-Albert.

— « Savez-vous, me dit-il, qu'il n'arrive pas » tous les jours qu'on puisse rendre de pareils services à un roi? » — Je lui répondis que servir les rois n'était pas une chose à ma portée; que je tenais beaucoup à l'idée d'appeler toute l'Italie; car c'était la première occasion qui se présentait, depuis des siècles, de faire agir, dans un but commun, et avec une unanimité réelle, tous les peuples d'Italie. Si cela ne réussissait pas, Charles-Albert, restant seul notre allié et occupant militairement le pays, en resterait naturellement le maître. Dans ce cas, pourvu qu'il fût victorieux, la conquête de l'indépendance consolerait probablement les patriotes de la perte de la liberté. Je croyais qu'il pouvait compter et sur leur reconnaissance et sur leur résignation; mais il ne devait pas marchander sur le prix d'un service qu'il ne leur avait pas encore rendu. Sur la prière que me fit le comte Martini de mettre ces idées sur le papier, j'écrivis la lettre que voici, et qui d'ailleurs a déjà été publiée.

» Conseil de guerre, 21 mars 1848.

» Monsieur le comte Martini,

» La ville appartient aux citoyens qui l'ont af-
 » franchie. Nous ne pouvons les rappeler des barri-
 » cades pour délibérer. Le tocsin sonne nuit et jour.
 » Si le Piémont accourt généreusement, il aura la
 » reconnaissance des hommes généreux de toutes
 » les opinions (*la gratitudine dei generosi d'ogni*
 » *opinione*). Le mot de reconnaissance est le seul
 » qui puisse faire taire le nom de république, et
 » nous rallier tous dans un seul et unique vœu.

» Je vous salue,

» CHARLES CATTANEO. »

Les sollicitations de M. Martini et plus encore la certitude de notre succès pouvaient finir par décider M. Casati à se déclarer en gouvernement provisoire. Dans ce cas, nous cessions d'avoir une position officielle et les moyens de faire valoir auprès de qui que ce soit les idées que nous suggéraient les intérêts du pays; aussi dûmes-nous recommander aux citoyens l'idée d'une confédération militaire de tous les peuples d'Italie. Nous proposâmes d'organiser des conseils de guerre, indépendants autant que possible des gouvernements provisoires, et reliés entre eux par le moyen de commissaires.

" 21 mars.

" La lutte dans l'intérieur de notre ville touche
" à son terme. L'heure est venue que les autres
" villes secouent leur sommeil et suivent notre exem-
" ple. Nous les invitons toutes à constituer des con-
" seils de guerre, qui abandonnent tout ce qui est
" administration aux municipalités constituées en
" gouvernements provisoires. Notre seule et unique
" affaire, à nous, c'est de combattre, afin de chas-
" ser de toute l'Italie l'ennemi et les restes de l'an-
" cien servage. Nous recommandons expressément
" aux conseils de guerre de ne pas s'occuper d'au-
" tre chose. Il nous sera très agréable de recevoir
" toutes les nouvelles et toutes les communications
" qu'ils voudront bien nous faire parvenir par le
" moyen de commissaires, qui soient par leurs sen-
" timents à la hauteur de leur mission. Nous de-
" mandons que chaque pays d'Italie mette en route
" une *députation de baïonnettes*; et que, conduite
" par un bon officier, elle vienne tenir au pied des
" montagnes une assemblée armée. Il faut y con-
" clure avec nos ennemis un arrangement définitif,
" dont la base soit la fixation de leurs frontières de
" l'autre côté des Alpes, où nous souhaitons sincè-
" rement que Dieu leur accorde à leur tour cette
" liberté et cette prospérité que nous désirons pour
" nous-mêmes. "

Sans connaître les termes précis de l'appel que la municipalité fit à Charles-Albert, je crois pourtant qu'elle se borna, suivant notre désir, à demander simplement l'alliance de ce monarque. Mais M. Martini, qui s'était offert de la porter sans délai à Turin, fut arrêté par nos avant-postes. Ramené vers nous, il se remit immédiatement en route; et de manière ou d'autre, il revint de nouveau et resta au milieu de nous jusqu'au lendemain soir, que nous fûmes complètement délivrés.

Sur ces entrefaites, comprenant combien il était important de former un gouvernement qui fût le moins hostile possible à la liberté, je crus très convenable de faire part de mes idées, sur ce sujet, au comte Pompeo Litta, l'historien. Des jeunes gens étaient allés le chercher chez lui; et la municipalité l'avait admis au nombre de ses collaborateurs. L'indépendance de son caractère lui assurait les sympathies de tous les partis, et le rendait possible, quel que fût le système de gouvernement qui, en définitif, prévalût. Il réunissait les qualités désirables dans le chef d'un gouvernement provisoire qui, avant tout, devait inspirer aux familles une confiance sans réserve, arrêter pendant un certain temps le développement des partis, et concentrer toute l'activité des citoyens sur la seule question de la guerre. D'un côté, il avait parcouru la carrière des armes et assisté, comme officier d'artillerie, aux grandes journées d'Austerlitz et de Wagram; d'un

autre côté, il jouissait à la cour de Turin d'une certaine considération, d'autant plus qu'il avait tout récemment publié un travail historique sur la maison de Savoie.

Je m'adressai en même temps au marquis Cusani, homme intelligent et laborieux, versé dans les matières d'industrie, de banque et de commerce, à en juger par ce qu'il venait de faire à la tête de grandes entreprises, et notamment d'établissements de filature de lin et de soie. Il n'est pas douteux qu'aux finances il ne nous eût été très utile; mais il me fit observer que ses habitudes le rendaient impropre à toute autre chose qu'à un emploi qui n'exigerait aucune représentation.

Voyant combien les éléments d'une combinaison ministérielle étaient difficiles à réunir, mes amis se montrèrent décidés à se jeter dans un système plus tranché. Ils arrêtèrent même les termes d'une déclaration, d'après laquelle je ne sais si nous étions constitués en gouvernement provisoire, ou s'il se chargeaient simplement de le former; bien entendu qu'ils comptaient m'amener à signer cet acte. La jeunesse tout entière, pleine de confiance dans notre bon vouloir, en aurait au besoin appuyé l'exécution.

Mais j'étais loin de nourrir la moindre illusion. J'avais trop d'expérience des hommes et des choses, pour espérer qu'un gouvernement contraire aux intérêts de Charles-Albert pût se maintenir, sous la

pression d'une occupation piémontaise, désormais inévitable. Je ne connaissais que trop de quelle immoralité était entachée l'ambition de ce prince, qui avait passé sa vie à corrompre et à trahir, à flatter les patriotes et à les faire fusiller. Le zèle infatigable de ses agents aurait semé en peu de jours parmi nous les divisions et les haines, en présence de l'ennemi. La presse piémontaise et les *demonstrations* avaient induit en erreur bien des personnes; il fallait attendre qu'elles revinssent d'elles-mêmes, et, peu à peu, à une plus juste appréciation des hommes et des choses.

Toutes les démarches auxquelles nous nous livrions pour arriver à organiser un gouvernement ne pouvaient se faire que dans les courts instants que nous parvenions à dérober à la grande affaire du combat. Les heures s'écoulaient rapidement et M. Martini était toujours là, nous harcelant de ses sollicitations. Enfin, bien tard dans la nuit, la municipalité se résigna à passer par dessus la sainte légalité autrichienne, et à se transformer en gouvernement provisoire!

Quelques moments après, c'était le 22 à la pointe du jour, j'entrai chez M. Casati. Je fus le premier à reconnaître le nouveau pouvoir. Son existence faisait désormais disparaître tous les motifs qui avaient déterminé la création du conseil de guerre. Notre mission n'avait été que de suppléer à l'indécision de la municipalité, en imprimant au mouvement

populaire un caractère insurrectionnel bien tranché, et en rompant d'une manière ouverte avec la légalité autrichienne. Je dis à M. Casati que nous déposions dans ses mains les pouvoirs dont nous avons été investis par l'insurrection elle-même, mais que, comme beaucoup de personnes n'agissaient que d'après notre impulsion, nous croyions de notre devoir de continuer à les diriger de concert avec le *comité municipal* de défense, si on le jugeait opportun; que dans ce cas, il convenait de fondre les deux conseils en un seul, sous le titre de *comité de guerre*, dont la présidence devrait naturellement être déférée à un membre du gouvernement; et que comme il devrait agir réellement en ministre de la guerre, je demandais que le comte Litta, ayant déjà appartenu à l'armée, fût investi de cette présidence. — M. Casati prit à l'instant même une feuille de papier, sur laquelle il écrivit: *Comité de guerre*. — *Président*: Litta; *Membres*: Cattaneo, Cernuschi, Terzaghi, Clerici, Carnevali, Lissoni, Ceroni, Torrelli. — Anfossi avait été tué peu d'heures auparavant.

Le gouvernement provisoire n'eut pas assez de cœur pour annoncer franchement au peuple son avènement. Ce ne fut que d'une manière incidente et, comme en passant, qu'il en parla, et cela à la fin d'une publication qui traitait de tout autre chose. Il y faisait mention pour la première fois du refus de l'armistice. Reconnaissant avoir agi en cela

d'après la *volonté* du peuple, il y déclarait ensuite que le pays adoptait les enfants des citoyens morts les armes à la main, et pourvoirait à tous les besoins des blessés, et il finissait comme il suit :

« Citoyens, cette déclaration vous est faite par
 » les soussignés, constitués en gouvernement pro-
 » visoire, lequel, ayant été rendu nécessaire par
 » suite de circonstances impérieuses et par le désir
 » des combattants, est ainsi proclamé. »

C'était un début empreint d'un esprit de réti-
 cence, parfaitement en harmonie d'ailleurs avec les
 autres manifestations de cette coterie; à laquelle un
 peuple confiant et généreux a dû d'être entraîné en
 moins de quatre mois, du chemin de la victoire,
 dans l'abîme du malheur.

Comme, dans cette proclamation, le gouverne-
 ment gardait le silence le plus absolu sur la ligne
 de conduite qu'il entendait suivre, nous nous plai-
 gnîmes immédiatement d'une aussi grave lacune;
 aussi, le même jour, publia-t-il la déclaration sui-
 vante, par laquelle il s'engageait, de la manière la
 plus formelle, à convoquer, aussitôt que la guerre
 serait achevée, un congrès général, dans le sein du-
 quel notre état politique serait solennellement fixé.

« 22 mars 1848.

» Ce n'est pas lorsque nous luttons encore contre
» l'ennemi qu'il convient de se livrer à des discus-
» sions sur les institutions politiques dont notre pays
» devra être doté. Il s'agit maintenant de lui con-
» quérir l'indépendance; tout individu qui songe-
» rait à autre chose qu'à combattre, ne se conduirait
» pas en bon citoyen. Après la victoire, ce sera à
» la nation à discuter et à prononcer sur ses pro-
» pres destinées. (*A causa vinta, i nostri destini*
» *saranno discussi e fissati dalla nazione.*) »

Il était indispensable d'entrer dans ces détails, afin qu'il fût bien établi que, loin de nous être conduits en hommes de parti, nous nous sommes montrés au contraire animés d'un esprit de longanimité et de tolérance, bien plus grand que l'intérêt de nos principes ne l'exigeait.

Notre conseil de guerre contribua beaucoup à constituer légalement l'insurrection, à lui donner de l'élan et de l'ensemble, à déjouer deux fois des tentatives d'armistice qui n'auraient eu d'autre effet que de refroidir l'enthousiasme de la jeunesse. Avec le cri: *A causa vinta*, le conseil de guerre donna le seul mot d'ordre qui pût ajourner l'explosion des passions politiques. Il s'efforça de concilier le besoin de l'indépendance avec l'amour de la liberté, de substituer à la conquête piémontaise la fédération

italienne, en appelant, sur le champ de bataille, toute l'Italie, et en réservant l'avenir au congrès général de la nation. En un mot, autant le conseil de guerre chercha à donner du développement et de la grandeur au mouvement, autant ses adversaires cherchèrent à l'amoinrir et à l'étouffer. Mais le conseil de guerre n'a vécu que quarante-huit heures!

IV.

Le Comité de Guerre.

L'armée autrichienne ne pouvant désormais plus rien entreprendre de décisif, il nous restait à lui faire évacuer nos murs. Pour cela, il suffisait de couper ses communications le long des bastions; car immédiatement alors, les corps détachés, qui occupaient les barrières, se trouveraient à la fois privés de direction et de subsistances. Mais nos officiers étaient sans cesse à nous recommander de ne point faire de pointes, et de nous tenir toujours à la même distance du centre sur toute la circonférence de la ville; de sorte que, d'après ce principe, il aurait fallu attaquer les bastions par le côté où il

approchent le plus de ce centre ; c'est-à-dire par *Porta Tosa*. La population est très rare dans ce quartier ; il me semblait qu'en l'occupant, nous aurions absorbé une partie de nos forces, sans y rien trouver qui pût les alimenter. Ne m'opposant pas à l'exécution de ce plan, loin de là, disposé à y concourir de mon mieux, je pensais, toutefois, qu'il eût été plus rationnel de délivrer d'abord les quartiers même les plus éloignés, s'ils pouvaient nous fournir des masses d'hommes et des armes. C'est là, si je ne me trompe, une règle de la stratégie toute nouvelle des barricades. J'aurais donc penché pour qu'on se portât tout d'abord sur le faubourg de *Porta Ticinese*, quoique du double plus éloigné que l'autre. Ce faubourg forme, en quelque sorte, une ville à part, et s'étend, hors la ville, le long de deux canaux navigables. A raison de cette circonstance, il était facile d'y intercepter, à une distance plus grande, les communications de l'ennemi, et d'y menacer une de ses lignes de retraite. Je me dirigeai vers ce point ; je fus obligé, pour y arriver, de traverser le canal sur une barque. Au-delà des dernières barricades, l'aspect des quartiers occupés par l'ennemi faisait tout d'abord sur l'esprit la plus singulière impression. Les regards étonnés y cherchaient vainement cette foule armée et bruyante, cet appareil de guerre qui animaient l'intérieur de la ville. De larges rues étaient vides et désertes, les maisons toutes fermées ; les détona-

tions d'une batterie placée dans le voisinage et le roulement non interrompu de la fusillade venaient tomber au milieu de ce silence de mort; une épaisse fumée jetait une teinte lugubre sur tous les objets. Les maisons communiquaient à l'intérieur, les unes avec les autres, au moyen de trouées pratiquées dans les murailles des écuries, des appartements et des jardins. Là, on voyait des femmes et des enfants réunis en grand nombre, tous instinctivement entraînés par le besoin de se rassurer ou de se venir en aide réciproquement. Les plus pauvres, n'ayant pu recevoir, le samedi d'avant, leur salaire de la semaine, étaient dans la plus grande détresse. Comme dans les environs les Croates avaient brûlé et tué des femmes et des enfants, et qu'à chaque instant ils tiraient dans l'intérieur des maisons, sans autre dessein que celui d'effrayer, on parlait d'eux comme d'êtres diaboliques. On me demandait s'il était bien vrai que les bombes eussent détruit la cathédrale. Plus loin, des familles de ma connaissance étaient soigneusement renfermées et barricadées chez elles, afin d'échapper aux balles qui traversaient les fenêtres et les portes. Aussi s'écoula-t-il plus d'un quart d'heure avant de pouvoir nous en faire entendre, et les assurer qu'elles avaient affaire à des amis. Mais à peine les avertimes-nous qu'il s'agissait de pousser dans la rue des voitures et des chars pour la barricader, que des jeunes gens sortirent, comme par enchantement, pour élever des barricades et engager la

fusillade avec l'ennemi posté sur le bastion; le courage est contagieux comme la panique. En même temps, de longues lignes de femmes trainant des enfants commencèrent à s'écouler derrière les nouvelles barricades, du fond de ces maisons où elles avaient été assiégées depuis quatre jours, chacune portant à son bras ce qu'elle avait de plus précieux, et se glissant à travers les issues ouvertes dans les murailles, non sans nous remercier de la manière la plus affectueuse de ce que nous étions venus les sauver des mains *de ces monstres*.

Arrachant des grilles et perçant des murailles, nous pénétrâmes vers midi dans l'entrepôt de Viarenna, contigu aux bastions, et qui les domine sur un point où ils ont au plus la largeur de cinq à six mètres. Un canal navigable venant de la ville y passe au-dessous des bastions; mais nous nous épuîsâmes en vains efforts pour ouvrir la grille de la douane, qui ferme le canal. Le peintre Borgo-Carati, qui plus tard se chargea de la forcer, échoua comme nous, et revint avec son chapeau calabrois traversé de deux balles. En peu de minutes les jeunes gens des faubourgs, armés de fusils de chasse, accourus dans l'entrepôt pour se mettre à notre disposition, tuèrent sur ce bastion beaucoup de monde, et notamment plusieurs hussards qui portaient des ordres. A ce moment, les soldats du régiment Reisinger pénétrèrent par une petite rue latérale sur nos derrières; mais nos braves, avec un sang-froid inalté-

nable, et, sans se détacher de leur barricade, firent un simple demi-tour, et les tuèrent presque à bout portant. Je trouvai sur mon passage deux de ces Reisinger étendus morts dans cette petite rue, qu'il m'avait fallu traverser pour revenir en ville.

Peu après, d'autres citoyens, dirigés par M. Colombo, débouchèrent un peu plus au nord sur les mêmes bastions. De l'autre côté de la ville, un corps, dirigé par Lucien Manara, parvint à s'emparer avant le soir de la *Porta Tosa*, défendue par deux mille hommes et six canons. Un peu plus tard, les troupes venues de la campagne, et secondées par les citoyens, ouvrirent de vive force la porte de Côme. Mon but ici n'est pas de décrire tous les événements du combat; mais bien seulement de démontrer que Radetzky ne pouvait plus tenir dans sa position; que ses masses détachées, occupant les barrières, allaient être assiégées à leur tour, et prises en détail; que sa retraite était urgente, inévitable. C'est là un fait trop capital pour ne pas le mettre dans tout son jour; car on a prétendu que s'il quitta Milan en désordre, le 22, ce fut uniquement pour échapper à cette armée piémontaise, qui ne parut sous nos murs que le 26. La détermination de faire la guerre, prise à Turin dans la soirée du lendemain, 23, après qu'on y eut reçu la nouvelle de notre délivrance, fut le premier effet de notre victoire!

Profitant de l'approche de la nuit, Radetzky, afin de dissimuler son mouvement de retraite, fit tirer

toutes ses soixante pièces de canon, et mettre le feu à plusieurs maisons situées aux extrémités de la ville. Monté sur un belvédère, je pus voir un spectacle d'une horreur sublime. Une lueur sinistre se projetait des édifices embrasés. Tout à coup, une immense colonne de flammes se dressa du milieu du château. Il paraît que les Autrichiens brûlaient, dans la grande cour d'armes, des masses de paille et de foin, des chars, des meubles, pour consumer leurs cadavres, extrêmement soigneux de faire disparaître ces tristes preuves de leur malheur.

Pendant que le bruit du canon et la lueur des flammes absorbaient l'attention des citoyens, les colonnes autrichiennes devaient défilér à la dérobee par les allées des bastions. Mais non tirailleurs, débouchant de partout, les harcelaient; maintenant, ils n'économisaient plus leur feu, car ils venaient de trouver vingt-quatre mille kilogrammes de poudre dans la caserne de l'*Incoronata*; hors de la ville, les paysans grimpaient sur les arbres et sur les toits, afin de pouvoir tirer sur les bastions. Ce n'était que de loin en loin, et lorsqu'il se sentait trop pressé, que l'ennemi s'arrêtait un moment pour riposter. Les étincelles qui jaillissaient de tant de fusils formaient autour de la ville un demi-cercle de feu. Le tocsin sonnait à coups redoublés dans les soixante clochers de la ville, dont rien ne défendait plus l'approche; il arrivait à mon oreille, tour à tour, des divers quartiers, suivant la direction du vent.

L'ennemi ne poursuivait sa route qu'au milieu des plus grands obstacles. Il lui fallut plus de huit heures pour se dégager du double cercle de feu dont il était enveloppé. Il avait à traîner avec lui son artillerie, des blessés, plus de trois cents familles d'officiers ou d'employés, des malheureux pris comme otages, et quelques milliers de soldats italiens. Ceux-ci avaient tenu bon pendant le combat, mais ils ne pouvaient se résigner à suivre l'étranger hors de leur patrie. Dans les passages difficiles, où l'on pouvait craindre qu'ils ne désertassent, des canons étaient braqués contre eux, et au moindre signe d'hésitation, des officiers leur criaient: En avant ou la mort!

Enfin, l'ennemi était parti. Ces cinq journées ne lui avaient pas coûté moins de quatre mille hommes. Il n'avait plus que *cinq* canonniers, et il en était réduit à faire servir ses pièces par des chasseurs tyroliens! Voilà où en était arrivé ce vieillard passionné, qui avait tant contribué par ses bravades à nous précipiter dans l'insurrection, et qui, quatre jours auparavant, prétendait, dans un langage plein d'une vaine jaclance, qu'il saurait bien mettre Milan à la raison avec *les bombes, et le sac et les autres moyens!*

Sortie de Milan et marchant vers Lodi, l'armée se trouvait au centre des irrigations, sur des routes bordées et traversées de canaux dans tous les sens. Ce n'eût pas été pour nous une œuvre difficile que

de détruire cette multitude de ponts, renverser les routes dans les fossés, arrêter toutes les eaux, inonder toutes les prairies, abattre les lignes d'arbres qui les entourent, et renfermer l'ennemi dans ces marais artificiels, où le passage des chars aurait été matériellement impossible. Dans le pays, on applique souvent au système d'irrigations le nom de réseau, *rete*, et la justesse de ce mot est frappante pour celui qui examine le tracé des canaux sur la grande carte du pays. Mais l'expérience n'a pas encore appris à notre peuple quel puissant moyen de défense il pourrait y trouver. Il lui aurait fallu, d'ailleurs, des chefs, de vrais chefs, et non de vieux chambellans en disgrâce; il lui aurait fallu et un plan arrêté d'avance, et du temps, et des hommes, et des forces, toutes choses qui ne s'improvisent pas. Depuis cinq nuits et cinq jours tout repos nous était inconnu. Plusieurs de mes amis n'étaient pas rentrés chez eux depuis le premier moment; nous étions presque hors d'état de nous tenir sur nos pieds. Ayant à accomplir une rude besogne, nous y étions allés de tout cœur.

La volonté générale cependant était qu'on suivit l'ennemi à la trace; mais quelques heures n'étaient pas de trop pour se reconnaître, s'armer le moins incomplètement possible, se donner des chefs, se pourvoir de munitions, de vivres et d'argent, se fixer une direction et un but bien précis. Pouvant difficilement nous rendre compte de notre situa-

tion, au milieu d'une foule de renseignements exagérés ou contradictoires qui nous arrivaient à chaque instant, nous fîmes arrêter pendant une heure le tocsin dans toute la ville, afin de bien déterminer de quel côté grondait le canon. On ne l'entendait que dans la direction de Marignan; il était évident que les paysans des environs de Lodi, spontanément et à notre insu, barraient à l'ennemi le passage du Lambro. En conséquence nous dirigeâmes, vers ce point, les volontaires de Milan et ceux de Côme, de Lecco et de la Suisse italienne, à mesure qu'ils nous arrivaient. Et comme l'ennemi dans sa retraite disait partout qu'il ne quittait Milan que pour se ravitailler, et que sous deux ou trois jours, il tomberait de nouveau sur nous avec les renforts fournis par les garnisons des villes voisines et le corps d'armée qu'il avait en Vénétie, nous étions dans la nécessité de tenir la masse de nos forces entre la ville et lui.

Cependant la ville était encombrée de gens accourus de tous les pays d'alentour, ceux-ci avec des armes, ceux-là pour nous en demander, d'autres pour revoir leurs amis, d'autres encore pour satisfaire une vive curiosité en examinant les traces que la guerre y avait laissées. Ces paysans restaient immobiles à la vue de ces voitures et de ces meubles amoncelés à travers les rues, de ces tuiles encore entassées sur le bord des toits, des murailles criblées de balles, des restes fumants de l'incendie et

du massacre, de ces femmes si élégantes qui de leurs mains avaient fait des barricades et chargé des armes, de cette population bourgeoise, naturellement moqueuse, accueillant, avec mille traits plaisants, ces montagnards étonnés de sa bravoure. La foule des oisifs allait d'un instant à l'autre changer une scène de guerre en une scène de carnaval. Toute cette affluence et tout ce pêle-mêle ajoutaient à la difficulté que nous éprouvions de donner aux volontaires des logements, des vivres, des armes: aussi dûmes-nous établir à une certaine distance de la ville une espèce de cordon, pour en refuser autant que possible l'approche aux individus sans armes. En outre nous invitâmes le gouvernement à envoyer aux magistrats des communes les ordres nécessaires pour qu'ils s'opposassent de toutes leurs forces au départ de tout ce qui ne serait pas armé. Nous l'invitâmes aussi à nommer de suite dans toutes les provinces des fonctionnaires capables d'utiliser l'ardeur des habitants; mais il ne fit rien de tout cela.

Comme il fallait se mettre à l'abri contre toute surprise, un corps de citoyens fut chargé de surveiller nuit et jour toute la circonférence des bastions et d'envoyer des patrouilles sur toutes les routes. Un corps formé de cent Bresciens se chargea d'aller plus loin en éclaireurs. Un troisième fut envoyé dans la direction de Melzo pour enlever des Croates qui marchaient dispersés, et de l'artillerie



enfoncée dans les rizières. Un corps d'ingénieurs eut ordre de fortifier les points les plus convenables de la banlieue, en évitant de gêner la circulation et de faire aux promenades publiques et aux propriétés des dommages superflus.

Dans la même journée du 23, nous invitâmes les citoyens à entrer ou dans la garde nationale consacrée à la défense de la ville, ou dans les colonnes mobiles destinées à poursuivre l'ennemi jusqu'aux Alpes. On ne pouvait tirer un meilleur parti de ces jeunes gens pleins de dévouement, mais sans la moindre expérience du métier des armes. En tenant l'ennemi sur cette frontière, on le forcerait à faire la guerre dans des pays stériles et à ses frais. Cette idée des Alpes, des frontières de l'Italie, de la nationalité italienne, exerçait un grand prestige sur les imaginations. C'est une idée qui finira par l'emporter sur toutes celles que la politique s'est efforcée de lui substituer, et qui ne sont ni aussi naturelles, ni aussi justes ni aussi grandes.

Tous les jeunes gens dont l'esprit était cultivé répondirent avec le plus noble empressement à l'invitation qui leur était faite de s'inscrire pour la guerre des Alpes. Ils aimaient mieux porter le simple fusil, que d'aller avec une épaulette d'officier au milieu des masses pour leur imprimer une direction intelligente. Cependant, l'expérience m'a persuadé que les bataillons académiques et les légions sacrées ne sont pas des institutions qu'on puisse recomman-

der; car elles forment des corps d'élite nécessairement très faibles sous le rapport du nombre, à côté de masses inertes. C'est absolument comme si l'on séparait dans le corps vivant le système nerveux du système musculaire; l'intelligence manque d'un point d'application; la force, de direction et d'élan.

Nous réunîmes aussi tous les chevaux pris à l'ennemi et tous ceux que nous remettaient les particuliers, afin de fonder sur-le-champ un régiment de cavalerie. M. Carnevali ouvrit un enrôlement spécial pour l'artillerie et le train, et se chargea de l'enseignement exigé dans ces deux armes. M. Montemerlo offrit également ses services pour l'instruction de l'infanterie, et fit sur-le-champ réimprimer à notre usage le règlement français. Il n'est pas de mesures auxquelles nous n'eussions recours pour avoir des armes: celles qui étaient tombées dans des mains impropres à les porter, furent rachetées, et le gouvernement fut sollicité par nous de supprimer immédiatement toutes les entraves que les Autrichiens avaient apportées à ce commerce. Déjà nous avions prié des Suisses, des Allemands, et d'autres étrangers établis chez nous, de se tenir prêts à se rendre le plus tôt possible dans leurs pays respectifs, pour y acheter le plus d'armes et le plus de munitions qu'ils pourraient. La fabrication de la poudre fut établie sur de plus vastes proportions; les objets d'armement et d'équipement, tombés dans les mains des particuliers, furent réintégrés dans les magasins publics.

Les Albertistes, dont l'unique souci avait été d'accaparer la faveur du peuple par de vaines démonstrations, n'avaient rien organisé; aussi dûmes-nous mettre à contribution le zèle de tous les jeunes gens que nous avoins sous la main: ils se rendirent dans les villages, pour les mettre en état de défense, y lever des hommes choisis, les armer aussi bien que possible, et placer à leur tête des chefs. Nous leur conférâmes aussi quelquefois la faculté de nommer eux-mêmes des commissaires dans les districts de leur voisinage, où nous ne connaissions personne, et où nous n'aurions pu faire que des choix hasardés.

Nos instructions, d'ailleurs, variaient suivant les localités qu'elles avaient en vue. En voici une qui est restée dans mes papiers. — « Faire imprimer
« une adresse où l'on recommandera aux volontai-
« res l'ordre et l'obéissance envers leur chef et ses
« lieutenant. — Inviter les volontaires à former une
« colonne mobile qui, dans la journée même, mar-
« chera sur Brescia; le reste du corps, restant en
« deçà de l'Adda, enverra des patrouilles dans le
« pays, sur sa droite et sur sa gauche. — Établir
« une ligne de postes qui s'étende de la route de
« Côme jusqu'au canal de Martesana, afin d'inter-
« dire le passage aux paysans qui ne seraient pas
« bien armés, ou qui refuseraient, soit de se réu-
« nir à la colonne, soit de reconnaître son com-
« mandant. — Accueillir, chemin faisant, tous les

« hommes disposés à se réunir à la colonne. — En-
 « gager toutes les personnes de bonne volonté à
 « fournir ou à trouver des moyens de transport
 « pour faciliter la marche de la colonne. »

Nos ordres recevaient à l'instant même leur exécution.

« Monza, 23 mars au soir.

« En vertu des ordres que j'ai reçus, j'ai réuni
 « ma petite colonne et me suis dirigé sur la route
 « postale, envoyant de petits détachements dans la
 « direction de Bergame, pour reconnaître l'ennemi.
 « Sur toute ma route ma colonne s'est accrue; je
 « marche sur Lecco, jetant sur la Briançe d'autres
 « petits détachements. Nous garderons la route mi-
 « litaire du Stelvio, et ferons miner quelques unes
 « des galeries; le pont de Lecco a déjà été miné.
 « Ma colonne, qui s'est distinguée à l'attaque de la
 « porte Comasina, ne reculera devant aucun dan-
 « ger ni devant aucune fatigue.

« Je loge ici à la Villa ex-Royale; demain je par-
 « tirai. Je crois devoir vous informer que la muni-
 « cipalité de Monza n'est pas bien organisée. J'at-
 « tends vos ordres à Lecco.

« F. TICCOZZI. »

Le même jour, nous pourvûmes à tout ce que réclamait la situation de Monza.

« Milan, 25 mars.

« M. l'avocat Scanzi se rendra sur-le-champ à
« Monza, afin de procéder à toutes les opérations
« propres à assurer la défense de cette ville.

« *Pour le Comité de la Guerre.*

« TERZAGHI. »

Les opérations se suivaient avec rapidité; mon protocole du 23 porte 172 numéros, et encore les ordres de ce jour n'y sont-ils pas tous insérés.

Voici les instructions que, dans cette même journée, la première de notre liberté, reçut de nous le frère de M. Cernuschi, l'un des sept commissaires que nous avons envoyés dans les différentes parties de la province de Crémone. — « Le commissaire pour Crémone formera des colonnes mobiles dans la masse des soldats qui ont abandonné le drapeau autrichien. Il placera à leur tête des chefs expérimentés, qu'il fera pourvoir de chevaux; il fera marcher ces colonnes dans la direction de l'ennemi, en veillant à ce qu'elles ne s'exposent pas inutilement. Il conservera soigneusement ses communications entre Créma, Crémone et Lodi, et dirigera en conséquence de nombreuses patrouilles dans le territoire intermédiaire. Il interceptera les routes, en élevant des barricades, particulièrement sur les points qui sont bordés de cours

« d'eau des deux côtés, de manière à constituer des
« espèces de redoutes fermées de toutes parts. Toute
« artillerie et toute cavalerie manquant, chaque corps
« marchera accompagné d'un certain nombre de
« chars avec des fascines, dont, à tout événement,
« on se servira comme d'un point d'appui. On ne
« perdra pas de vue que les forces ennemies sont
« toutes concentrées entre Crémone, Créma et Bre-
« scia, et que ce serait une énorme imprudence
« d'aller aventurer au milieu d'elles des corps irré-
« guliers, dont les mouvements entre eux ne se-
« raient pas bien reliés. Il tirera surtout parti des
« nombreux cours d'eau qui découpent la campa-
« gne. Il mettra Crémone en état de défense par
« les mêmes procédés qui ont si bien réussi à Milan.
« Il insistera fortement auprès des habitants pour
« qu'ils instituent un comité de guerre, composé
« de jeunes gens choisis parmi les plus influents et
« les plus zélés, avec l'assistance d'un homme qui
« ait l'expérience des affaires. Ce comité de guerre
« devra tenir le peuple en haleine au moyen de
« proclamations courtes et fréquentes; par l'inter-
« médiaire d'un commissaire, il se mettra en com-
« munication avec notre comité; il organisera la
« garde nationale et une colonne mobile. C'est avec
« M. Georges Clerici que les commandants des co-
« lonnes devront correspondre. Le commissaire pren-
« dra d'ailleurs toutes les autres mesures que né-
« cessiteront les circonstances. » — Nous envoyâmes

aussi immédiatement des commissaires dans la province de Mantoue pour propager l'insurrection sur les derrières de l'ennemi ; nous ignorions alors que Venise et toute la Vénétie eussent déjà pris les armes, et que Mantoue eût commencé à s'insurger. M. Torelli, envoyé le 24 en Valteline, avait pour instructions de s'emparer du passage du Stelvio, de lier des rapports d'amitié avec ces peuplades du Haut-Adige qui parlent l'allemand, de se relier par le passage de l'Aprica avec la Valcamonique, d'occuper le Mont-Tonale, par les passages duquel il donnerait la main au Tyrol italien. Nous envoyâmes directement M. Dal Lago comme commissaire dans ce dernier pays ; il n'y avait dans ce moment que deux cents soldats de ligne à Trente, ville où toutes les familles considérables tenaient pour la cause italienne. — Dans une lettre adressée au commandant de la garde nationale de Bologne, nous fîmes valoir les plus puissantes considérations pour le déterminer à passer le Pô et à se diriger sur les monts Euganéens et Bériques, où il lui serait très facile de se maintenir et de couper les routes de Vicence et de Padoue.

Après avoir mis en jeu tous les moyens dont nous disposions, pour seconder le mouvement spontané de l'insurrection, notre tâche n'était qu'à moitié remplie ; car, ne pas donner au pays les éléments d'une force régulière et permanente, c'était l'abandonner à la merci d'un enthousiasme passager et d'un allié

douteux. Le comité de guerre était une transition naturelle à la création d'un ministère de la guerre, auquel incomberait le soin d'organiser une armée. Nous nous attendions bien à voir les ministres et les généraux de notre royal allié traiter avec leur morgue proverbiale des chefs militaires proclamés sur les barricades. Aussi fimes-nous appeler auprès du comité les officiers vétérans du royaume d'Italie. Ces officiers, arrêtés par les désastres de 1814 au milieu de leur carrière, avaient déjà gagné sur les champs de bataille leurs grades de colonels et de généraux, quand les généraux actuels de Charles-Albert n'étaient encore que lieutenants ou gardes d'honneur. La déférence et les égards qu'ils étaient en droit d'exiger personnellement étaient une garantie pour nous, vis-à-vis de l'état-major du roi.

L'inconvénient qui pouvait balancer cet avantage était d'avoir à la tête de la nouvelle organisation des hommes imbus de tous les préjugés du pouvoir absolu et restés oisifs depuis bien des années. Nous cherchâmes à y remédier, en leur adjoignant des jeunes gens actifs, qui n'auraient pas été longtemps à s'approprier les fruits de leur expérience. Mais il répugnait beaucoup à notre ardente jeunesse d'aller s'emprisonner dans des bureaux, au lieu d'aller au-devant de l'ennemi. Et il n'était pas facile non plus de faire comprendre à nos vétérans le genre de concours que la patrie réclamait d'eux; ils voulaient que les formes compassées d'une époque de régu-

larité et d'ordre fussent appliquées, bon gré, mal gré à une époque où tout était à fonder. Leur pensée, tout d'abord, fut de constituer un ministère complet. A ce compte, pendant ces premiers jours, il y aurait eu plus d'hommes au ministère qu'à l'armée; car, en ce moment, nous en étions encore à former notre premier régiment. Je proposai tout simplement un secrétaria général avec les trois sections indiquées par la nature des choses: le personnel, le matériel et les comptes. L'administration eût reçu de l'extension, à mesure que les opérations en auraient pris elles-mêmes.

En confiant le choix des officiers à des hommes du royaume d'Italie, nous voulions éviter la déplorable distribution des grades qui aurait été dictée par l'esprit arriéré de l'état-major piémontais. Nos craintes n'étaient pas chimériques. Le jour même de l'arrivée de l'avant-garde piémontaise (26 mars), le gouvernement provisoire, sans notre avis, s'était engagé à prendre à son service des officiers piémontais en disponibilité. Or, quels étaient les officiers dont nous gratifiait le cabinet piémontais dès les premiers jours? Il nous donnait des hommes qu'il avait dégradés dans ses propres cadres, des hommes qui ne pouvaient inspirer de l'estime aux jeunes soldats. C'est ainsi qu'à côté de l'honorable colonel Sessa, que nous avons mis à la tête du premier régiment, on osa mettre pour lieutenant-colonel un Farcito de Vinea, qui avait été chassé



de l'armée piémontaise. La publication des pièces relatives à la destitution de cet officier, dans le journal *l'Italia del Popolo*, le força de quitter le régiment. Dans ce moment où le Piémont, après une longue paix, appelait sous les armes tous ses contingents, il était impossible qu'il y eût encore de bons officiers en disponibilité.

Malheureusement les rétrogrades ne se bornaient pas à livrer notre jeune armée à l'influence mal-faisante des courtisans de Charles-Albert; ils s'imaginaient avoir un intérêt à en retarder même la formation. Ils refusaient le service de trois mille soldats italiens qui avaient déserté les drapeaux de l'Autriche à Crémone. Quand il fallut armer et habiller notre premier régiment, ils firent naître mille difficultés de détail. Le premier jour qui suivit notre délivrance, les commissaires, que nous avions envoyés chercher des armes, avaient acheté à Lugano tous les fusils qui s'y trouvaient: il n'y en avait que quatre cents. Dans le but d'obtenir un rabais d'une demi-livre de Milan (huit sous de France) pour chaque pièce, le gouvernement différait de ratifier ce contrat. Le canon de Radetzky retentissait encore dans Milan; cent mille fusils nous étaient nécessaires, et l'on voulait que nous restassions à marchander pour une dizaine de napoléons! On chicanaît également sur la question de l'habillement. Nous avons rétabli pour les uniformes la couleur verte du royaume d'Italie; le gouvernement provisoire, poursuivant

toujours son projet de nous mettre à la discrétion de notre allié, voulait nous imposer furtivement l'uniforme des troupes du roi de Sardaigne. Il répugnait à nos rétrogrades de voir renaître sous ses vieilles couleurs cette armée italienne qu'ils avaient livrée à la Sainte-Alliance en 1814. Les raisons les plus futiles leur étaient bonnes pour légitimer cette proscription: ainsi, à les entendre, le drap vert était trop difficile à trouver; et le vert était la moins durable de toutes les couleurs. Un jour ils verront ces courtisans sans avenir, la couleur nationale flotter au soleil de la liberté, quand la croix blanche de Savoie ne sera plus qu'un souvenir historique!

Nous l'emportâmes sur la question de la couleur nationale: la jeunesse n'en voulut pas d'autre.

Le 23 mars, le gouvernement provisoire avait donné le commandement de notre armée future au général Théodore Lechi. Ce général se refusait à laisser entrer en campagne nos volontaires, se fondant sur le motif banal qu'il était contraire aux principes de la guerre d'opposer en rase campagne des troupes irrégulières à une armée organisée. D'accord; mais puisque nous n'avions à notre disposition que des troupes irrégulières, c'est comme s'il nous avait interdit de faire la guerre. Le général poussa l'application de son principe jusqu'à déchirer des ordres que nous avions donnés antérieurement à sa nomination. M'étant rendu chez lui pour lui demander des explications sur son pro-

« cédé, avant que je pusse dire un mot, il se précipita à mon cou pour m'embrasser ; et aussitôt tous ces vieux colonels et aides-de-camp, qui se trouvaient dans son salon, m'accablèrent à l'envi de caresses. Ne sachant presque plus comment ma plaindre : « Voulez-vous donc, mes amis, leur dis-je, » que ces pauvres volontaires, qui ont fait une marche de quatre jours pour se donner la satisfaction » de tirer un coup de fusil à un Autrichien, s'en » retournent comme ils sont venus ; et cela, parce » que vous êtes inflexibles sur une question de » stratégie ? Vous ne voulez pas qu'ils s'exposent en » rase campagne contre des troupes régulières. D'a- » bord, je doute fort qu'on puisse considérer com- » me des troupes régulières une armée en déroute » et sans canonniers ; je doute également qu'on puisse » considérer comme rase campagne un pays coupé » de canaux d'irrigation et de plantations, et cou- » vert en partie de marais (*les Mosi*) ; et puis où » prennent-ils l'ennemi, si ce n'est là où il se trou- » ve ? » — Je finis par amener ces vétérans à mon opinion. Aussi, le général envoya-t-il immédiatement à Manara et à Arcioni, qui étaient à Treviglio avec leurs colonnes frémissantes d'impatience, l'ordre de marcher à l'ennemi. Le 23, au matin, ils entrèrent à Créma, au moment où l'avant-garde de Radetzky quittait cette ville ; ils furent les premiers à franchir le Sério, l'Olio et le Chièse. Trois jours leur avaient suffi pour arriver à Salò, y surprendre dans la nuit

les Autrichiens occupés à souper et à lever une contribution. Montés sur les bateaux à vapeur du lac de Garda, ils débarquèrent à Desenzano ; ils allèrent tirer des coups de carabine aux canonniers de Peschiera. Peu de jours après, ils traversaient le lac, et, se jetant entre Peschiera et Vérone, ils enlevaient cinq cents barils de poudre, sous le canon de l'ennemi.

Le lac de Garda est la frontière de la Lombardie. Notre lot de terre était libre ! Honneur aux volontaires ! — Ils ont gardé cette frontière, luttant aussi bien contre l'ennemi que contre une nature sauvage et des privations cruelles ; — ils gardaient encore cette frontière quatre mois après, quand Charles-Albert s'était déjà enfui dans son royaume.

Avec un peu plus de sang-froid que nous n'en avions, une partie des difficultés que nous éprouvions à former une armée eussent été certainement aplanies ; mais il y en avait d'autres qui étaient la conséquence nécessaire d'un principe, et contre lesquelles, par cela même, nous serions venus nous briser. Je voyais que compter, pour le moment, d'avoir une armée, c'était se repaître d'une chimère. La faction avait acquis la douce conviction de pouvoir s'en passer ; il lui suffisait de livrer le pays à son royal patron Charles-Albert : ce serait à lui de le garder ainsi qu'il l'entendrait ; désormais c'était son affaire. Dans de semblables conditions, il nous était impossible de rester plus longtemps auprès du

ministère sans encourir une triste responsabilité. Nous voyions de grands malheurs dans un avenir qui n'était pas loin ; nous les annonçâmes à haute voix.

Il était facile de prévoir qu'en moins de quelques semaines tout allait être absorbé dans le système politique du Piémont. Déjà il s'agissait de confier le portefeuille de la guerre à un général piémontais : on le donna, en effet, d'abord au général Collegno, et ensuite au général Sobrero. Ainsi, il dépendait de Charles-Albert de nous donner une armée ou de nous en priver, suivant les vues mystérieuses auxquelles il obéissait. Le gouvernement, pressé d'en finir avec les mesures révolutionnaires et de tout faire rentrer dans l'ornière bureaucratique, m'avait requis de soumettre à son visa toute publication émanée du comité ; car nous annoncions chaque jour au peuple tous les faits de nature à l'intéresser. Ainsi le gouvernement issu de barricades, à son troisième jour d'existence, rejetait le principe de la publicité ! C'est que précisément il venait de recevoir l'assurance que Charles-Albert s'était, la veille même, décidé à franchir le Tessin. Ces ingrats n'avaient donc plus besoin de ménager le peuple qui les avait sauvés.

Le 31 mars, mes amis de l'ancien conseil de guerre des cinq jours et moi, nous déclarâmes, dans un manifeste, que nous avions terminé notre mission. — Ma vie politique avait commencé le

20 après douze jours de responsabilité, je regagnais ma retraite habituelle.

Une tâche me restait cependant à accomplir. Des relations que j'avais nouées avec des savants hongrois, m'avaient fait concevoir la possibilité d'amener la Hongrie à associer sa politique à la nôtre ; car les Autrichiens et les Croates étaient aussi bien nos ennemis que les siens. J'avais fait observer à M. Litta que nous avions quelques blessés magyars, et qu'une proposition émanée de nous, et tendant à les faire rendre à leur patrie, serait on ne peut plus convenable.

Sur son adhésion, je rédigeai une adresse à la nation hongroise ; mais le gouvernement ayant élevé des difficultés pour la signer, je persuadai à Litta de la signer, comme chargé du portefeuille de la guerre, vu qu'il s'agissait de statuer sur la position de prisonniers. Traduite en magyare, cette adresse eut l'honneur d'une réponse aussi satisfaisante que nous pouvions le désirer. Mais le gouvernement n'eut garde de suivre cette négociation, car il n'était autre chose que l'obséquieux mandataire des ministres piémontais ; et ceux-ci, placés à un autre point de vue que nous, affectaient d'ignorer jusqu'au premier mot des affaires qui étaient pour nous d'un si grand intérêt. Les militaires hongrois ont témoigné en mainte occasion un vif intérêt à nos blessés et à nos prisonniers ; mais nous n'avons pas su entretenir ces bienveillantes dispositions ;

et la diète, toujours sollicitée d'un seul côté, a fini par suivre, à notre égard, la direction qu'on lui avait imprimée de Vienne.

Des négociants et des manufacturiers de l'Autriche et de la Bohême, persuadés que leur pays avait réellement intérêt à garder notre pays à l'Autriche, se proposaient d'envoyer en Italie, à leurs frais, un corps de volontaires. Informé de ce dessein et voulant les en dissuader, je rédigeai une adresse, dans laquelle je fis surtout valoir des arguments tirés de leurs véritables intérêts commerciaux; cette adresse aussi ne partit que revêtue de la signature de M. Litta. Personne au sein du gouvernement n'était chargé du soin des affaires étrangères; personne réellement n'avait un portefeuille spécial, si ce n'est M. Litta; et encore le tenait-il de nous. Ces chambellans de la cour d'Autriche voulaient conserver le principe autrichien de la *collégialité*, c'est-à-dire de la plus étroite solidarité, qui n'est qu'un moyen pour chacun d'échapper à la responsabilité de ses actes; doctrine funeste qui a été pour beaucoup dans nos malheurs.

VII.

La politique de Charles-Albert.

Charles-Albert avait plus d'un motifs pour entrer en Italie. Il voulait d'abord continuer une des vieilles traditions de sa maison, qui était de descendre avec le cours des siècles et du Pô. En rejoignant le Mincio, il gagnait, dans les États de Milan, de Parme et de Modène, quatre millions d'habitants et doublait d'un seul coup ses domaines. Il voulait ensuite sauver en Italie les intérêts du parti rétrograde, que la chute de Louis-Philippe et de Metternich avait surpris dans l'enivrement d'une popularité factice. L'avènement si inattendu de la république en France ouvrait le chemin à une révolution profonde qui me-

naçait de remuer l'Europe entière. Le cabinet de Turin était naturellement appelé à continuer la mission qu'avait toujours accomplie le conseil aulique, de diriger et de couvrir de sa protection les idées d'un autre âge. La Lombardie, profitant de l'état de prostration et d'atonie où les excès de Metternich avaient réduit l'empire d'Autriche, allait maintenant briser un joug détesté ; rendue à son libre arbitre , elle pouvait se borner à goûter le bonheur attaché à l'indépendance ; mais rien ne l'empêchait non plus de se donner pleine carrière dans la voie de la liberté.

Or, toute institution en Italie a un fond républicain depuis trois mille ans ; les monarchies n'y ont jamais rien fait de glorieux. Rome, l'Étrurie, la grande Grèce, la ligue Lombarde, Venise, Gènes, Amalfi, Pise, Florence, tous les coins du pays ont eu leurs jours de gloire par la république. Tandis qu'en France le nom de république apporte encore aux oreilles un son presque étranger, il se reconte à chaque ligne de l'histoire italienne ; il se mêle aux souvenirs mêmes de l'aristocratie et du clergé ; il est dans les traditions des peuplades les plus arriérées ; on ne serait pas plus contrarié dans les montagnes de Bergame d'entendre proclamer la république, qu'en Vendée d'entendre crier : *Vive le roi*. L'aversion d'une partie de notre aristocratie pour la république est de nouvelle date ; elle nous est venue de l'étranger : elle est l'effet d'événements qui ne nous appartiennent pas. La république était donc pour l'u-

surpateur de Gènes un voisin plus dangereux que l'archiduc, son beau-frère. On a même dit que Charles-Albert avait déclaré, dans un manifeste adressé à tous les cabinets monarchiques, qu'il n'avait pas d'autre dessein, en occupant militairement la Lombardie, que d'empêcher qu'on n'y proclamât la république; car, de proche en proche, et par la force de l'imitation, elle aurait bientôt embrassé la Péninsule entière.

L'idée de la liberté nous attirait vers la France; il fallait donc intercepter ce courant électrique, qui unissait la Gaule transalpine à la cisalpine; telle est la mission traditionnelle et héréditaire de la maison de Savoie. Il fallait devancer la France en Lombardie, tirer parti de cet esprit d'indifférence et d'isolement que le juste-milieu avait implanté sur le sol français, de cette éclipse du grand peuple, de cette sorte d'interrègne qui, d'un instant à l'autre, pouvait bien cesser.

Charles-Albert n'avait pas encore eu le simple bon sens de reconnaître officiellement l'existence de la nouvelle république. Au fond, cette principauté savoyarde n'est qu'un lambeau détaché de la vieille monarchie française; c'est donc entre elle et la république une haine de famille. Il serait moins humiliant pour elle d'être vaincue par l'Autriche, que d'être sauvée par la république. Périr plutôt que d'en accepter le moindre secours: *far da sè!*

Cette persistance à s'opposer à ce que la Répu-

blique française s'immiscât dans nos affaires était une raison pour qu'elle eût à s'en occuper, et une preuve qu'elle y avait un intérêt direct. Toute générosité et toute sympathie à part, la France devait empêcher que les ressources de l'Italie ne vinssent tomber dans les mains de ses ennemis. La France consacre près de deux millions par jour à l'entretien de son armée et de sa marine : c'est qu'elle se connaît des ennemis puissants. Eh bien, ces ennemis sont les nôtres. Nous sommes à l'avant-garde du peuple français.

Charles-Albert ne pouvait se présenter en Lombardie comme conquérant ; il devait se constituer le représentant et le défenseur de la nationalité. Ainsi c'était une nécessité pour lui de mêler ensemble, par une sorte d'éclectisme, les principes les plus avancés et les principes les plus surannés ; la liberté avec le pouvoir absolu ; la croix de la féodalité et le drapeau tricolore de la nation ; d'organiser le parti oligarchique, en lui formant à Turin un noyau qui n'aurait pas pu se former à Milan ; et de s'emparer en même temps de l'esprit de la jeunesse, de flatter sa passion de gloire nationale, de la bien pénétrer de cette pensée orgueilleuse que l'Italie n'a besoin de qui que ce soit pour reprendre son rang parmi les nations : en un mot, d'éloigner de son esprit jusqu'à l'idée de l'alliance avec une république. Enfin, il devait, à l'exemple de Louis-Philippe, accaparer les hommes populaires : ou bien, à l'exemple des jésuites, s'efforcer de les compromettre dans l'opi-

nion, en attendant l'occasion d'appesantir sur eux sa puissance.

Cette ligne de conduite était poursuivie depuis longtemps. Charles-Albert avait décoré tous les écrivains et tous les artistes; il se faisait dédier tous les ouvrages qui se publiaient dans ses États; il s'était efforcé de ramener à lui l'émigration italienne de toutes les couleurs et de tous les pays, et il l'avait enrégimentée de manière qu'elle pût agir avec ensemble à Paris, à Milan, à Florence, à Rome. Au moyen de cette tactique il était parvenu à faire oublier son passé à ces hommes faibles et irréparablement crédules, et à se flatter d'avoir réhabilité son nom; il pouvait dès lors recommencer sa triste carrière de 1821.

L'agitation était à son comble dans le Piémont. Gènes était sur le point de lever l'étendard de la révolte; elle avait en effet profondément ressenti le contre-coup de la révolution de Palerme, et se trouvait par rapport à Turin exactement dans la même situation que la première de ces villes par rapport à Naples. La centralisation bureaucratique répugne essentiellement à la nature municipale et fédérale de l'Italie.

Charles-Albert, afin de se rendre possible à Milan, avait été obligé de donner chez lui une constitution. C'était bien une insigne maladresse que de s'être laissé devancer par le roi de Naples dans la voie des innovations, comme s'il n'avait cédé qu'à

l'action d'une rivalité. La conquête de la Lombardie était en même temps la compensation que le roi ménageait à l'aristocratie piémontaise, pour les atteintes que le régime constitutionnel allait porter à ses vieux privilèges. Le passage du Tessin était donc devenu inévitable.

Pourtan le roi temporisateur, maîtrisé par son caractère, hésitait toujours. Il savait que dans ce moment la mitraille portait la destruction et la mort dans Milan; et il se contentait de nous envoyer demander si nous voulions bien lui donner la permission officielle de contribuer à nous sauver de la fureur des barbares. Au même moment il faisait refuser des armes aux volontaires génois, et il faisait désarmer sur le lac Majeur des Milanais, qui se précipitaient vers leur pays natal, les armes à la main, pour aller sauver leurs familles!

Le bruit du canon, depuis cinq mortels jours, tenait la population du Piémont dans les plus douloureuses angoisses; lorsque la nouvelle de notre prodigieuse délivrance vint produire sur elle une secousse électrique. Aussi le roi, effrayé de cette explosion du sentiment populaire, et convaincu de l'impossibilité d'un plus long ajournement, signa-t-il, le 23 mars au soir, son manifeste de guerre. J'avais raison de crier, le lendemain, en présence du gouvernement provisoire: Vive le Piémont et honte à Charles-Albert!

Il n'avait certainement pas un seul instant à per-

dre. Nous avons appelé en Lombardie tous les peuples et les princes de l'Italie. Ils se seraient rencontrés sur le même terrain avec lui; et alors la question de notre avenir n'eût pas été livrée à sa merci: déferée à un congrès national, peut-être même européen, elle eût soulevé des discussions solennelles et approfondies, à la suite desquelles le peuple l'eût librement décidée par son vote. Tous les princes étaient intéressés à soutenir la cause de notre liberté pour limiter l'ambition d'un allié. Il lui était donc nécessaire de marcher vers le Mincio, et d'y arriver le premier.

Pouvait-il dépasser le Mincio?

L'ambition ressemble à l'avarice; la crainte seule peut arrêter ces deux passions dans leur essor indéfini. Charles-Albert convoitait toute la Haute-Italie; ses conseillers le poussaient même à s'étendre sur le reste de la Péninsule. M. Gioberti, dans un langage emprunté aux sophistes de l'époque macédonienne, avait fort à propos trouvé cette sentence doctrinaire que l'*union* devait nous conduire à l'*unité*. Elle signifiait, dans la pensée de son auteur, que la conquête de la Lombardie était le premier pas à la conquête de toute l'Italie. Ces agents diplomatiques, ces commis-voyageurs, ces Albertistes toujours trahis et toujours aveuglément confiants, se répandaient comme des locustes sur toute la Péninsule. Ils cherchaient querelle à la Toscane pour de pauvres hameaux perdus au milieu des châtai-

gniers des Apennins; ils ameutaient le peuple de Livourne et de Florence; ils nouaient des intrigues pour escamoter Bologne au pape. Ces nouveaux Guelfes de M. Balbo allaient bientôt être excommuniés comme de vieux Gibelins! Ils se sont fait adjudger la Sicile, reniant par là cette unité italienne que, dans une lointaine perspective, ils avaient fait briller à nos yeux. L'unité admettait-elle donc deux monarchies?

Il fallait d'ailleurs que cette maison de Savoie fût bien enivrée des ses victoires et de ses conquêtes futures, pour supposer qu'à son appel tant de peuples et de princes accourraient à l'envi combattre pour sa grandeur, et se ranger humblement sous sa suprématie; pour arriver à ce résultat, l'avis favorable des flatteurs ou des sophistes qui se pressaient autour d'elle ne suffisait pas: il lui fallait encore celui de l'Europe entière. A peine pouvait-on espérer de se faire pardonner la conquête de la Lombardie. Il est vrai de dire que ce pays forme dans la carte de la monarchie autrichienne une prolongation isolée par trois côtés, impossible à défendre et difficile à occuper. La diplomatie pouvait à la longue se persuader qu'on pouvait bien ôter à cet empire un appendice tout à fait irrationnel; mais les puissances ne pouvaient pas permettre qu'on dépassât le Mincio; car le Tyrol appartient à la Confédération Germanique, et l'on prétendait que l'Angleterre ne verrait pas volontiers une nouvelle puis-

sance maritime naître de la réunion de Gènes et de Venise.

Si la liberté italienne avait contre elles les puissances du Nord, au moins les sympathies de la France et de la Suisse lui étaient-elles acquises. On n'en peut dire autant de la monarchie sarde. Déjà la Suisse voyait avec peine cette fusion de notre pays et du Piémont, qui mettait toute sa frontière méridionale de Genève au Stelvio à la merci d'un seul cabinet hostile à la liberté et intolérant en religion, et dont les prétentions grandiraient à mesure qu'il acquerrait de la force. Des Suisse avaient déjà cru devoir protester à Milan contre l'occupation militaire de la Lombardie.

La république française savait parfaitement de son côté qu'il serait superflu de jamais compter sur le bon vouloir de Charles-Albert. Ennemi, chez lui, des idées libérales, il devait par cela même être l'ennemi le plus décidé de la nation qui en était le foyer. Ni la Prusse, ni l'Autriche, ni la Russie n'avaient à redouter autant que lui qu'une agression de la France n'amenât le renversement total de l'état. — Ainsi donc, il aurait eu contre lui, aussi bien la ligue des rois, que l'opinion des peuples libres.

Charles-Albert était dans une position bien fautive, et obligé d'adopter une politique pleine de contradictions. — S'il ne considérait que l'Italie, il devait embrasser le principe de la nationalité, et marcher en avant, pour ne plus s'arrêter que sur la crête

des Alpes. — S'il considérait l'Europe, il lui fallait beaucoup de modération pour se faire pardonner l'envahissement même de la Lombardie; il devait donc renoncer aux Alpes, ne toucher ni au Tyrol, ni à la Vénétie; c'était aux convenances de la politique, et non point aux principes de la guerre, à lui dicter son plan de campagne. Il n'était point dans la position d'un général qui n'eût qu'à vaincre l'ennemi; il était roi.

Ainsi, non seulement il devait arrêter tout le mouvement insurrectionnel aux gorges du Stelvio et du Tonale, mais encore souffrir que la ligne ennemie s'avancât jusq'en-deçà du lac de Garda, et menaçât sa gauche et ses derrières; car, d'après le droit public imposé à l'Europe par le congrès de Vienne, cet être irrationnel et difforme qu'on appelle Confédération Germanique, s'étend jusqu'au bord de ce beau lac italien, planté d'oliviers et de citronniers, et consacré par la poésie de Catulle. Il ne pouvait donc répondre aux avances des belliqueuses populations du Tyrol. Aussi, comme nos volontaires étaient fermement résolus à pénétrer dans ce pays, et à revendiquer, à la pointe de leurs baïonnettes, les limites tracées par la nature et la raison, il devait leur donner pour chefs des affidés chargés de désorganiser un mouvement qu'il ne pouvait arrêter de front.

Il s'était créé d'autres difficultés par les fausses espérances que le voisinage de son armée avait fait

concevoir dans les villes de la Vénétie. Fidèle à la politique traditionnelle de ses ancêtres, il devait remplir à la fois trois rôles bien différents. — Comme champion de la nationalité et de l'indépendance de l'Italie, il devait assurer franchement et à tout prix le salut de ces villes, sans leur dicter des conditions d'aucune espèce ; il devait refuser de signer tout traité de paix, qui laisserait à l'Autriche la frontière du Mincio. — En sa qualité de roi et de membre de la sainte-alliance, il devait exiger, comme condition du secours qu'il apportait à la Lombardie, le sacrifice de l'idée républicaine, forcer les villes vénitiennes à se détacher de Venise, et Venise elle-même à oublier tout son passé. — Comme conquérant de la Lombardie, et vivement désireux de faire sanctionner sa conquête par tous les cabinets de l'Europe, il devait abandonner la Vénétie, traiter de la paix sur le Mincio dans l'intérêt de son égoïsme, donner mission à ses généraux de semer des éléments de désorganisation parmi les troupes venues de la Romagne et de Naples ; car, avant de signer la paix sur le Mincio, il fallait que ses alliés eussent cessé de se battre au-delà de cette rivière. Son plan de campagne était donc de ne pas s'éloigner de ce fleuve, toujours *en affectant* de vouloir marcher jusqu'aux Alpes. Il devait courir toutes les chances d'une défaite, sans chercher sérieusement à obtenir tous les succès. Cette politique incohérente et tortueuse a toujours été particulière aux princes de la maison

de Savoie. Il n'est pas étonnant que, marchant toujours sans principes décidés, et au milieu de contradictions, ils aient mis dix siècles à se donner quatre étapes de territoire. Si Charles-Albert s'était fait tout simplement le champion et le martyr de la nationalité italienne, sans s'occuper en rien de son ambition princière, il aurait-marché tout droit aux Alpes; et la victoire aurait mis notre destinée dans ses mains.

Le roi aurait dû accepter le conseil que nous lui avions fait parvenir du milieu des barricades. Victorieux, il était le maître de l'Italie par la reconnaissance et l'admiration des peuples; vaincu, il échappait au ridicule qui s'attache à tout homme dont l'ambition n'est pas légitimée par le succès. Mais à peine avait-il franchi la frontière, à peine ses éclaireurs avaient-ils pu rejoindre nos volontaires sur le Mincio, que déjà il mendiait déloyalement la récompense anticipée de ses travaux, faisant bien entendre que tant que cette question resterait en suspens, il n'entreprendrait rien de décisif. Dans sa vanité toute royale, il ne doutait point que la victoire n'attendit son bon plaisir.

En même temps, ses agents manœuvraient au grand jour à Plaisance, pour lui faire décerner la souveraineté de ce duché à la place des Bourbons, comme si ce n'était pas un autre Bourbon qui régnât sur Naples. Ce roi, cédant au vœu général, et bien malgré lui, avait envoyé aussi une armée au

secours de la Lombardie, toujours disposé, sur le moindre prétexte, à se détacher d'une cause qu'au fond de son cœur il détestait. Je me souviens d'avoir déclaré, depuis lors, à des Albertistes ardents, que les intrigues de Plaisance avaient déjà dissous la fédération des princes italiens, et que Charles-Albert en serait réduit à soutenir seul le poids de la guerre avec des moyens bien insuffisants. « Comment pouvez-vous croire, leur disais-je, que le roi de Naples ira servir à présent les intérêts du Piémont? Est-ce vous qui lui conseilleriez d'envoyer ses troupes au secours d'un prince qui dépouille les membres de la famille dont il est le chef. Le roi de Naples n'a pas la réputation d'être un homme facile et raisonnable; mais le serait-il, autant qu'il l'est peu, jamais il ne pourra donner la main aux ennemis de sa famille. » En obligeant Ferdinand à rompre cette alliance et à rappeler ses troupes, on le mettait forcément aux prises avec les hommes qui l'avaient contraint à la guerre. Entre la fédération italienne et une sanglante réaction, il n'y avait point de terme moyen possible. Après cela, rien de superflu comme d'examiner si, dans le massacre de Naples, c'est de la main d'un patriote exalté ou d'un agent provocateur qu'est parti le premier coup de feu. L'ambition de Charles-Albert avait rendu ce malheur inévitable.

Il aurait été bien plus honorable pour Charles-Albert et bien plus politique d'opérer entre le roi

Ferdinand et ses sujets de Sicile un rapprochement dont le résultat eût été de mettre à la disposition de la cause nationale toutes les forces de terre et de mer d'un État de huit à neuf millions d'hommes. Mais il a préféré envenimer toutes les haines et allumer toutes les mauvaises passions, afin de porter sa famille sur le trône de Sicile. Aussi la responsabilité de toutes les horreurs dont la malheureuse Messine n'a cessé d'être le théâtre pèse-t-elle d'un poids presque égal sur la conscience du roi de Piémont et sur celle du roi de Naples. Et, d'ailleurs, l'établissement d'une nouvelle dynastie en Sicile était une dérogation formelle au principe de cette unité italienne, dont on se montrait l'ardent champion, quand il s'agissait de se faire adjuger Plaisance et Milan. La vérité est qu'on ne suivait aucun principe, et qu'on n'en avait pas.

Puisque, par la politique déloyale de Charles-Albert, tout espoir d'une fédération de princes s'est dissipé pour toujours, il faut maintenant en venir à reconstituer l'Italie par une fédération de peuples. C'est dans cette voie de salut que nous a providentiellement poussés cette politique active et aussi fausse qu'opiniâtre

Rien de plus équivoque que la position qu'on allait faire aux membres du gouvernement provisoire de Milan par ce qu'on a appelé la *fusion* avec le Piémont, c'est-à-dire le sacrifice complet de l'idée municipale et fédérale. S'applaudissant de leur habi-

lité, ces hommes confiants croyaient déjà fixer à Milan la nouvelle résidence de la maison de Savoie; ils ne prévoyaient pas toutes les difficultés que ce dessein allait leur susciter.

Si la cour se décidait tout à coup à se transporter à Milan, elle emmènerait avec elle les familles qui la forment et celles qui en tirent leur existence; mais, dès lors, la voilà retombée au niveau d'une existence provinciale, cette ville de Turin, artificiellement agrandie par la force d'attraction d'une cour qui, dans un pays de despotisme, est tout et fait tout.

Or le roi voudrait-il causer un tel préjudice à sa capitale et la sacrifier à Milan? Méconnaîtrait-il ses intérêts de roi, au point d'abandonner ce roc de la féodalité et de la royauté, pour s'établir sur un sable mouvant? Quitterait-il un peuple façonné par des traditions séculaires, pour un peuple sceptique et raisonneur qui a essayé de tout, et qui n'a besoin que d'un peu de temps pour développer chez lui une démocratie puissante et indomptable? Ne serait-ce pas là imiter Napoléon sacrifiant la femme dévouée à la princesse insouciant et infidèle? Jamais Charles-Albert n'aurait voulu déraciner de Turin l'arbre de la vieille monarchie pour faire un mât de cocagne à Milan.

Cela posé, si Turin restait capitale, c'était donc à Milan de se rapetisser aux humbles proportions d'une ville de province; ce qui était retomber dans

une autre difficulté non moins sérieuse. Qu'on suppose un instant que Bruxelles, devenue ville française, voulût se substituer à Paris, comme capitale; ce serait bien absurde, Paris n'eût-il même que le quart de sa population actuelle. Eh bien, Turin a tout aussi peu de chances de primer en Italie sur Milan.

Il y a des villes dont la prospérité a été passagère et qui, une fois tombées, ne se sont plus relevées. Il y en a d'autres qui, après avoir traversé des époques de décadence, ont toujours repris un mouvement ascendant; c'est que leur grandeur tenait à des circonstances naturelles. Milan est une de ces villes. Elle était déjà le chef-lieu de la Haute-Italie, à l'époque gauloise: *Mediolanum Gallorum caput*. Plus tard, elle devint le centre de la civilisation romaine; Virgile allait y faire ses études: *œmula Romæ*. Dans les temps barbares, l'église ambrosienne est la seule qui ait eu la force de lutter avec Rome; longtemps elle conserva le mariage des prêtres; jusqu'à ce jour, elle a pu maintenir un monument d'indépendance dans son rite oriental. A la renaissance, le peuple de Milan, le premier en Europe, se forma en infanterie de ligne contre la cavalerie féodale; il soumit la féodalité à une loi écrite, *Libri feudorum*, défit l'empereur en bataille rangée, rasa les châteaux, et resserra la féodalité dans une étroite lisière de pays, le long des montagnes du Frioul, du Tyrol, du Piémont, du Montferrat et des Apennins. A l'époque

où l'Italie subit les dictatures gibelines, le seigneur de Milan fut bien près d'être roi d'Italie. Sous Napoléon, Milan se trouva la seule ville qui pût être la capitale de son nouveau royaume. Sous la domination autrichienne, enfin, elle fut le foyer de la nouvelle littérature et de la pensée nationale et progressive. L'intérêt qu'a naturellement une cité à ne pas tomber à l'état d'une ville de province, les habitudes d'indépendance que contractent les familles, même les plus aristocratiques, lorsqu'elles vivent loin de la cour, l'esprit démocratique du siècle, l'influence de la république française, tout enfin aurait concouru à faire de Milan une ville d'opposition.

Plus le *regno fortissimo* faisait de progrès en Italie, plus la position de Milan devenait centrale, et, au contraire, celle de Turin excentrique. C'est dans la première de ces villes que les routes se croisent par une combinaison topographique que la politique ne saurait changer; c'est là que la navigation de l'Adriatique et du Pô se rattache à celle des lacs; que les chemins de fer peuvent se diriger, d'un côté, vers l'Adriatique, et de l'autre vers la Méditerranée et le Rhin, conduire aux passages des Apennins et à ceux des Alpes: c'est là que la masse des intérêts commerciaux serait venue se grouper autour de ce centre d'opposition, et menacer la cour et la bureaucratie. Charles-Albert aurait eu trop à faire pour réduire Milan au rôle de Versailles. Un

système de surveillance et d'occupation militaire n'aurait pu maîtriser une pareille position, à moins d'y supprimer toutes les sources de prospérité et de force. Bref, il aurait fallu soumettre Milan à un système d'oppression, exécuter l'arrêt porté jadis contre elle par l'empereur François, arrêt qui la condamnait à une décadence artificielle pour la soumettre à Vienne: *Milano deve decadere*.

Quelle aurait été l'issue de cette lutte? C'est là un de ces problèmes dont la solution se fait quelquefois attendre pendant des siècles. Mais une des solutions les plus simples et les plus naturelles, c'est que les provinces nouvellement acquises, se groupant autour de Milan, se seraient soulevées contre la capitale et la cour. Avec les soldats du roi, on aurait expulsé ces familles imprévoyantes et téméraires qui auraient fait de l'occupation militaire un appui à leur ambition impuissante! Voilà la destinée que ces familles allaient se préparer!

C'est là un pressentiment dont, à Turin, on avait peine à se défendre. Quand la réunion de la Lombardie au Piémont fut proclamée, Turin manifesta du mécontentement et de l'inquiétude; on se voyait déjà sur le bord d'un gouffre d'absorption, dont le centre était Milan. Quant à cette dernière ville, elle était d'abord on ne peut mieux disposée à tout oublier et à tout sacrifier pour la grande cause de l'indépendance nationale; puis, sans doute, elle avait la conscience de sa force: dépendre de Turin, lui

servir de succursale, était un événement qui ne se présentait à l'esprit de personne. Je sais que Charles-Albert, qui, à l'armée, ne s'occupait réellement que de politique, était amené bien souvent à dire que *Milan lui donnait beaucoup à penser*.

Si, comme nous l'avons vu, Charles-Albert, en sa qualité de roi, était porté à se débarrasser des volontaires qui auraient propagé dans son armée des idées de liberté, comme conquérant, il avait la même antipathie pour notre armée régulière. Ce n'était pas assez d'y avoir, dès le premier jour, introduit des officiers incapables d'imposer le respect et de faire observer la discipline, il voulut encore que tout ce qui tenait à l'organisation de cette armée passât par ses mains; et c'est dans ce but qu'il fit donner le portefeuille de la guerre à des généraux piémontais. Un des premiers objets de cette politique artificieuse fut d'éloigner des nouveaux régiments les jeunes gens les plus capables, et de refouler dans des bataillons séparés tous les étudiants des universités, des lycées, des séminaires, la garde nationale mobile, et les instructeurs eux-mêmes qui avaient été organisés en un bataillon, précisément pour former des officiers. La faveur la plus scandaleuse disposa exclusivement des places des nouveaux cadres. On vit des hommes qui n'avaient jamais manié une arme et des employés du ministère, dont le seul mérite était de s'être compromis dans les démonstrations, nommés aux grades les plus élevés.

Pour atteindre plus sûrement à son but, Charles-Albert avait, dès le premier jour, mis la main sur l'argent qui aurait dû servir à organiser sans délai notre armée, c'était en vertu de la convention qu'il avait passée, le 26 mars, avec le gouvernement provisoire.

La conduite de ce gouvernement provisoire exige que nous nous y arrêtions un instant. Il est évident que tout ce que nous allons en dire n'est que la suite de la politique du roi; il est son plus facile instrument.

environ pour ces mêmes quatre mois, il ne nous
serait resté que dix millions pour faire face aux dé-
penses et aux charges publiques dans ce même es-
pace de temps. Il fallait donc, d'ailleurs, s'attendre
à un déficit considérable dans les revenus de l'Etat.

III.

on pleine révolution, ce n'est pas l'économie d'argent
plus que l'argent dévoué aux entreprises nationales
et tenu fermes est entré du côté de la
Lombardie avec la Vénétie et l'Autriche. En en-
pendant sur ces mêmes dix millions, il aurait fallu
se prendre trois pour payer quatre mois d'intérêts

Le Gouvernement provisoire.

de la dette publique. Le gouvernement a donc placé dans l'im-
possibilité absolue de servir ces mêmes intérêts;
mais le système pour de son existence (un pays)
le libère. Il est parvenu à M. Casati, avec cette

Par un article de cette même convention qui
confiait l'organisation de notre armée à des officiers
en disponibilité, le gouvernement provisoire avait
pris l'engagement de fournir à l'armée piémontaise
les moyens de subsistance. Cet engagement nous a
coûté, en moins de quatre mois, plus de 13 mil-
lions de livres. Or le revenu ordinaire de la Lom-
bardie étant de 77 millions (1) ou de 25 millions

(1) Sept livres équivalent à six francs de France. Le revenu
de la Lombardie serait donc d'environ 66 millions de francs;
celui de tout le royaume lombardo-vénitien de 120 millions.
La surface de la Lombardie est à peu près un 26° de celle de
la France, et la moitié en est couverte de hautes montagnes.

environ pour ces mêmes quatre mois, il ne nous serait resté que dix millions pour faire face aux dépenses et aux charges publiques dans ce même espace de temps. Il fallait bien, d'ailleurs, s'attendre à un déficit considérable dans les revenus de l'État, en pleine révolution comme nous l'étions; d'autant plus que l'ennemi dévastait les environs de Mantoue et tenait fermé cet entrepôt du commerce de la Lombardie avec la Vénétie et l'Adriatique. Et cependant, sur ces mêmes dix millions, il aurait fallu en prendre trois pour payer quatre mois d'intérêts de la dette publique!

Le gouvernement s'était donc placé dans l'impossibilité absolue de servir ces mêmes intérêts; aussi le septième jour de son existence (28 mars) se déclara-t-il en banqueroute. M. Casati, avec cette phraséologie jésuitique que nos lecteurs lui connaissent déjà, se borna à dire: « Qu'un décret spécial indiquerait le jour où le bureau de la dette publique *reprendrait* le cours de ses opérations. »

Il n'y avait rien de plus ruineux: le gouvernement autrichien, afin de soutenir son crédit chancelant, avait imposé ce genre de placement aux institutions charitables, aux mineurs, à tous ceux qui avaient à donner des garanties ou à faire des dépôts. Du reste, il ne s'agissait pas d'une valeur de bourse, créée par un emprunt à des conditions usuraires. Le revenu du *Monte* représentait, en général, des indemnités et d'autres droits réels, re-

connus jadis par Napoléon, et assurés par le traité de Vienne sur le royaume lombardo-vénitien, dans l'acte même de sa fondation.

Peu importait à Charles-Albert que, le service des intérêts suspendu, beaucoup de familles se vissent tout à coup privées de tout moyen d'existence, et que les établissements charitables en fussent réduits à laisser leurs pauvres clients dans le dénûment le plus cruel et le plus imprévu. Mais au moins aurait-il dû essentiellement tenir à ne pas ébranler un crédit sans lequel le gouvernement provisoire et le pays étaient hors d'état de contracter un emprunt. Car, sans un emprunt considérable, il ne fallait pas songer à organiser une armée. Évidemment Charles-Albert, s'attachant à épuiser nos caisses et à ruiner notre crédit, ne voulait pas que nous eussions de sitôt une armée. Telle était, en résumé, la fausse et astucieuse politique de ce prince. Au milieu des besoins de toute sorte qui le pressaient, sans armée, ni matériel, ni argent, ni moyens extraordinaires de s'en procurer en quantité suffisante, le gouvernement provisoire semblait prendre à tâche d'aggraver sa situation, en abolissant la taxe personnelle, la loterie, les droits sur la navigation des canaux et une partie des droits sur les vins du Piémont et sur le papier timbré. Il aurait bien suffi de promettre au peuple ces dégrèvements pour le moment de la paix. Que voulaient donc les hommes du gouvernement provisoire? Ca-

pter pour le moment, nous le croyons, la faveur du peuple, l'attirer à eux et le détacher des véritables amis du pays. Nous ne tardâmes pas à nous apercevoir qu'ils voulaient nous envelopper dans un réseau de difficultés inextricables pour nous forcer à nous donner au roi. Le préambule du décret du 12 mai, qui invita le peuple à voter pour une soumission immédiate à Charles-Albert, s'attachait à mettre dans tout son jour la nécessité de cette résolution, en offrant le tableau détaillé de tous les embarras financiers, où le gouvernement provisoire nous avait jetés lui-même, en signant la convention du 26 mars, en arrêtant le paiement des intérêts, et en abolissant une si grande partie des impôts.

L'opinion publique tout entière voulait que le gouvernement négociât un emprunt, sans lequel, en effet, il ne pouvait marcher plus longtemps. Pour rendre cet emprunt impossible, on y mit pour condition qu'il devait être sans intérêt. On écartait donc tous les hommes d'affaires, aussi bien ceux du pays que ceux de l'étranger; on transformait l'emprunt en une aumône à la patrie. Au reste, les habitants en général répondirent à cet appel; on vit la jeune fille offrir ses boucles d'oreilles, la vieille femme son bénitier d'argent; tous voulurent concourir à l'offrande commune. C'était une chose aussi attendrissante que douloureuse de voir un gouvernement se jouer d'une manière si indigne de tout un peuple si plein de loyauté et si bien disposé à tous les

sacrifices. Quelques millions entrèrent ainsi dans les caisses de l'État.

Au moyen de ces taxes volontaires, l'aristocratie échappait aux taxes proportionnelles; des familles dont le revenu était de trois cent mille francs, et qu'on aurait pu imposer à cent mille francs sans les gêner dans leurs habitudes de luxe, en étaient quittes pour donner une couple de chevaux ou un canon; et ce peuple, plein de bonhomie, admirait leur générosité.

Comme, en définitive, on ne peut se passer d'impôts, le gouvernement fut bien obligé plus tard de remplacer ceux qu'il avait abolis. Il accrut les taxes sur l'industrie et le commerce, et sur l'exercice de la médecine, de la jurisprudence et des autres professions savantes; il établit un impôt sur les dettes hypothécaires, impôt le plus irrationnel de tous; car il exposait tous les secrets des familles et bouleversait les contrats par l'altération qu'il introduisait dans le taux de l'intérêt. On se montrait, au contraire, extrêmement facile pour la propriété foncière, en n'élevant l'impôt ordinaire que d'un huitième environ, et en grevant les héritages d'un droit proportionnel assez bizarre; car il se trouvait qu'un petit héritage de vingt-quatre mille livres payait pour papier timbré *un par mille*, tandis qu'une fortune de cinq cent mille francs ne payait qu'*un* pour *dix mille*. La caste n'avait d'autre souci que celui de ses intérêts; elle voulait acquérir en Lombardie

l'importance que l'aristocratie piémontaise a su se donner chez elle ; et nous devons nous résigner à faire pour elle ce pas rétrograde !

Un décret du 23 mars abolit les *délégations* provinciales, en les concentrant dans les *congrégations*. C'est comme si, en France, on remplaçait les préfets par les conseils de département. Cela n'exige guère d'explication. Il n'est pas hors de propos de remarquer que le gouvernement autrichien avait fait entrer aussi bien dans ces congrégations que dans ces délégations, les hommes sur lesquels il pouvait compter ; on n'adoptait donc pas ce changement pour se défaire des partisans du vieux gouvernement.

Le même jour, on foula aux pieds le principe de l'indépendance des tribunaux en les déclarant dissous en masse, pour être reconstitués au gré de M. Guicciardi et des autres affidés de la faction autrichienne.

On autorisa les congrégations et les nouveaux présidents à destituer, sans autre forme de procès, tous les employés qui leur *paraîtraient* ne pas remplir les conditions nécessaires pour être confirmés (*non confermabili*). On aurait dit que c'était un parti pris de faire regretter le régime autrichien, qui ne voulant, il est vrai, que donner un peu de valeur à des emplois excessivement mal rétribués, avait rendu très rares et presque sans exemple les destitutions.

On proposa de former dans le sein de la garde

nationale une *garde de sûreté publique*, composée de citoyens d'une *grande probité et de principes bien connus* ! Le chef de la nouvelle police (président de la sûreté publique) devait en être le colonel, et ses employés en devaient composer l'état-major ; les gardes de sûreté devaient commander, comme officiers, la garde de police, qu'on allait reconstituer. Cette fois on allait trop loin ; la masse des citoyens ne voulut entendre parler ni de garde de sûreté, ni de garde de police. Pour se consoler de cet échec, le gouvernement élimina peu à peu du corps des *officiers de paix* tout ce qu'il y avait d'hommes indépendants, moi compris, et parvint ainsi à en faire un instrument dans les mains de la faction. L'espionnage, dirigé par le cabinet jésuitique de Turin, prit un développement immense ; des hommes de la bonne société tinrent à honneur de s'y livrer, et d'y dresser leurs domestiques et les *nôtres* ; ils s'attachaient aux traces des voyageurs ; ils allaient fouiller des papiers (chez le chanoine Ambrosoli) ; ils ouvraient des lettres à la poste, même celles des consuls étrangers ; ils proposaient des arrestations, et au besoin ils les faisaient eux-mêmes : c'est ainsi qu'ils en ont usé avec mes collègues Terzaghi et Cernuschi. Je dis un jour à l'un de ces êtres serviles, qu'ils allaient vraiment régénérer le peuple, puisqu'ils avaient commencé par ennoblir le métier de mouchard.

Sous les auspices de Charles-Albert, la diffamation et l'intimidation marchaient de front avec l'es-

pionnage. Des hommes décriés, à qui leurs familles avaient fait interdire l'administration de leurs biens, allaient dans les faubourgs répandre les insinuations les plus odieuses, au milieu d'un peuple que le manque d'expérience politique et notre silence loyal rendaient facile à égarer pour un moment. Ces malheureux ne voyaient pas qu'une fois initié aux agitations politiques, le peuple s'apercevrait bien vite que ses intérêts n'étaient pas les mêmes que ceux des chambellans de Charles-Albert. On envoyait des misérables écrire sur toutes les murailles de la ville des accusations infâmes et des menaces de mort contre les opposants. Des lettres anonymes nous invitaient à nous exiler volontairement. Ce genre de guerre, que la lâcheté seule peut inventer, est resté le honteux privilège de ce parti dirigé par le cabinet rétrograde de Turin, à la faveur d'une occupation militaire. On n'y répondait pas; la plupart des patriotes étaient occupés à se battre sur la frontière du Tyrol et à s'exercer aux manœuvres militaires; les autres regardaient avec mépris un parti qui, initiant le peuple à des idées de violence, se creusait de ses mains l'abîme qui pouvait un jour l'engloutir.

Aux menaces succédèrent les voies de fait. La première critique qu'on osa faire des actes du gouvernement fut immédiatement suivie d'une invasion des ateliers où s'imprimait le journal *il Lombardo*; plusieurs personnes bien connues furent

l'objet des plus indignes traitements et de menaces brutales dans les rues. Les pauvres garçons qui vendaient les journaux indépendants furent frappés.

En même temps qu'on agissait sur les uns par la crainte, on cherchait à gagner les autres en les berçant de fausses espérances. On semait le bruit chez tous les commerçants qu'on s'était entendu avec des capitalistes pour un emprunt de plusieurs douzaines de millions, mais que les prêteurs mandaient pour condition préalable la soumission de la Lombardie à Charles-Albert; que, dans ce cas, la guerre serait bien vite finie; car le roi, encouragé par ce témoignage de notre confiance et de notre gratitude, ferait avancer toutes ses réserves, et tirant hors du fourreau son épée, *la spada d'Italia*, en finirait bientôt avec nos ennemis. Ils avouaient en cela que leur héros ne s'occupait pas beaucoup, pour le moment, de faire la guerre.

Le 12 mai, le gouvernement provisoire, qui jusque-là, dans chacun de ses actes, avait renouvelé la promesse de réserver les questions de politique *a causa vinta*, et de les soumettre alors à la *discussion* loyale et régulière d'une assemblée, décréta que le peuple devait, pour le 29 du même mois, voter directement, et sans discussion préalable, sur la forme du gouvernement.

Des paysans, pour qui, sous le régime autrichien, la politique avait toujours été la chose du monde la plus étrangère, furent appelés par le suffrage universel à voter à l'improviste chez leurs

curés, qui, au préalable, avaient été invités par les évêques à obéir aux vues du gouvernement. On fit voter les officiers piémontais qui venaient d'entrer dans nos régiments; on fit voter les soldats en leur présence; on fit voter toute espèce d'étrangers, les condamnés mêmes dans leurs prisons; si le vote ne fut pas libre, du moins fut-il bien *universel*. Les émissaires mirent dans les élections un tel excès de zèle, que dans plusieurs endroits on eut plus de votes qu'il n'y avait d'habitants; des partisans de bonne volonté avaient voté dans plusieurs paroisses, à la ville et à la campagne; d'autres prenaient les registres des mains des curés, et les colportaient de maison en maison, se chargeant d'y signer pour les habitants qui ne voulaient pas le faire eux-mêmes. Des pauvres furent sommés de signer de leur nom ou de leur croix l'acte l'adhésion, sous peine de se voir interdire l'entrée à l'hôpital. On leur disait, entr'autres faussetés, qu'il était question de choisir entre le royaume et la république, entre l'Autriche et l'Italie. On fit échouer par la menace toute tentative d'opposition; à Lodi, le professeur Perabò et l'historien Vignati coururent des dangers; à Calcio, l'archiprêtre fut attaqué dans sa maison au son du tocsin; on a recueilli beaucoup d'anecdotes de ce genre-là. C'est en recourant à de pareils moyens que Charles-Albert, après avoir occupé la Lombardie sous prétexte de la secourir, voulut faire légitimer sa conquête, contrairement à des engagements soennels plusieurs fois répétés!

IX.

Le Roi à l'armée.

Il est inutile de dire que Charles-Albert avait fait refuser ouvertement, ou éluder avec art, les offres nombreuses des volontaires français, polonais, suisse, allemands. On pourrait donner à cet égard des détails sans fin. Le gouvernement provisoire l'a servi fidèlement, il a travaillé quatre mois à repousser tous nos amis, il a négligé nos alliés tyroliens, istriens, dalmatiens et magyares; il a rendu l'Europe tout à fait indifférente pour une cause à laquelle elle devait s'intéresser encore plus vivement qu'à la cause grecque en 1824; car l'Europe entière haïssait dans l'Autriche l'ennemie la plus

opiniâtre et la plus dangereuse de toute liberté et de toute nationalité. Nous avons vu qu'une politique aussi avide qu'astucieuse conseillait au conquérant de la Lombardie de repousser de même nos alliés italiens; il ne voulait pas plus de l'Italie que de la France ou de la Suisse. Il n'est pas non plus besoin de dire que le roi ne voulait absolument ni des levées en masse, ni des autres moyens révolutionnaires. Une nombreuse association de jeunes prêtres qui s'étaient offerts à aller prêcher aux paysans la guerre sainte et à les entraîner en masse à la défense des Alpes eut à essuyer les refus dédaigneux du gouvernement provisoire. On se donna une peine infinie à décourager les volontaires; les journaux et plusieurs brochures ont recueilli les justes plaintes que ces honteux procédés arrachaient aux étudiants et à plusieurs chefs de colonnes. L'enthousiasme de la jeunesse était poussé à un tel degré, qu'on voyait les séminaristes eux-même faire l'exercice, avec la soutane noire et le chapeau à trois cornes; ils ont marché ensuite dans les bataillons réguliers formés par les étudiants en masse; c'était, après les croisades, le mouvement national le plus spontané et le plus beau qu'on ait vu en Europe. Mais il n'y avait pas là un Godefroi, ni un Richard-Cœur-de-lion pour le guider.

Nous avons vu ce qu'on avait fait de l'armée lombarde. Dix mille vieux soldats avaient abandonné le drapeau de l'Autriche. On n'avait qu'à donner

aux caporaux et aux sergents les épaulettes de lieutenants et de capitaines, et les diriger sur l'ennemi. On préféra renvoyer chez eux la plupart de ces hommes déjà formés à la discipline militaire; quant à ceux que l'on garda, on ne les mit jamais en ligne; ils auraient pu entraîner avec eux ceux de leurs camarades, qui étaient restés sous le drapeau de l'Autriche. Charles-Albert ne voulait réellement d'autre armée que la sienne. Les forces d'une nation de vingt-cinq millions d'âmes, qui pouvait compter aussi sur de nombreux amis et alliés, se trouvèrent par là réduites à celles d'une principauté de cinq millions. La guerre n'était plus européenne, ni même nationale.

Il faut observer que le gouvernement du roi n'avait pas eu le temps de se rendre réellement constitutionnel; les hommes et les choses restaient encore tels qu'un despotisme jésuitique de trente-quatre années les avait faits. Le roi ne pouvait donc pas encore confier à la garde nationale de Gènes ces forteresses, dont les canons étaient encore tournés contre la ville; la garde nationale n'était pas même organisée. Force était au roi de laisser chez lui une partie considérable de son armée active. Ainsi il ne pouvait pas même disposer sur le champ de bataille de toutes les forces du Piémont. Ces réserves, portées sur le terrain au commencement de la guerre, nous auraient donné une supériorité décidée. Appelées trois mois trop tard, elles ne purent même

combler le vide que la guerre avait fait dans les rangs de l'armée, ni contre-balancer les renforts reçus par l'ennemi.

Charles-Albert, en se plaçant lui-même a la tête de l'armée, condamna à l'inaction l'élite des troupes mêmes qu'il avait conduites à la guerre; car elles devaient servir, avant tout, à garder sa royale personne.

Charles-Albert était en même temps général et roi. La guerre n'était pas sa seule affaire, il avait la diplomatie, l'administration et surtout la police; car il lui fallait garantir ses troupes et ses sujets de la contagion des principes révolutionnaires qu'il ne pouvait encore étouffer chez nous.

Charles-Albert, enfin, issu de la maison de Savoie, devait continuer les traditions de ses béats prédécesseurs. Il mettait à ses ordres du jour bien plus de messes et de rosaires que le vieux Radetzky. Arrivé à Crémone, après sa défaite, il passa deux heures à chanter des litanies avec son état-major, pendant que son armée était dans la plus grande détresse. C'était, à vrai dire, une race par trop arriérée qu'on avait choisie pour la mettre à la tête d'une grande nation et d'une révolution, au XIX.^e siècle.

Charles-Albert n'avait vu la guerre qu'un jour; il n'était que le grenadier du Trocadéro. Ses généraux n'avaient pas plus d'expérience que lui; ils l'ont avoué devant les chambres; trente-quatre an-

nées de paix n'avaient pas favorisé le développement de leurs talents militaires. Ils allaient maintenant faire leur apprentissage du métier de général. C'était bien plus convenable de choisir pour cela de jeunes officiers.

Le roi, durant un règne assez long, avait toujours trouvé assez de talent à ses généraux, pourvu qu'ils eussent des principes bien arriérés, et qu'ils surveillassent et comprimassent avec rigueur toute idée libérale dans leurs subordonnés. La police, dans les villes du Piémont, était toujours confiée aux commandants militaires; elle était une de leurs principales occupations. Par conséquent, ce n'étaient nullement des hommes de guerre, mais de véritables gendarmes, qui marchaient à la tête de l'armée.

Toute une génération de soldats s'était consumée dans les loisirs de la vie de garnison. L'armée n'était pas exercée aux grandes manœuvres et aux grands mouvements de la guerre; l'intendance et l'état-major étaient composés d'hommes sans expérience. On entra en Lombardie sans être même pourvu de cartes militaires. J'allai moi-même en chercher pour des officiers piémontais. Notre institut topographique, qui avait fait les grandes cartes du royaume et de la mer Adriatique, avait été transporté à Vienne; et depuis quelque temps, l'état-major autrichien voyait d'un œil jaloux la vente des cartes sorties de cet établissement. Le major Ange Tedesco de Trieste, présentement à Paris, fut obligé de se faire graver

lui-même une carte, afin d'appuyer des demandes et des explications qu'il adressa au ministère de la guerre, relativement à la défense de la rivière de Salò; car on ignorait tout ce qui regardait ces positions, et on les confondait avec celle du lac d'Idro. Cet oubli d'un objet si nécessaire m'avait d'autant plus surpris que, dès son entrée dans ses fonctions, notre comité de guerre avait pris tous les soins pour procurer immédiatement de bonnes cartes à ses officiers. J'ai dans mes papiers une lettre, dans laquelle M. Terzi, le directeur du cadastre, répondait déjà, le 24 mars, à la demande que nous lui avions faite de nous envoyer de son bureau toutes les cartes des provinces sur l'échelle de 1 à 113, 200, et des districts sur l'échelle de 1 à 52,000. Du reste, pour juger de l'insuffisance de l'état-major de Charles-Albert, on n'a qu'à examiner l'ouvrage que M. le comte de Saluces, quartier-maître-général, a publié, de concert avec plusieurs officiers d'état-major, sur les *Alpes considérées au point de vue militaire*. Je suis loin de dire que le Piémont ne compte pas des officiers d'un grand mérite; il suffit de nommer l'auteur de la carte et de la description de l'île de Sardaigne; mais je dis que les affaires étaient réellement dirigées par la partie la plus ignorante et la plus intrigante de l'armée.

Quant à l'intendance militaire, d'après la convention du 26 mars, c'était à la Lombardie de fournir les vivres, mais la distribution en devait être faite

par les commissaires du roi. Or, il est résulté de cet arrangement que chaque soldat piémontais nous a coûté le double de la somme nécessaire; et malgré cela, l'armée a souffert de la faim. Aussi nous avons fourni pour chaque soldat, selon la convention, 28 onces de pain par jour, 9 onces de viande, 9 onces de riz, une demi-once de lard, une demi-once de sel, une demi-bouteille de vin; nous avons fourni à l'armée le double de ces objets; nous avons, par dessus le marché, fourni les moyens de transport; l'armée n'a pas eu de marches forcées à faire, ayant toujours pivoté à la distance d'une journée de marche de Peschiera. Et pourtant elle a souffert la faim!

Charles-Albert, connaissant l'incapacité de ces généraux qui avaient toujours été dans ses bonnes grâces, ne pouvait leur laisser la moindre liberté de mouvements; de plus il n'aimait pas à donner aux hommes de cœur et de talent l'occasion d'acquérir une popularité dangereuse. Ainsi, pendant que sa politique extérieure fixait sa ligne sur le Mincio, sa politique intérieure ôtait à son armée cette énergie et cette facilité de mouvements qui en auraient doublé la force.

X.

L'Opposition.

On demandera ce que faisait dans ce moment l'opposition.

Le parti libéral n'était pas organisé comme le parti albertiste; car celui-ci, n'étant au fond que le vieux parti autrichien, s'était organisé depuis 1814 sous la protection du gouvernement, et, par le fait même de son petit nombre, avait une grande unité d'intérêts et de vues. Le parti libéral, composé de différentes classes ayant des intérêts distincts, n'avait pu ni se constituer sous la surveillance autrichienne, ni arrêter dans des discussions générales ses convictions et ses plans; car nous n'avions chez nous

ni la liberté de la presse, ni la discussion parlementaire, ni les comités électoraux, institutions qui donnent l'occasion aux partis de se réunir et de s'entendre.

Au moment de l'insurrection, les patriotes ne pensèrent réellement qu'à chasser l'ennemi; plusieurs ne s'occupèrent longtemps que de la guerre à la frontière ou d'exercices militaires; c'était le parti des hommes courageux et dévoués. D'autres, en partant pour le Tyrol ou pour la Vénétie, avaient laissé des adresses imprimées, dans lesquelles ils priaient leurs concitoyens de remettre loyalement, jusqu'au retour de la paix, les délibérations politiques, et de ne pas tromper ceux qui allaient se battre pour la cause commune.

Le 25 mars, au moment où les soldats de Charles-Albert passaient le Tessin, des auxiliaires suisses et d'autres avaient rédigé une protestation « contre » l'occupation militaire du pays par la maison de » Savoie, et contre le projet manifesté par le gouvernement provisoire de *faire une seule famille avec la Sardaigne.* » On devait intéresser à cette démarche les consuls de Suisse et de France. — Le 29 mars, une réunion de citoyens, tenue au café Cova, en présence de M. Correnti, secrétaire du gouvernement, avait rédigé une note dans laquelle on demandait la convocation immédiate, et d'urgence, d'une assemblée préparatoire, composée des députés des divers districts de la Lombardie, dans

le but — de constituer un gouvernement central (car les gouvernements provisoires des provinces ne tenaient leurs mandats de personne), — de maintenir l'union qui existait avec la Vénétie, le Tyrol, l'Istrie et la Dalmatie, — et de rédiger une loi électorale.

Mais ces démarches politiques n'étaient pas faites avec suite: la guerre absorbait toutes les pensées des libéraux; il n'y avait que Charles-Albert et son parti qui s'occupassent sérieusement d'intrigues politiques. Les bons citoyens ne voulaient pas être accusés de propager des divisions en présence de l'ennemi. Jadis l'Italie a été perdue par l'esprit de discorde; cette fois-ci elle a été perdue par une manie d'union à tout prix!

Plus tard, quand le gouvernement avait déjà comprimé l'élan insurrectionnel, désorganisé les finances, abandonné la formation de l'armée aux généraux piémontais, et mis notre sort à la discrétion de Charles-Albert, les serviles ont commencé à dire aux libéraux qu'une opposition ouverte aurait pu offenser notre allié, et nous priver de sa protection; en vérité, elle nous avait été rendue bien nécessaire: car on avait donné le temps à l'Autriche, de devenir encore formidable. M. Gioberti n'avait pas honte de nous mettre sous les yeux l'exemple de la Vénétie, que Charles-Albert avait abandonnée à l'Autriche, en punition des principes républicains qu'on y avait proclamés.

L'opposition, renonçant à toute discussion qui aurait pu diviser les esprits, se bornait donc à presser le gouvernement provisoire d'agir avec plus d'énergie, de s'appuyer sur le peuple et sur toute l'Italie, et de mettre le pays en état de défense. Cette manière de faire l'opposition, toute faible et insignifiante qu'elle paraisse d'abord, gagna pourtant l'approbation et la confiance des citoyens; elle avait l'apparence de la sagesse: et, d'ailleurs, tout le monde s'apercevait qu'un mauvais esprit avait présidé à la direction des affaires. En même temps, la presse politique, qui venait de naître, commençait à se développer; la garde nationale avait su la faire respecter par les rétrogrades du gouvernement et du club albertiste; le gouvernement voyait chaque jour diminuer une popularité qu'il avait surprise; le mot d'ordre de ses adversaires était qu'il fallait le laisser faire, car c'était le plus sûr moyen de l'amener à désabuser le peuple qu'il avait trompé. En peu de semaines, il se trouva réduit à des ressources de police, dont j'épargne à mes lecteurs les ignobles détails. J'en ai été moi-même l'objet continuel. J'ai été réduit à fermer à tout le monde ma maison, qui, à cause de mes habitudes casanières, était, sous le régime autrichien, le rendez-vous des hommes studieux de toutes les opinions. J'ai demandé même un passeport pour l'étranger; ce n'était que le 8 juin; si près des cinq journées!

Au fond, l'opposition a montré plus de dignité

et de longanimité que de zèle et de hardiesse. Le seul acte qui ait fait exception eut lieu le 29 de mai, lorsqu'un M. Urbino voulut forcer le gouvernement provisoire à résigner ses pouvoirs. Il fut désavoué ouvertement par toute l'opposition, avec laquelle il n'avait formé aucun lien, n'étant arrivé que depuis peu de Paris. Cet homme rendit un véritable service au gouvernement, en lui faisant retrouver pour un moment des sympathies qu'il avait déjà perdues.

On peut reprocher aux chefs du parti libéral d'avoir engagé trop tard le combat, d'avoir donné au gouvernement le temps d'affaiblir le pays et de lui faire croire à la nécessité de cette fusion avec le Piémont, laquelle n'avait d'abord soulevé que de fortes répugnances. On peut leur reprocher de ne pas avoir réclamé la protection de la France contre un allié infidèle, qui menaçait les libertés du pays. On peut leur reprocher d'avoir sacrifié la liberté à l'indépendance, de n'avoir pas cherché l'indépendance par la liberté et par l'exaltation populaire; d'avoir, en un mot, fait taire leurs principes en présence des avantages que la force matérielle nous avait promis.

XI.

La Guerre.

L'insurrection du royaume lombard-vénitien était vraiment populaire et générale ; elle éclatait le même jour à Milan et à Venise, par l'effet des mêmes nouvelles, arrivées de Paris et de Vienne. Le général croate Zichy s'était, à la suite d'une capitulation, embarqué pour Trieste avec toute la garnison de Venise, consistant en sept mille hommes. Tous les forts de la Lagune et les places de Palma-Nova et d'Osopo étaient en notre pouvoir. Le général Zucchi, jusqu'alors prisonnier à Palma-Nova, organisait les déserteurs et les insurgés ; les montagnards de la Carnie et du Cadore avaient coupé toutes les

routes qui conduisent de l'Allemagne dans la Vénétie; le Tyrol commençait à s'insurger; il n'y avait à Trente qu'une garnison de deux cents hommes; la nouvelle forteresse près de Brixen était sans garnison; les montagnards de la Valcamonique et de la Valteline avaient déjà occupé les gorges glaciales par lesquelles on passe du Tyrol dans la haute Lombardie; la Roche d'Anfo était prise. — Les Alpes et la mer étaient donc fermées à l'ennemi.

Dans l'intérieur, toutes les villes de la Vénétie étaient en pleine insurrection. Schwarzenberg, commandant de Brescia, l'avait évacuée par capitulation; à Bergame, les habitants, après s'être emparés de l'un des fils du vice-roi, l'avaient contraint à partir avec ses troupes; Côme et Monza avaient été délivrées par les volontaires; à Crémone, trois mille Italiens avaient déserté à la fois; quatre cents husards hongrois avaient capitulé. Les garnisons de Vérone et de Mantoue ne suffisaient plus pour en contenir les habitants; elles auraient capitulé comme à Venise. Les forteresses de Pizzighettone et de Plaisance avaient été abandonnées avec toute leur artillerie; les garnisons de Parme, de Reggio et de Modène cherchaient à se sauver. Des colonnes de volontaires arrivaient de tous les pays environnants, et même du Piémont, nonobstant l'opposition de Charles-Alberts.

Les généraux autrichiens, éperdus au milieu de cet immense mouvement, se demandaient l'un à l'au-

tre des secours qu'ils ne pouvaient se donner; tous leurs courriers étaient pris. Voici une dépêche du commandant de Vérone, en date du 20 mars : —

« Le lieutenant-maréchal comte Zieby a vraisemblablement retenu à Venise le régiment Fürstenerther. Tant que ce régiment n'arrivera pas, il est impossible de laisser partir le régiment Ernest. A chaque minute, la rébellion peut prendre ici un développement actif. Tout le monde porte des rubans tricolores; on a gagné le peuple avec du pain et du vin. Les autorités civiles n'ont plus de pouvoir. » — Ce qu'il y avait de pire dans la position des Autrichiens, c'est que Vérone et Mantoue, leurs places d'armes, manquaient d'approvisionnements, grâce à la rapacité de l'état-major.

L'armée de Radetzky s'éloignant de Milan, le 25, à la pointe du jour, arrivait au pont de Marignan, sur le Lambro, et le trouvait rompu. Une poignée d'hommes la tint en échec toute la journée, en faisant d'abord prisonnier le général Wratislaw. A la fin, des masses de troupes, ayant cerné et incendié cette bourgade, parvinrent à délivrer le général, et à s'ouvrir un passage. Leur arrivée en imposa aux habitants de Lodi et de Créma, et l'armée put ainsi se donner quelques jours de repos, et rallier les corps détachés et les garnisons. Son moral était abattu; la fuite de Metternich et l'attitude menaçante de la Hongrie faisaient croire à la dissolution de l'empire. Les officiers, entendant de tous côtés

le tocsin, craignant à chaque instant de trouver les routes coupées, ne pensaient qu'à sauver leur vie ; ils abandonnaient leurs soldats ; près de Brescia on fit prisonniers soixante officiers, avec un des frères Schönhals, prussiens, je crois, au service de l'Autriche, et les plus violents des teutomanes. On me fit demander si je pouvais faire mettre des pensions viagères à la disposition de quelques membres de l'état-major, qui étaient disposés à s'arranger avec nous ; elles pouvaient équivaloir à la somme capitalisée d'un demi-million au plus ; mais on voulait que l'engagement fût signé par trois membres du gouvernement provisoire. Je ne pus obtenir que l'adhésion d'un seul ; les autres trouvèrent tout cela inutile. L'armée piémontaise allait arriver. On aurait eu mauvaise grâce de l'avoir appelée à une guerre déjà finie !

En réalité, c'était le moment décisif ; les cinq journées avaient été vraiment pour Radetzky une bataille perdue ; son armée se retirait en desordre ; les trois principales routes par où elle pouvait opérer sa retraite, étaient interceptées. Elle se déployait, dans une étendue de dix lieues sur une seule ligne tortueuse, bordée de caux, traversée par un nombre prodigieux de ponts. Pour donner une idée du pays, il suffit de dire qu'il y a dans le voisinage un endroit appelé les *Treize-Ponts*, a cause du nombre de ces constructions qui s'y trouvent pour ainsi dire groupées. Ce sont de véritables défilés, où la

colonne autrichienne, prise en flanc dans sa marche n'aurait pu faire le moindre mouvement de concentration. Qu'on s'imagine une multitude démoralisée, abandonnée en partie par ses officiers, embarrassée d'une foule d'enfants, de femmes, de blessés, de prisonniers, d'otages. Les soldats, exposés depuis une semaine, sans abri, à des pluies battantes, harcelés par les populations soulevées, tombaient dans les rues, en arrivant à Lodi, épuisés de faim et de fatigue. Le choc du moindre corps régulier aurait fait dans ce moment une véritable Bérésina. Je ne manquai pas de le dire aux officiers de l'avant-garde piémontaise, pendant que j'étais au chemin de fer à donner des ordres pour faciliter le transport de leur artillerie. Charles-Albert, en s'avançant avec rapidité sur des routes libres, aurait pu devancer l'armée autrichienne, appuyer l'insurrection de Vérone et de Mantoue. On lui offrit les bateaux à vapeur du Pô, qui auraient porté en douze heures 3,000 hommes à l'embouchure du Mincio: on aurait pu y ajouter les barques de nos canaux; on pouvait longer avec un corps détaché la rive droite du Pô, prendre les garnisons isolées; on nous avait laissé aussi le chemin de fer de Treviglio tout près de la route suivie par l'ennemi!

Quelles étaient les forces de Radetzky dans ce moment?

Nous avons trouvé dans sa chancellerie la note des corps qui formaient l'armée d'Italie le 13 mars, / au

cinq jours avant l'insurrection. Si tous ces corps avaient eu leur chiffre nominal, ils auraient compté 83,000 hommes. Leur effectif, à en juger par celui de quelques bataillons, ne dépassait pas 70,000 hommes. L'insurrection avait coûté à l'ennemi 21,000 hommes, dont 4,000 morts, 7,000 prisonniers ou blessés, et 10,000 déserteurs: avec les 7,000 hommes embarqués à Venise, la perte totale de ces jours mémorables avait été de 28,000 hommes, outre six forteresses et un immense matériel de guerre et de marine: c'étaient les deux cinquièmes de l'armée. Sans Charles-Albert, nous aurions continué comme nous avons commencé.

L'ennemi n'avait donc plus que 42,000 hommes, parmi lesquels étaient un nombre considérable d'Italiens: une partie était renfermée à Ferrare, à Legnago, à Mantoue, à Vérone et à Peschiera: une partie était dispersée dans des garnisons; 1,500 hommes à Pavie, 2,500 à Plaisance, 900 Hongrois à Colorno ayant capitulé à Parme; 4,000 hommes, chassés de Modène et Reggio, étaient en route pour Mantoue. Tous ces corps détachés et presque errants étaient à la merci de Charles-Albert.

A Brescia et Bergame des chefs sans expérience, en forçant les garnisons à capituler, ne leur avaient pas imposé la condition de se retirer en Allemagne par la route la plus directe: elles purent donc se diriger sur Créma, et se réunir à Radetzky. Leur arrivée plaça entre deux feux l'insurrection de Cré-

ma ; elle assura le passage du Serio, de l'Ollio, du Chiese, rivières qui, dans cette saison, ont de l'importance.

L'avant-garde de Charles-Albert était à Milan le 26, après midi. Si le général qui la commandait avait eu la moindre liberté d'action et la moindre ardeur militaire, il aurait pu, avant le soir, lancer ses troupes à Treviglio par le chemin de fer. Quand M. Casati m'ordonna de faire préparer le château pour loger ces soldats, je lui dis qu'on y perdrait vingt-quatre heures, et que les logements de l'armée piémontaise devaient être dans les wagons du chemin de fer. Réunies aux volontaires qu'on retenait à Treviglio, ces troupes étaient ce même jour sur le flanc de Radetzky, à cinq lieues de distance. L'arrière-garde autrichienne ne quitta Créma que le matin du 28 ; on lui avait laissé cinq jours pour faire douze lieues, depuis Milan. Le 28, Radetzky passait l'Ollio ; le 30, il occupait encore Ghédi, à la hauteur de Brescia avec 26,000 hommes, dont 1,500 cavaliers ; un autre corps de 6,000 hommes avait pris la route de Leno.

Les avant-postes de Charles-Albert ne découvrirent l'ennemi qu'à la frontière de la Lombardie ; le premier combat eut lieu au passage du Mincio, à l'entrée de la Vénétie, arrivée sur les hauteurs qui dominent la gauche de cette rivière, l'armée fut frappée d'immobilité. Au lieu de cerner Vérone encore dépourvue de provisions, au lieu d'appuyer

l'insurrection dans les Alpes pour arrêter les renforts qui arrivaient à l'ennemi, elle s'occupa à s'entourer de retranchements. Les généraux s'établirent dans les belles maisons de campagne des Véronais et des Mantouans ; c'était à peine s'ils se laissaient voir de leurs soldats. Ils n'ont vu l'Adige que dans la courbure qui arrive à deux lieues du lac de Garda. Tous ces combats de Rivoli, de Pastrengo, de Bussolengo, de S.-Lucia, de Villafranca, de Goito, où ils prodiguèrent, sans but et sans pensée, tant de temps et de sang, furent livrés aux environs de Peschiera, dans un rayon qui ne dépasse pas une journée de marche. C'était le cercle magique tracé par la politique de Charles-Albert.

L'armée piémontaise n'occupait que l'intervalle qui s'étend entre Peschiera et Mantoue. De cette ville au Pô, tout le pays restait ouvert ; il a été occupé depuis par les Toscans. Plus haut, le long du lac de Garda et des montagnes canoniques jusqu'au Stelvio, tout resta abandonné à nos volontaires. Durant quatre mois, ils eurent plus à souffrir du dénuement où on les laissa, que du feu de l'ennemi. Au lieu de faire descendre tous ces braves dans le Tyrol, en les faisant appuyer par des troupes régulières et de l'artillerie, Charles-Albert retint à son avant-garde les bandes de Griffini, de Torres, de Thannberg et de quelques autres. Il ne laissa entrer dans le Tyrol que deux mille volontaires, qui, sans vivres et sans munitions, eurent à lutter contre des

forces régulières, supérieures en nombre, pourvues d'artillerie et dans des positions très fortes. Passant la frontière par le lac d'Idro, le soir du 10 avril, ils furent bien reçus par les habitants; ils occupèrent le château de Sténico: le tessinois Arcioni et le brescian Gallanti enlevèrent à la baïonnette le pont des Sarche, et poursuivirent les Autrichiens jusque dans le village. Le 13, l'ennemi fit deux sorties du château de Toblino et fut repoussé; il se retira sur Trento; la compagnie Lanfrancioni s'avança jusqu'à Vezzano: elle y planta un arbre de la liberté, qui fut béni par le curé du village.

Le 16, M. Allemandi, général que Charles-Albert avait donné aux volontaires, et qui n'était pas même avec eux, leur envoya l'ordre de battre en retraite. — « On ne doit rien faire, écrivait-il, sans le concours de l'armée piémontaise, et de ce cours vient de nous être refusé. » — On se replia sur Sténico; les compagnies Sedaboni et Molossi se dirigèrent sur Arco et Tenno, repoussant deux fois le corps ennemi venu de Riva. Le lendemain, 600 Autrichiens, travestis en volontaires, avec des drapeaux tricolores, attaquèrent sans succès les colonnes de Manara et de Tibaldi; le combat dura trois heures. Des volontaires blessés, dirigés sur Sténico, furent, par une méprise qu'avait causée la ressemblance des noms, conduits à Sélémo, qui était occupé par l'ennemi. Le colonel Zobel fit fusiller, dans les fossés de Trente, dix-sept de ces braves, au milieu de imprécations des citoyens. M. Zobel

n'est pas Croate; il n'est pas même Autrichien: les Allemands se sont conduits d'une manière détestable. Les volontaires avaient résolu de ne pas abandonner le château de Sténico: mais ils se trouvèrent sans vivres et réduits à trois cartouches par homme. Arrivés à Tione le 20, ils apprirent, par l'ordre du jour, « que l'intention du gouvernement provisoire était de ne plus agir en Tyrol. » Le gouvernement avait adopté les vues diplomatiques de Charles-Albert; il trahissait avec lui la nation. Les Autrichiens se vengèrent des habitants du Tyrol; ils traînèrent en otage plusieurs familles.

Le 24, les volontaires, qui étaient vraiment l'élite de la jeunesse, arrivés à Brescia, furent traités comme des brigands par les agents de Charles-Albert: ils avaient usé rapidement, dans les montagnes, leurs chaussures; cent-cinquante étaient revenus nu-pieds. Voyant qu'on ne voulait plus des colonnes de volontaires, ils s'offrirent à former un corps régulier. Le colonel piémontais Crésia leur proposa de prendre l'uniforme de S. M. Sarde, et de prêter serment à Charles-Albert. C'était deloyal. Ils répondirent: Vive l'Italie! vive la République! Echappés à ces émissaires et au club albertiste, qui dominait à Brescia de la manière la plus violente, ils se dirigèrent sur Milan et Côme, fêtés partout; malheureusement, ils étaient perdus pour notre cause; elle n'était plus la cause de la liberté (1).

(1) V. *Relazione non ufficiale della spedizione militare in Tirolo*, etc.

Charles-Albert nous trahissait sur la frontière illyrienne comme en Tyrol ; il n'avait envoyé, pour tout secours , que cent canonniers à Palma-Nova. Nugent avait rassemblé un corps sur l'Isonzo. Les paysans du Frioul défendaient les passages de la Pontéba et des autres montagnes ; mais ils ne pouvaient aller se mesurer sur ces plaines vastes et parfaitement découvertes , avec une armée pourvue d'une nombreuse cavalerie. Udine fut occupée le 23 avril, un mois après son insurrection.

Par l'abandon du Frioul et du Tyrol, le Cadore restait isolé et cerné. Pourtant ces pauvres montagnards se défendirent durant deux mois ; l'ennemi tenta en vain de pénétrer chez eux par sept points différents. Mais, dans cette saison, ils avaient épuisé leurs grains ; il leur fallait demander des subsistances à la plaine occupée par l'ennemi ; ils ne pouvaient tenir. Le cœur saigne à voir des peuples généreux sacrifiés à une politique si basse.

Le 17 avril, ayant reçu du Tyrol et du Frioul des nouvelles qui faisaient craindre tout ce qui est arrivé, je ne pus m'empêcher de me rendre auprès du gouvernement provisoire. Je me plaignis, qu'après avoir passé deux semaines sans faire un pas en avant, nous allions maintenant perdre ce que nous avions gagné. Si l'on abandonnait le Tyrol, on ne pouvait pas défendre la Vénétie. Je fis observer qu'en 1813, Beauharnais avait été obligé de porter d'un coup sa ligne de la Save au Mincio, par suite

de la défection de la Bavière, qui encore n'était alors en possession que du Tyrol allemand. J'ajoutai que l'armée n'étant pas assurée du Tyrol italien, ne pourrait même tenir longtemps sa position *en l'air* entre le Mincio et l'Adige, véritable enclave entre les quatre forteresses à l'aide desquelles l'ennemi dominait les rives de ces deux fleuves. Si Radetzky recevait seulement des renforts, il lui serait facile de déborder l'armée piémontaise et de la forcer à se replier sur Milan. Cette position était mauvaise militairement et politiquement. Pourquoi abandonner la Vénétie? Quel système de défense que celui qui ne s'appliquait qu'à la moitié du royaume! Est-ce qu'on abandonnait les Vénitiens par cette raison que, en chassant les étrangers, ils avaient rétabli cette forme de gouvernement que l'étranger avait abolie? Charles-Albert faisait donc de la politique, au lieu de faire la guerre. Des malheurs se préparaient pour notre pays; il était bien juste de savoir au moins qui devait en supporter la responsabilité; je demandais donc que le gouvernement sortit du système autrichien d'irresponsabilité; qu'on divisât les portefeuilles; le pays devait savoir à qui il avait affaire. — M. Casati me répondit que personne n'avait l'intention de se charger d'une responsabilité personnelle.

Mes craintes furent justifiées; Nügent, après avoir pris Udine, s'avancait toujours. La Vénétie pouvait être encore défendue par ses habitants et les alliés

italiens; le roi réussit à les faire mettre sous les ordres d'un de ses affidés, Durando. Ces généraux piémontais, si peu habiles à conduire leurs propres troupes, voulaient diriger les troupes de tout le monde. Dans leurs brochures et leurs journaux, ils se vantaient d'être les Macédoniens modernes, destinés à renverser l'empire des barbares; ils n'avaient des Macédoniens que la haine de la liberté. Durando se refusa d'abord à passer le Pô; ensuite il ne voulait pas se battre; on l'a soupçonné; on l'a accusé; il n'était que le serviteur dévoué de son maître; la trahison était dans le système. Comme on ne pouvait acquérir que la Lombardie, il fallait bien laisser l'Autrichien rétablir son pouvoir dans la Vénétie. Était-il prudent d'y laisser vivre le principe républicain, si près de Milan, si près d'une ville qui devenait nécessairement, comme nous l'avons dit, le centre de l'opposition?

Au milieu de ces misérables intrigues, Trévisé et Vicence étaient attaquées. Nos volontaires y avaient heureusement apporté leur confiance dans les barricades et le mépris de l'ennemi; pour cette fois, la résistance fut héroïque et couronnée par le succès. — Pauvres villes! Charles-Albert, dans sa pensée royale, les avait déjà livrées à l'ennemi; et en même temps il affectait de vouloir les réunir à son royaume: il leur demandait un vote en sa faveur. Ce n'était que pour les détacher de Venise, et y jeter la méfiance et la discorde.

Le roi ne s'occupait réellement que d'amener la Lombardie à se soumettre à lui. Il avait laissé à Radetzky le temps de ravager le pays et de ravitailler ses places d'armes, au point que, dans une seule *razia*, on conduisit à Mantoue douze cents bœufs. Il n'y avait que la petite forteresse de Peschiera qui fût restée sans provisions; car elle était entièrement cernée par les positions des Piémontais, et nos volontaires la bloquaient du côté du lac, et en dominaient les approches par la presqu'île de Sirmion. Les Croates de la garnison y avaient amené beaucoup de butin; on a dit qu'ils avaient pillé, pour la valeur d'un million, en argent et en objets précieux. Quand ils virent les rations de vivres diminuer, et les travaux des assiégeants se rapprocher du corps de la place, ils commencèrent à faire le service de mauvaise volonté, et à se tenir renfermés dans les casernes; ils ne parlaient que d'aller défendre leur pays contre les Magyares. L'intérieur de la place avait été maltraité par les bombes; mais l'enceinte n'était pas encore entamée par la brèche quand on capitula. Les Piémontais firent aux Croates de très bonnes conditions, et les escortèrent avec leur butin jusqu'à Ancône. Peschiera a été l'unique conquête de Charles-Albert, conquête prônée d'ailleurs avec une exagération ridicule.

Les Autrichiens, pour entretenir chez Charles-Albert une fausse sécurité, faisaient dire, dans les journaux allemands et anglais, qu'ils étaient rési-

gnés à la perte de la Lombardie. Ils n'y avaient pas seulement pensé. Je l'ai dit bien souvent au correspondant du *Times*, qui était alors à Milan, et qui avait naturellement des sympathies pour cette royauté constitutionnelle; je lui ai dit que l'Autriche ne céderait rien; qu'elle amuserait Charles-Albert jusqu'au moment où elle pourrait rassembler assez de forces pour le repousser. Il paraît, en effet, que Charles-Albert, dans son inaction, s'occupait réellement de négocier: des journaux l'on répété plusieurs fois.

A la fin Radetzky, après avoir eu le temps de relever le moral de ses troupes, et de faire des promenades militaires où elles se gorgeaient de vivres et de butin, ayant aussi reçu des renforts tant par la route du Frioul que par celle du Tyrol, se transporta soudainement de Vérone à Mantoue; de là il se porta sur sa gauche, où il n'avait à rencontrer que les volontaires toscans. Il pensait les disperser au premier choc de ses masses; il trouva une résistance admirable. Ces enfants, comme les appelait le vieux maréchal, car la plupart étaient des étudiants, lui firent perdre une journée. C'était assez pour sauver l'armée de Charles-Albert.

Radetzky, ayant tourné le lac de Mantoue et remonté la rive droite du Mincio, se trouvait sur les derrières des Piémontais, qui étaient retranchés au-delà de la rivière. Il poussa ses lanciers jusqu'à Asola sur le Chiese; entre lui et Milan il n'y avait

pas, ce jour-là, un seul bataillon. Mais les Toscans lui avaient fait perdre un jour; Peschiera venait de capituler; il ne put refouler les Piémontais entre le Mincio et l'Adige. Après une apparence de combat, il dut rentrer à Mantoue par le même chemin qu'il y était venu. Mais sorti, peu après, de cette ville, du côté opposé, il se porta sur Legnago, passa l'Adige, et tourna Vicence du côté du midi, coupant aux défenseurs de cette place toute retraite et toute communication avec les autres villes vénitiennes. En sacrifiant quelques milliers d'hommes, il prit d'assaut les retranchements dont on avait couronné les Monts-Bériques qui dominant la ville. Le malheureux Durando avait mal dirigé la défense, en entassant inutilement trop de forces dans la ville, que l'ennemi ne devait pas attaquer sans s'être d'abord emparé des hauteurs. Les citoyens, après avoir été amenés à déserté Venise pour le Piémont, se voyant forcés de subir une capitulation, émigrèrent en masse. L'exemple est puissant pour le bien comme pour le mal. Les autres villes de la Vénétie, qui, peu de semaines auparavant, avaient eu le même courage, tombèrent alors dans le même désespoir.

- Charles-Albert était tout près de l'Adige; il pouvait voir s'élever des Monts-Bériques la fumée du combat; il pouvait entendre le bruit du canon. Son armée, réunie aux forces qui défendaient Vicence et les autres villes vénitiennes, était supérieure en

nombré à l'ennemi. Ce jour-là il avait en son pouvoir Radetzky. Le vieux général, comptant sur l'irrésolution de son adversaire, avait pu impunément violer tous les principes de l'art militaire; il avait abandonné sa base d'opérations: battu, il n'aurait pu rentrer ni à Vérone ni à Mantoue; force lui eût été d'abandonner l'Italie. C'était une troisième chance de victoire perdue pour Charles-Albert.

En deux mois notre allié nous avait perdu la moitié du royaume; il lui restait à perdre l'autre moitié. La guerre languissait; l'armée piémontaise, immobile dans ses retranchements, n'avait plus cette ardeur que lui avaient communiquée le contact d'une révolution et la conscience de soutenir une guerre nationale. Elle n'avait plus même une supériorité numérique; dans des faits d'armes sans but elle avait eu beaucoup de blessés, et dans des bivouacs continuels, beaucoup de malades. Ce fut alors seulement qu'on sentit la nécessité d'appeler les réserves, qu'on s'aperçut de la faute qu'on avait commise en retardant la formation de l'armée lombarde, en humiliant les volontaires, en refusant les auxiliaires français, suisses et polonais. Nous voyons, enfin, partir les nouveaux bataillons, mais dans quel état! vêtus de toile, avec des sacs de toile, des gibernes de toile qui ne garantissaient pas de la pluie les munitions; les uns portant des bonnets de police, les autres des chapeaux de toute forme. On voyait des dragons sans casques; d'autres dragons, faute de

montures, s'en allaient à pied guerroyer dans les montagnes : on leur avait donné le nom de vélites. Le bon sens du peuple s'indignait ; voyant passer les riches équipages des grands citoyens, il criait : *Les chevaux à l'armée!* Ces régiments informes, qui paraissaient être à la solde du plus pauvre pays de la terre, marchaient sous des officiers improvisés, sans artillerie, sans cavalerie, sans état-major, sans généraux, et prenaient place à droite et à gauche de l'armée de Charles-Albert.

Tout à coup on vit cette armée, qui était restée quatre mois réunie autour de cet éternel Goïto, se déployer, s'étendre à gauche jusqu'aux hauteurs de Rivoli et à droite jusqu'à l'embouchure du Mincio. Et comme si cette ligne n'était pas assez longue et assez faible, on entoura encore Mantoue, et son lac. Radetzky, voyant cette nouveauté stratégique, sortit de Vérone avec trente mille hommes ; il écrasa un corps isolé de trois mille hommes, qu'il rencontra sur la grand'route. A la nouvelle que le combat était engagé, tous les corps de l'armée piémontaise accoururent l'un après l'autre, selon leur distance respective. Attaquer ainsi séparément des forces concentrées en une seule masse, c'était s'exposer à une destruction certaine. Cela dura trois jours. Les soldats, mal dirigés, passaient près des magasins sans prendre part aux distributions ; des convois erraient sans escortes, des blessés sans ambulances, des batteries sans munitions. A la fin, on se mit en

retraite sur l'Ollio; l'artillerie de siège fut jetée dans Peschiera; cent vingt pièces de campagne suivirent l'armée. L'ennemi, n'étant pas bien sûr de sa victoire, car la résistance des pauvres soldats piémontais avait été opiniâtre, leur laissa une semaine pour traverser la province de Crémone. Radezky rendit ainsi à Charles-Albert, à la fin de juillet, le service qu'il avait reçu de lui à la fin de mars; ces deux généraux se valaient.

Charles-Albert prit sur-le-champ son parti; son plan de conquête avait avorté; il fallait rentrer dans ses États; la question était de pouvoir s'assurer l'impunité. Pour l'obtenir, il suffisait de s'engager à rendre à l'Autriche le pays occupé. Enfin si en rentrant en Piémont et en abandonnant les Lombards à la vengeance de leurs ennemis, il pouvait s'assurer la tranquillité, il avait encore de quoi se consoler; n'avait-il pas empêché la formation d'une république, et arrêté l'influence française, au seuil de l'Italie? Mais la France avait dit que si elle entendait le cri de détresse de l'Italie, elle interviendrait; il ne fallait donc pas le lui laisser pousser. A Milan, Charles-Albert fit annoncer la victoire; ses partisans débitaient avec une assurance révoltante que l'armée autrichienne, sortie de Vérone, avait été attaquée d'un côté par le roi, de l'autre par le duc de Gènes, et qu'elle était cernée et coupée. A les entendre, elle avait déjà trois généraux prisonniers.

Un officier, envoyé de la frontière du Tyrol pour

avoir des nouvelles précises de la défaite, arrivait sur un bateau à vapeur à Peschiera « — au moment » où un courrier y apportait la fausse nouvelle de » la prise de Mantoue et de l'entrée du duc de Gènes à Vérone. Le commandant de la place, dit-il, » crut alors devoir m'arrêter et le général ordonna » de me surveiller. La vérité perça enfin, mais on » n'en persista pas moins dans le premier système; » le peuple fut trompé, les volontaires furent sacrifiés. On n'entendait parmi eux qu'un seul cri: à » Milan, à Milan! Mais, loin de stimuler cet enthousiasme, on le comprimait, on l'étouffait, en ré- » pétant encore, et toujours, que l'armée piémontaise » suffirait à tout, que les Autrichiens seraient bientôt en retraite, et qu'il fallait les attendre au passage, à leur retour, pour écraser les débris de » leur armée. » J'emprunte ce passage à un officier (*).

A peine la vérité fut-elle connue à Milan, que nous nous rendîmes auprès du gouvernement provisoire pour lui demander de concentrer le pouvoir dans les mains d'une autorité responsable. Le gouvernement le promit. Le jour suivant, il nomma une *commission de défense* composée du général Fanti, de l'avocat Restelli et du docteur Maestri. C'étaient des hommes pleins de loyauté, mais ils n'étaient pas assez populaires pour un pareil moment. On était déjà au 28 juillet. Le gouvernement avait perdu une

(*) *Récit authentique, etc.*, par A. Tedesco.

semaine à débiter des récits de victoires, au lieu de se préparer au combat.

Les officiers de la garde nationale n'étaient que les hommes de confiance du parti dominant ; peu d'entre eux s'étaient distingués aux barricades. Pour leur donner l'occasion d'une honorable retraite, je proposai au comité de les faire nommer dans les quartiers officiers de paix, chargés de s'occuper de l'ordre public, des blessés, des pauvres. Les places qu'ils auraient laissées vacantes dans les rangs, on les aurait données à des hommes d'un courage éprouvé. Par là, on aurait pu aussi se débarrasser du bureau de sûreté publique, et des officiers de paix qu'il s'était affiliés, dans un but tout à fait factieux. Dans ce moment, où l'ennemi revenait sous les murs de la ville, ces satellites ne s'occupaient qu'à tendre des pièges aux citoyens dévoués ; j'épargne encore une fois au lecteur les détails.

Il fallait aussi rappeler à nous nos volontaires ; car le point décisif à défendre, c'était Milan. Pour préserver en même temps d'une incursion la montagne, je proposai au comité d'ajouter à la ligne que nous avions déjà formée sur la frontière du Tyrol une autre ligne de points fortifiés, fermant les débouchés des vallées sur la plaine, et s'étendant du lac de Garda jusqu'au lac de Côme. Les habitants ne devaient s'occuper de défendre que les débouchés de leurs vallées respectives ; Bergame et Brescia formaient deux points saillants en dehors

de la ligne. Chargé par le comité d'arrêter ce plan, je me rendis à Côme, Lecco, Bergame, Iseo et Brescia; je trouvai que les habitants avaient déjà conçu cette idée; ceux de Lecco étaient à fortifier l'écluse qui formait l'ancienne frontière vénitienne; ils s'étaient pourvus de quatre canons, et s'occupaient à fabriquer des lances et des fourches; les habitants de Calépio avaient rompu le pont de l'Ollio; tout le monde me demandait des armes. J'envoyai Cernuschi à Milan pour en chercher; il ne put obtenir que douze cent fusils, et encore n'arrivèrent-ils à Lecco que le matin même de l'entrée des Autrichiens à Milan. La nouvelle de la capitulation de cette ville nous parvint à Bergame dans le moment où j'étais à imprimer une proclamation aux montagnards, pour les inviter à concourir à l'exécution du plan de défense que je venais de tracer rapidement sur les lieux.

Le comité a publié, depuis, un rapport sur ses opérations (*), dans lequel il a montré qu'on ne manquait dans la ville ni de munitions ni de vivres, comme l'avaient prétendu les généraux de Charles-Albert. On avait établi une autre fabrique de poudre dans l'intérieur de la ville; on avait porté la fabrication des cartouches à 350,000 par jour; on en avait trouvé dans les magasins 1,700,000, et les particuliers devaient être bien fournis de poudre, car, depuis deux mois, on en avait vendu, terme moyen,

(*) *Gli ultimi tristissimi casi di Milano.*

environ 600 kilogrammes par jour. D'ailleurs, on se rappelait bien avec quelles munitions on avait commencé, et où l'on était allé les prendre!

Quant aux vivres, le comité nomma des commissaires contrôleurs; il ordonna aux gardes nationaux et aux municipalités de fournir les moyens de transport et les escortes. A peine l'armée piémontaise, dans sa retraite, arriva-t-elle sous les murs de Milan, qu'on lui fit donner double ration de viande et de vin, de l'eau-de-vie, du fromage, des cigares. On fit un appel aux citoyens pour lui fournir du linge; en peu d'heures on réunit 38,000 chemises neuves.

Charles-Albert avait promis de défendre le passage de l'Adda inférieure, confiant aux habitants la défense du cours supérieur. Le comité avait ordonné, dans ce but, une levée en masse; chaque village devait envoyer, sur un point particulier, ses hommes avec leurs armes ou leurs instruments de travail. Le plan de fortifications pour la ligne de l'Adda avait été rédigé depuis deux mois par mon ami, M. Philippe Bignami; mais on n'avait encore pu le faire accepter; on rejetait avec indignation la simple idée de la possibilité d'une défaite. Charles-Albert ne tint pas parole; il abandonna l'Adda. Il promit en personne au comité de défendre Milan. Le comité rappela de l'Adda à Milan les levées en masse et les ingénieurs; divisa la ville en quartiers de défense; il assigna à chaque quartier des munitions,

des ingénieurs, des pompiers, des ambulances, des chefs de police.

Comme si l'approche de l'ennemi et les levées en masse ne causaient pas assez d'embarras, Charles-Albert choisit ce moment-là pour prendre possession du gouvernement du pays, au moyen de ses commissaires Olivieri et Montezémolo.— Il fallait prendre, pour pouvoir livrer !

Le matin du 4 août, le canon se fit entendre ; le peuple demandait des armes ; il demandait que le tocsin donnât, comme on en était convenu, le signal de commencer les barricades. Fanti et Restelli allèrent demander la permission au commissaire royal. Quelle folie de la part de ce peuple de s'être rendu nécessaire la permission de ces étrangers, pour défendre ses foyers contre les barbares ! Le commissaire Olivieri répondit qu'une ville défendue par 45,000 soldats réguliers n'avait pas besoin de barricades : elles seraient une insulte à l'armée. Pourtant il promit d'en parler au roi, avec lequel il devait dîner ce jour-là.

A trois heures, on reçut la nouvelle qu'un bataillon piémontais avec une batterie venait d'être fait prisonnier. Le comité, sans attendre autrement les ordres de Charles-Albert, fit sonner le tocsin, battre la générale, livrer des armes au peuple ; on m'a dit qu'on a trouvé soixante-huit mille fusils, cachés dans des magasins par le général Sobrero. Les gardes nationaux se rassemblèrent dans leurs quar-

tiers ; les jeunes gens, les vieillards et les femmes accoururent travailler aux barricades. A l'approche de la nuit, Charles-Albert lui même ordonna de brûler toutes les maisons en dehors des remparts ; on vit des propriétaires y mettre le feu de leurs propres mains ; on détruisit pour des millions. A la lueur des incendies , qui se projetait sur toute la ville, le peuple travaillait avec joie.

Charles-Albert dissimulait. Dans ce moment même où il détruisait nos maisons pour assurer la défense, il était à faire une capitulation.

Au matin du 8, le canon se taisait ; on voyait quelque chose de silencieux et de sombre dans les troupes piémontaises. Charles-Albert fit appeler la municipalité ; il lui dit que, par des motifs bien graves , il s'était décidé à faire des propositions à l'ennemi. — Peu de moment après , le comité, avec le général Zucchi et le commandant de la garde nationale, demanda inutilement à parler à Charles-Albert. Les généraux déclarèrent que leur roi était dans l'impossibilité de défendre la ville ; il venait de perdre une batterie ; son grand parc d'artillerie était fourvoyé ; et on savait bien que Milan n'avait ni munitions, ni vivres, ni argent ! Le roi, se proposant de repasser le Tessin, avait demandé au maréchal Radetzky de vouloir bien épargner la ville, oublier le passé et permettre aux citoyens de se retirer avec l'armée sarde. Le maréchal avait promis d'observer, quant à lui , les égards de l'équité en-

vers les citoyens , et il leur donnait le temps de suivre l'armée jusqu'à six heures du soir ; mais il voulait qu'on lui livrât la Porte Romaine le lendemain matin. Ils finirent par observer que la ville, abandonnée à seuls moyens, ne pouvait résister le temps nécessaire pour obtenir des secours de la France !

On le voit, c'était un fait accompli ; on n'avait interpellé les chefs de la ville que pour se décharger sur eux d'une partie de la responsabilité.

Alors on demanda aux généraux pourquoi on n'avait pas compris dans la capitulation les troupes lombardes. La réponse fut, qu'ils *croyaient* qu'elles *pourraient* suivre l'armée sarde, aussi bien que les autres citoyens. Le nombre de ces volontaires était dans ce moment de quatorze mille et celui des soldats de la ligne de vingt-huit mille ; on les avait dispersés sur toute la surface du pays , depuis les frontières du Tyrol, qu'ils défendaient toujours. Ils se battaient sur ces entrefaites au Stelvio et à Lonato.

A peine la nouvelle de la capitulation s'est-elle fait jour à travers les barricades, qu'il se manifesta un mouvement d'incrédulité, qui se tourne bientôt en fureur et en désespoir. Les malheureux qui ont apporté les premiers cette nouvelle dans les faubourgs, sont massacrés comme des traîtres. La foule entoure la maison où le roi est logé ; elle arrête ses voitures et les renverse, pour barrer le passage, et tire des coups de fusil aux généraux qui se

présentent aux fenêtres. Les pauvres soldats piémontais qui sont dans la ville, prêts à se battre pour sa défense, ne croient pas à la capitulation ; on voit des officiers, les larmes aux yeux, prier les citoyens de se calmer et d'entendre raison. D'autres, plus pénétrants, mais non moins loyaux, arrachent, avec indignation leurs épauettes, disant qu'ils veulent se battre en citoyens et mourir avec le peuple ; et le peuple répond : Vive le Piémont et honte à Charles-Albert ! — C'était le cri que j'avais fait entendre dans la salle même du gouvernement provisoire le 24 de mars : alors il pouvait être un cri de salut ; maintenant il n'était qu'un cri de détresse. Quand on confie aux ennemis de la liberté le soin de la défendre, on doit s'attendre à la voir trahie !

Le roi, voyant que le peuple n'était pas encore résigné, imagina une nouvelle perfidie ; il fit proclamer que, admirant l'ardeur des citoyens, il était prêt à verser pour lui son sang et celui de ses fils. Le peuple voulut voir cette déclaration imprimée et affichée ; elle fut accueillie avec joie par les uns, avec une morne méfiance par les autres. En même temps les troupes s'écoulaient le long des remparts ; l'artillerie avait disparu ; quatre millions en lingots étaient dirigés de l'Hôtel de la Monnaie sur Turin. Le roi s'était engagé à livrer à l'ennemi la Porte Romaine ; il pouvait le faire ; il n'y avait, depuis deux jours, d'autre autorité légale que la sienne et celle de ses commissaires ; et il avait toujours qua-

rante mille hommes sous ses ordres. Il faisait en même temps répandre la funeste nouvelle, que l'armée de Radetzky, renforcée par des Bavares et d'autres confédérés, comptait plus de cent mille hommes. Les citoyens, à peine revenus de leur aveuglement, sentaient l'impossibilité matérielle de lutter à la fois contre deux ennemis. La plupart des anciens braves des barricades étaient dans les montagnes. Ceux qui s'étaient fait le plus d'illusions, ceux qui avaient sacrifié la liberté à l'idée de la force matérielle, étaient stupéfiés et atterrés. Où était donc cette force qui devait assurer à notre pays la victoire et un repos sans fin? Dans cette horrible nuit, l'incertitude, l'anxiété, la fureur, le désespoir firent perdre la raison à une centaine de citoyens. Le roi profitait de la confusion, pour livrer la ville aux ennemis; quant à lui, déguisé, dit-on, en gendarme, et escorté de quelques gendarmes, il se sauvait honteusement. Arrivé dans son pays, il fit répandre le bruit qu'il avait été victime de l'ingratitude et de la trahison des Milanais.

A la pointe du jour, avant l'entrée des Croates, plus de cent mille habitants se précipitèrent hors de la ville. Des femmes, des vieillards, des enfants, des familles entières, qui n'étaient jamais sortis de leur ville natale, se traînaient dans la poussière des routes, sans savoir où ils allaient, ni avec quoi ils soutiendraient leur vie. On a vu des soldats piémontais abandonner leurs drapeaux, pour secourir ces mal-

heureux, porter dans leurs bras des enfants qui ne pouvaient plus marcher. A la frontière piémontaise, on avait déjà le mot d'ordre pour insulter les réfugiés. On nous avait trouvés victorieux; on nous avait séduits, désarmés, livrés; maintenant il ne restait plus qu'à nous enlever les sympathies qui pouvaient nous suivre dans l'exil.

Le canton du Tessin fut admirable dans son hospitalité. Pour l'exercer, il a compromis tous ses intérêts. Que les grandes nations égalent en générosité ce petit peuple.

Il y avait quatorze mille volontaires sur la ligne qui s'étend de la frontière des Grisons jusqu'à Peschiera et de là jusqu'au lac de Côme. Ils auraient pu se concentrer et sauver Milan; ils auraient pu encore défendre les montagnes qui couvrent la moitié de la Lombardie; mais Charles-Albert avait pris son parti; ses agents avaient tout désorganisé. Le corps d'Apice, qui tant de fois avait teint du sang de l'ennemi les neiges du Wintschgau, fut obligé de se dissoudre, pour manque de vivres. Griffini, qu'on avait laissé inactif à Brescia, à vingt-cinq lieues derrière l'ennemi, se dirigea par le passage presque impraticable de l'Aprica sur la frontière des Grisons. Durando, après avoir livré aux Autrichiens la vallée du Caffaro, se chargea de ramener tranquillement en Piémont sept mille volontaires. Arrivé à Bergame, ce nouveau Xénophon refusa d'écraser les quinze cents Autrichiens qui l'avaient laissé monter

dans la haute ville, tambour battant et drapeau déployé, au milieu des acclamations du peuple. Cernuschi, qui était là, le supplia vainement de ne pas laisser dans les mains des Croates un demi-million qui était dans la caisse de la province, et qui aurait pu fournir du pain aux combattants. Garibaldi fut le seul qui chercha à rallumer le feu sacré ; mais il avait trop tardé ; il s'était, du reste, renfermé dans un triangle entre l'ennemi, la Suisse et le Lac-Majeur, où il ne pouvait ni se nourrir, ni faire aucun mouvement ; son chef d'état-major, Anzani, officier d'une intelligence supérieure, venait de mourir. Après quelques faits d'armes, les volontaires ont dû abandonner le sol lombard.

A présent, les princes d'Italie, profitant de l'humiliation du drapeau national, seraient bien disposés à renouveler leur ancien pacte avec l'Autriche, pour étouffer, d'accord avec elle, la liberté et rétablir l'ordre. Mais l'ordre que l'Autriche peut maintenant rétablir n'est que l'anarchie. L'anarchie est le désaccord entre les idées d'une nation et les faits légaux de son existence. C'est pourtant du sein de cette anarchie orageuse et sanglante que sortira la liberté, et par elle la nationalité. C'est dans un abîme de malheurs que le peuple puisera la conscience de ses droits.

Maintenant l'officier qui rédige les manifestes de Radetzky parle à la diète de Francfort des anciens droits de l'Allemagne sur l'Italie. Il fausse l'histoire ;

l'Empire n'était pas une institution germanique , mais une institution pontificale, qui avait été imposée à la Germanie barbare par l'épée chrétienne. Dans le Saint-Empire , tous les peuples chrétiens étaient égaux, comme ils l'étaient dans l'Église et sur les champs de bataille des croisades. L'empereur était roi en Italie comme il l'était en Allemagne. Les deux Frédéric et les autres empereurs, qui foulèrent aux pieds les droits de leurs peuples d'Italie, en furent punis, sur le champ de bataille, par nos villes confédérées. Elles surent vaincre, sans rompre les liens qui les rattachaient à l'Empire ; car c'eût été briser les liens qui les unissaient à la chrétienté. Qu'on ne parle donc pas des droits de l'Empire, qui sont morts avec lui, ni des droits du royaume d'Allemagne, qui n'ont jamais existé sur l'Italie. Quant aux prétentions tout à fait nouvelles que la Confédération Germanique a avancées sur Venise, rien n'est plus absurde. Venise n'a jamais même appartenu à l'empire d'occident. Lors de la première chute de cet empire, elle n'était pas encore née ; lorsqu'il se releva, elle était déjà libre et forte. Elle puisait sa vie dans les mers de l'Orient ; elle était comme un vaisseau à l'ancre sur les côtes de l'Adriatique. Son peuple a toujours conservé les traditions d'une origine glorieuse, qu'il ne devait qu'à lui-même. Il disait dans la chanson de ses marins :

« Venise est à nous, car c'est nous qui l'avons faite » (1).

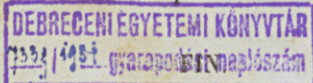
(1)

« Venezia la xe nostra,

« L' avemo fata nu. »

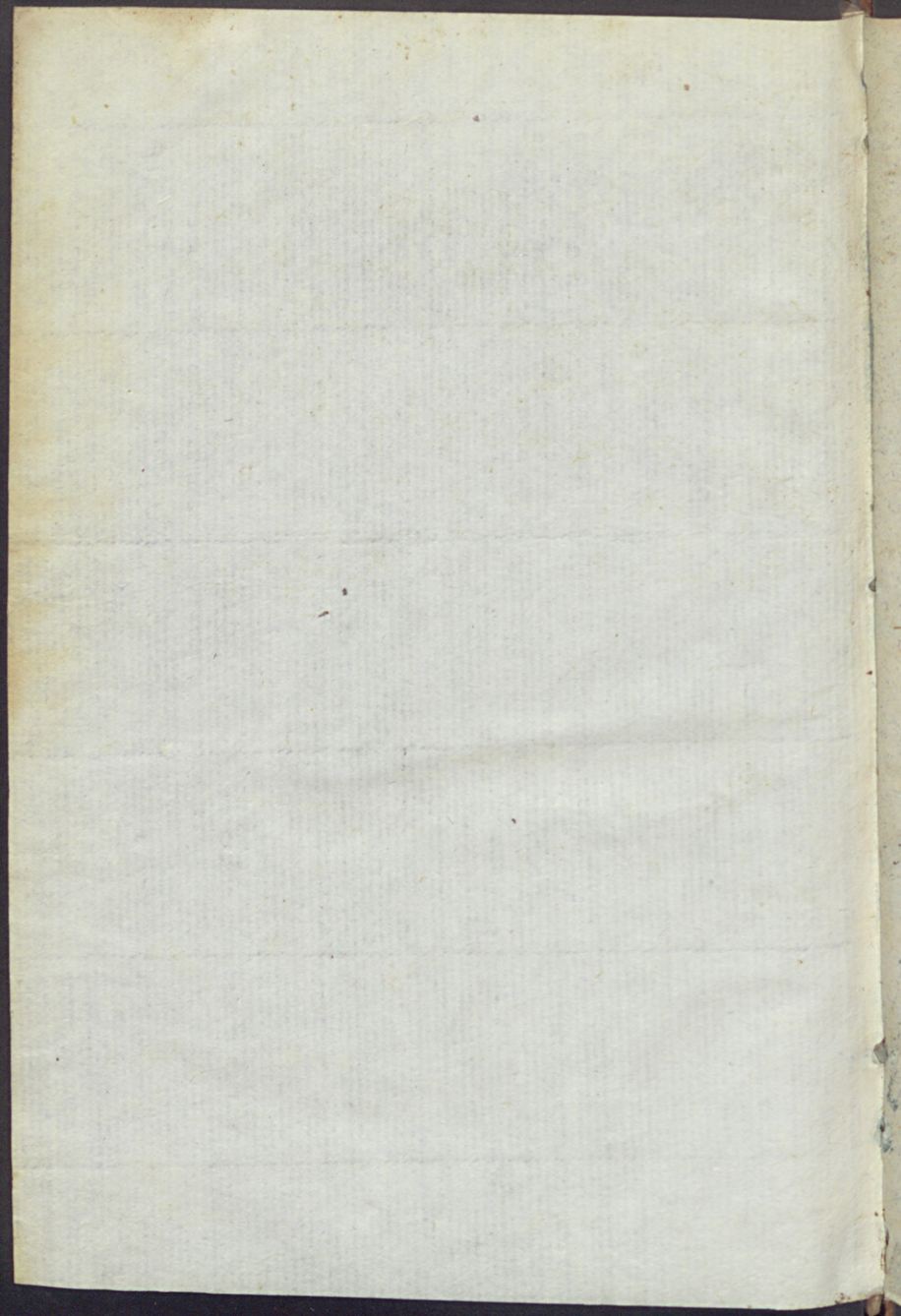
Le Saint-Empire, qui avait promis de réunir toutes les nations chrétiennes, est tombé en poussière avant d'avoir rempli sa mission. Maintenant, c'est par un autre lien qu'il faut songer à réunir la grande famille des nations européennes; et l'on ne doit pas le chercher dans l'unité du pouvoir, mais dans la liberté et l'égalité de tous les peuples. La France a proclamé ce principe dans sa déclaration des droits de l'homme; elle ne l'a pas encore mis en pratique, mais le temps est venu de le faire. Entre les despotes de l'Europe orientale et la France, il y a déjà plusieurs peuples libres, les Hollandais, les Belges, les Suisses, les Grecs; il faut en former un rempart continu, en y ajoutant les populations du Rhin et de l'Italie. Ce n'est point à la France, mais à la liberté de tous les peuples, qu'il faut conquérir le Rhin et le Pô.

La France, entourée de nations libres et amies formant avec elle cent millions d'âmes, ne sera plus obligée d'avoir sur pied six cent mille soldats pour la garde de ses frontières perpétuellement menacées. Elle ne sera plus contrainte d'*affamer son peuple pour nourrir son armée*. La force de l'exemple et celle du temps et des nationalités décomposeront les empires informes de l'Est, et les transformeront en une fédération de peuples libres. Nous aurons la paix, et nous pourrons en jouir, lorsque nous aurons les États-Unis de l'Europe.



Faint, illegible handwriting at the top of the page, possibly a header or the beginning of a letter.

Main body of faint, illegible handwriting, appearing to be several lines of text.



591

